Vol. 6 • No. 49 • Du 19 au 25 Juin 2013

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



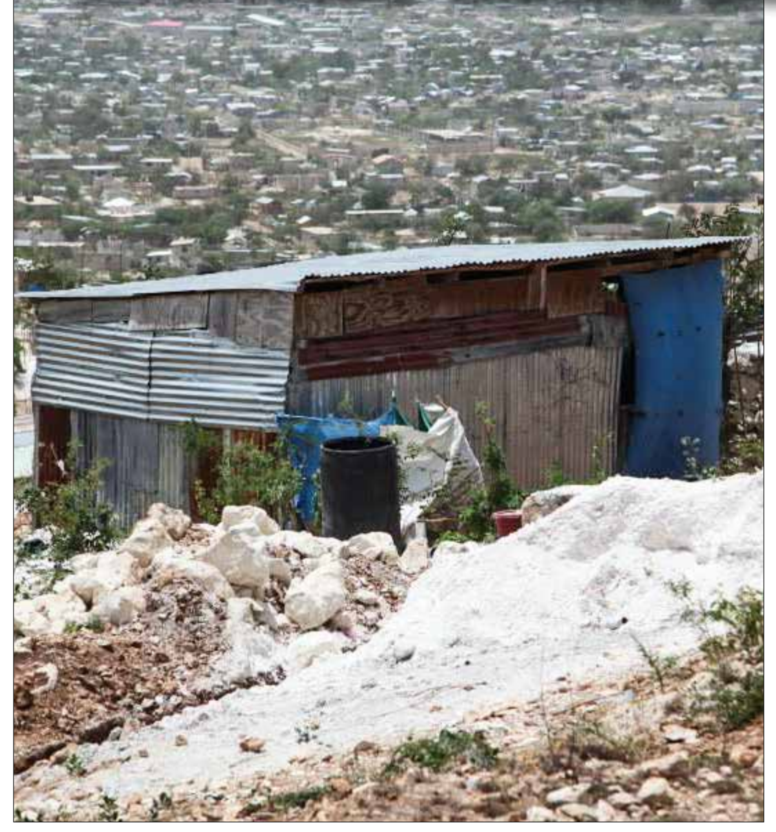
# HAÏTI LIBERTÉ

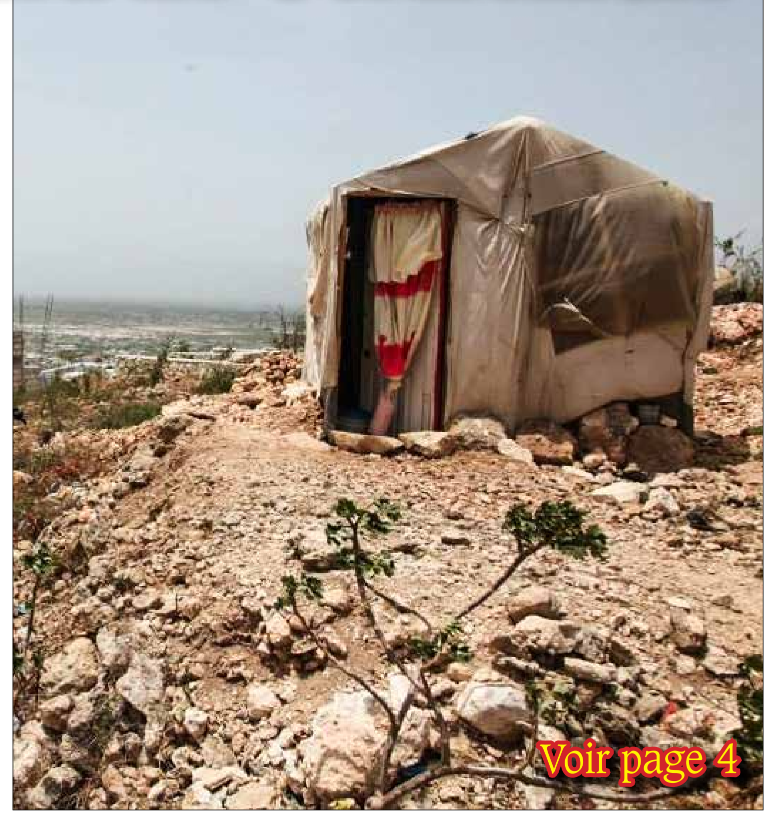
JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

# DE L'EGYPTE À CANAAN, LE PÉRIPLE HAÏTIEN SERA LONG ET SCABREUX





Voir page 4

Canaan et ses environs dénotent l'absence de l'Etat en matière de politique d'urbanisation. L'espace dénommé Canaan est très étendu et couvre principalement plus de la moitié de l'habitation Corail-Cesseless qui comprend les quartiers Canaan, Nouvelle Jérusalem, Village Moderne, Mosaïque et Ona Ville

# LE GOUVERNEMENT LAMOTHE N'EST IL PAS À LA DÉRIVE ?



Voir page 4

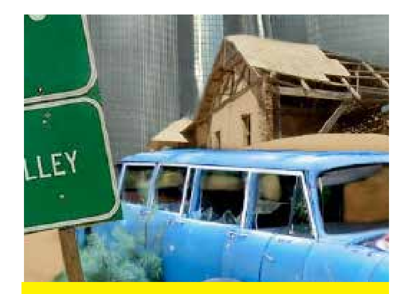
La question d'un éventuel remaniement ministériel évoqué depuis un certain temps, prend dès le début de la semaine de plus en plus de place dans les conversations et les discussions politiques notamment dans les couloirs du parlement.
















HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
718-713-6863 • 647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

# Elections : le truc classique de Lamothe pour redorer son blason !

**Par Berthony Dupont**

Tout a été fait par la présence des forces occupantes pour étouffer et écraser la capacité de lutte du peuple haïtien, en le rendant par ainsi infiniment impotent, face à l'exploitation et à l'oppression coloniales à dessein de détruire ses aspirations à la liberté. Le mutisme officiel de certains de nos dirigeants n'est pas étranger au complot tramé par les classes dominantes sur le dos du peuple. Ne se font-ils pas complices des fossoyeurs au pouvoir, quand justement, pas un de ces partis politiques n'a réagi sur ce qui s'était passé tout récemment, soit le 4 juin dernier au Parlement, lors de la convocation de Laurent Lamothe ? Ce jour là, alors qu'un sentiment d'insécurité morale planait sur tout le pays, la stratégie du mensonge et de la corruption a eu raison, malgré tout, de la vérité, pour que fussent protégés les intérêts des sociétés multinationales, au mépris des aspirations populaires et de la dignité des haïtiens véritables.

De quelque façon que l'on s'interroge sur la raison de la pusillanimité, si ce n'est de la lâcheté irresponsable de nos politiciens, la réponse apparaît simple, la grande imposture est qu'ils n'ont qu'une seule vision du pouvoir :« ôte toi que je m'y mette ». Il semble qu'ils n'ont rien d'autre de plus sérieux et de plus concret à offrir, si non ils auraient profité de ce moment crucial que vit la nation pour le présenter à la population. Mais hélas ! Ils veulent tout simplement maintenir le statu quo, au lieu de le renverser.

Ainsi du fait que les partis politiques se soient si docilement comportés face à l'incapacité du gouvernement à apporter des éléments de réponse aux difficultés de tous ordres et dans tous les domaines, Martelly et Lamothe prennent grand avantage de cette indulgente complicité pour leur offrir en retour le relancement de la question des élections : « Nous souhaitons que les élections aient lieu le plus vite que possible », a fait savoir Lamothe, après avoir eu le samedi 15 juin dernier une séance de travail avec les membres du Collège Transitoire du Conseil Electoral Permanent (CTCEP) ; de sorte que deux jours plus tard, le lundi 17 juin, il a eu vite fait de rencontrer ses patrons, au Ministère de la Planification et de la Coopération Externe. Il s'agit du représentant spécial a.i. du Secrétaire général de l'ONU en Haïti, M. Nigel Fisher et de Mme Sophie De Caen, la Directrice Principale du Programme des Nations-Unies pour le Développement. Le sujet de cette rencontre fut à propos des aspects logistique et technique des élections et de la nécessité de doter le Collège Transitoire du Conseil Electoral Permanent (CTCEP) des ressources financières et opérationnelles indispensables à l'organisation des prochaines joutes électorales.

Voulant coûte que coûte redorer son blason, sans coup férir, Lamothe s'est rendu au camp de Canaan où plus de 300 000 personnes victimes du tremblement de terre vivent encore dans des conditions infrahumaines sur plus de mille hectares de terre. Une façon de montrer qu'il sympathise avec les déshérités du sort, les exilés de cet enfer. A l'heure où dans plusieurs endroits du pays la faim ravage le peuple, alors que des gens mangent une fois presque chaque deux jours, Lamothe s'est souvenu de Canaan, puisque le méchant sait toujours comment faire œuvre qui trompe. En effet, le Premier ministre osait déclarer sur le site de la misère accrue et aiguë de Canaan: « l'objectif de cette visite est également de rencontrer les différents leaders des quartiers, afin de chercher à comprendre et de déterminer les besoins de la population vivant à Canaan ».

Lamothe ne s'est jamais intéressé aux besoins de ces nécessiteux. Quelle mouche l'a donc piqué pour s'intéresser soudainement au sort de ces déshérités du sort ? Sauf que ces jours-ci, en marge du mirage des élections, il faut soigner une image écornée du pouvoir, en se présentant comme proche de la souffrance des défavorisés du système et du même coup accréditer l'idée, quoique fausse, d'un gouvernement soucieux du bien-être des catégories dans le plus grand besoin. Seuls les grands naïfs et les candidats aux prochaines élections peuvent encore croire aux paroles et aux fallacieuses promesses du Premier Sinistre. Tout cela ne peut que contribuer à chloroformer nombre de secteurs de la population et favoriser les dessins pervers du pouvoir.

Le pays acquiesce à toutes ces gabegies humiliantes, à cause de l'absence d'un leadership conscient et conséquent, faute d'une alternative populaire et progressiste visant à changer l'état des choses, et consistant à lutter pour la mise en place d'un pouvoir national et démocratique.

Nous qui sommes témoins de la situation douloureuse de notre peuple foulé aux pieds par les agresseurs impérialistes spoliateurs de nos richesses comme des bandits et qui nous saignent si cruellement, n'éprouvons-nous amèrement aucune colère Dessalinienne face à l'occupation du territoire national? Pouvons-nous continuer à nous gaver de cette politique de réconciliation ou d'aménagement avec nos bourreaux ? Non. Faisons plutôt appel au peuple, à sa vigilance et à une mobilisation continues pour en finir avec le régime destructeur Martelly-Lamothe?

L'avenir est dans la résistance et dans le combat, mais non dans l'attentisme. A tous les patriotes haïtiens sans exclusive, à toutes les forces de progrès qui ont la volonté de changer les structures du pouvoir, nous disons qu'il faut définitivement liquider cette politique de mendicité menée par des restavèk au pouvoir, ainsi que ces structures bancales surannées et l'idéologie qui les supporte.

Il est bien plus certain que les partis les plus connus qui présentement évoluent sur la scène politique n'ont aucune volonté de le faire. N'est ce pas le moment de construire une alternative visant à jeter dans les poubelles de l'histoire, tous les mythes, toutes les pratiques erronées de ces opportunistes, afin que le vent du changement véritable puisse souffler enfin sur notre pays ?

# Troisième journée de blocage des activités commerciales à la frontière de Cañada/Miguel Spécial

Les activités commerciales ont été une nouvelle fois paralysées, ce vendredi 14 juin 2013, à la frontière de Cañada/Miguel, Bas Plateau Central dans la zone de Savanette. A l'origine de ce blocage, une agression subie par le maire-adjoint de cette commune frontalière, M. Rodney Fils-Aimé, au moment où il participait, le mercredi 12 juin 2013, en territoire dominicain à des discussions autour d'une série de taxes imposées aux haïtiens qui traversent le point frontalier Canada/ Miguel, selon les informations rapportées par Janel Delpé, Animateur du GARR dans la zone.

Suite aux protestations des usagers et commerçants-es de la frontière de Cañada-Miguel contre l'obligation qui leur est faite de payer des taxes pour acheter ou pour vendre en territoire dominicain, notamment le mardi qui est jour de marché, le maire adjoint avait pris la décision d'aller dialoguer avec des agents douaniers dominicains en vue de faire baisser ces taxes prélevées à l'entrée et à la sortie de leur territoire.

En lieu et place d'un accord, le maire a plutôt reçu des insultes de la part d'un agent douanier dénommé Cuki. Suite à cet incident, le maire, avec l'accord de plusieurs notables, ont demandé à la population de ne pas traverser en territoire dominicain, paralysant ainsi les échanges commerciaux. Des autorités militaires ont fait des démarches pour une nouvelle réunion qui était prévue le jeudi 13 juin en vue de trouver une issue. De nouveau le maire s'est présenté et il a été cette fois-ci accueilli à la caserne par des militaires dominicains qui l'ont mis en joue. Le commandant en chef qui avait invité le maire à la rencontre, a dû demander aux soldats de garder leur calme mais, en raison de cet incident, la rencontre de médiation n'a pas pu avoir lieu. Au contraire, l'incident a entraîné un renforcement de la mobilisation de la population contre les taxes qu'elle est obligée de payer pour passer la frontière.

Ce vendredi 14 juin 2013, ceux et celles qui ont l'habitude de traverser au quotidien le point frontalier Miguel/ Canada sont restés chez eux, en signe de solidarité avec le maire de Savanette et pour protester contre le comportement affiché par l'agent douanier d'une part, et des militaires armés d'autre part.

Soulignons que le montant des taxes imposées aux usagers de la frontière de Cañada-Miguel peut varier dépendamment de la façon de traverser, et selon qu'on a ou non quelque chose en main. Ceux qui entrent les mains vides payent 10 pesos ; si quelqu'un traverse avec un animal, il doit payer 50 pesos et la taxe de sortie pour un sac de sucre est de 200 pesos, tandis que l'acheteur a déjà payé les taxes au magasin et ne verse rien du côté haïtien.

A noter que ces discussions pour des taxes injustifiées imposées aux haitiens par toutes sortes d'autorités dominicaines tout le long de la frontière a déjà occasionné des pertes en vie humaines, dont celles d'un paysan nommé Jeannot Succès survenu à ce même point frontalier Canada/Miguel en juillet 2000, parce que ce dernier avait refusé de payer. Et c'est pour dire non à ces genres de comportement que des comités de droits humains haïtiens et dominicains, ont mis en place un réseau binational de droits humains auquel ils ont donné ce nom.

Encore une fois, le GARR réclame un accord commercial, fixant les règlements des échanges commerciaux entre les deux pays, incluant les échanges à la frontière, afin d'éviter ces genres de conflits.

# Examens d'Etat : 14000 candidats exclus

Par Samuel Peronville Saintilma

Les examens d'Etat débuteront cette année le mercredi 19 juin et prendront fin vendredi 12 juillet, a annoncé le ministre de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), Vanneur Pierre, lors d'une conférence de presse le vendredi 14 juin, accompagné du Directeur général adjoint dudit ministère, Ecclésiaste Télémaque ; Directeur du Bureau National des Examens d'Etat (BUNEXE), Renan Michel et Directeur d'Enseignement Secondaire (DES), Jackson Pléteau.

Le calendrier de ces examens est ainsi fixé : Les candidats de la 6e AF 19 et 20 juin, 297,989 inscrits. Les candidats de 9e AF du 25 au 27 juin, 210,096 inscrits. Les candidats d'Ecole Nationale d'Instituteur (ENI) du 24u au 28 juin, 2,744 inscrits.

Les candidats du Bacc I (Nouveaux et recalés) du 1er au 4 juillet, 184,794 inscrits. Les candidats du Bacc II (Nouveaux et recalés) et nouveau secondaire du 8 au 12 juillet, 67,772 inscrits.

Les candidats du Centre d'Education Familiale (CEF), du 8 aux 12 juillet. Au total 745,395 candidats ont été validés par le ministère de l'Education Nationale pour subir les épreuves.

Par contre, plus de 14000 élèves ont été exclus des épreuves de rhéto pour cause d'irrégularités graves relevés dans les dossiers de leur cycle d'étude. Selon les responsables du ministère de l'Education nationale, les critères de validation des candidats aux examens de la 9e AF et du Bacc I sont les suivantes :

1)Pour être inscrit et validé aux examens de 9e AF, le candidat doit passer avec succès la 6e AF, et ceci, depuis au moins 3 ans.

2)Pour être inscrit et validé aux examens du Bacc I, le candidat doit réussir ses épreuves de 9e AF, et ceci, depuis au moins 3 ans. Dans le cas contraire, le candidat ne sera pas admis à subir les épreuves et il sera sanctionné conformément aux règlements en vigueur.

Parallèlement, le MENFP lance une mise en garde contre tous les directeurs d'école impliqués dans des manœuvres frauduleuses et qui ont causé l'invalidation de ces candidats aux épreuves. Des mesures administratives et juridiques sévères seront adoptées contre tous les fraudeurs.

# Présentation d'un projet citoyen: Ayiti se peyi m, vwazinay se fanmi

Lors d'une conférence de presse, le mercredi 12 juin 2013, au Centre d'Education et d'Intervention Sociales (CEIS), le responsable du Centre, Antoine Augustin a présenté un projet Citoyen reposant sur deux concepts : « Ayiti se peyi m, vwazinay se fanmi », dans la perspective d'une dynamique de mobilisation collective et communautaire. Il a également indiqué que ce projet implique aussi des actions sociales par des luttes collectives nouvelles pour un changement de paradigme.

Dans un document de 20 pages, le promoteur de ce projet, après avoir fait une mise en contexte historique, a essayé de diagnostiquer les grands maux que confronte actuellement le pays. Il a fait mention entre autres : des inégalités sociales, de l'exclusion sociale, du rejet de la culture et de l'identité nationales, du déchirement du tissu social haïtien, de l'effritement des valeurs nationales fondamentales, de la dégradation de l'environnement, du phénomène de la corruption qui



Antoine Augustin

gangrène l'administration publique ces derniers temps. Il a posé la problématique de la société, sans questionner les causes profondes de ces problèmes.

Pour tenter d'apporter une solution authentique à ces problèmes, il a proposé un projet alternatif de société : Ayiti se peyi m, vwazinay se fanmi. Il entend par là : « Un projet citoyen qui vise à proposer une nouvelle vision de la vie en communauté en Haïti à partir d'une approche participative de la société civile, basée sur les valeurs fondamentales de citoyenneté, la reconquête de l'identité nationale, le respect des valeurs-repères, la justice et l'Etat de droit, les valeurs de solidarité tant populaires connues des Haïtiens, qui constituent l'une des caractéristiques la plus marquante de notre identité de peuple. »

Toutefois, il ne remet pas en question l'occupation du territoire par les forces étrangères de l'ONU, l'application de la politique néolibérale qui détruit la production nationale et qui conduit le pays dans ce pire état après plus de 209 ans d'indépendance. Ce projet apportera t- il une bouffée d'oxygène au mouvement social haïtien, visant à transformer radicalement la société haïtienne ?

# Trois départements d'Haïti sous les eaux, 1 mort, des disparus et des dégâts matériels

Par Jackson Rateau

Le week-end dernier, des inondations provoquées par de violentes pluies diluviennes ont saccagé trois départements d'Haïti dont le Nord-est, le Nord-ouest et le Plateau central. Dans le Nord-est, le soir du vendredi 14 Juin dernier, des rivières en crue, ayant débordé leur lit, ont submergé le bourg de Mombin Crochu. Des centaines de maisonnettes ont été la proie de ces débordements de la nature.

Selon les déclarations de certaines autorités locales sur place, des paysans, revenant de leurs activités quotidiennes et qui tentaient de traverser les rivières ont disparu. Beaucoup d'espaces cultivables et de têtes de bétail ont été la proie de la violence des eaux fluviales.

Dans le Nord-ouest, le soir du dimanche 16 Juin dernier, aux environs de 5 heures, les violentes averses qui se sont abattues sur ce département ont inondé au moins quatre villes dont Port de Paix, Anse à Foleur, Saint Louis du Nord et Bassin Bleu. D'autres quartiers comme Palan, Pénélus, La Congrie, Fénelon, Rue Charlemagne Péralte, Grigris, Rivière Barre, Petite Rivière de Saint Louis du Nord, Pointe des Palmiers ont été entièrement submergés. Un citoyen de 50 ans qui tentait de traverser Petite Rivière de Saint Louis du Nord s'est noyé. Son corps a été récupéré par la population. Deux juges de paix de la commune de Port de Paix accompagnés du commissaire du gouvernement, s'étaient rendus sur les lieux pour le constat du cadavre.

A l'issue de ces violentes inondations ayant ravagé le Nord-ouest, le bilan est très critique avec deux pertes de vies humaines dont un mort, un disparu, l'immersion de mille quarante maisonnettes dont 180 complètement détruites, disparition de milliers d'hectares cultivables et de têtes de bétail.

Au niveau de Lesther, dans le Département de l'Artibonite, plus précisément Villar, Pinçon et Boudette, toutes ces localités sont été ravagées par les eaux du fleuve de l'Artibonite en crue pendant plusieurs jours.

Un paysan de Villar ayant rapporté la catastrophe a ainsi expliqué que sa localité (Villar) se situe entre Lesther et Pont Sondé. Villar se trouve inondé chaque année. La raison technique expliquant ces inondations est le fait que les côtes des canaux d'irrigation sont supérieures par rapport aux côtes du sol naturel. Selon le même citoyen ayant reçu

*Suite à la page (15)*

# Terrible accident A Christ-roi : Plus de 5 morts et des blessés graves

Par Evens PIERRE-LOUIS

Un terrible accident de la circulation s'est produit sur la route de Christ-Roi le vendredi 14 juin 2013 vers les 4 heures de l'après-midi. Cet accident survenu au niveau du marché local communément appelé «Le marché de la Ruelle Moise» a été occasionné par un camion de la marque Volkswagen de couleur grise, immatriculé au numéro SE 01034, appartenant au ministère des Travaux Publics, Transport et Communication (TPTC). En provenance de la route de Nazon, le camion à bascule qui descendait une pente dans la périphérie du marché bondé de gens, a heurté presque tout ce qui se trouvait sur son passage avant de terminer sa longue course contre un studio de beauté devant lequel s'installent à longueur de journée des marchandes de fruits et légumes. Le bilan de ce terrible accident, sans précédent diraient certains, s'est soldé par la mort de plus de cinq (5) personnes (incluant commerçants et passants) et environ une dizaine de blessés graves selon des témoins interviewés sur place par Haïti Liberté. Le conducteur du véhicule, selon eux, a eu le temps de s'échapper bien avant l'arrivée de la police, assistée des agents du Bricor de la Mairie de Delmas. Le véhicule accidenté, visiblement endommagé sous le coup de l'accident a été ensuite remorqué par la police de Port-au-Prince. C'est un coup dur, une catastrophe qui n'a pas de précédent qui vient de plonger la population de Christ-Roi dans le deuil et la consternation, ont laissé entendre presqu'à l'unanimité de riverains et curieux rencontrés sur les lieux du Drame.

# De L'Egypte à Canaan, le périple haïtien sera long et scabreux

**Par José Clément**

On a de plus en plus l'impression que les Haïtiens se parlent entre eux, mais ne se comprennent pas, même s'ils ont le créole en partage. Il est de plus en plus évident que des groupuscules d'Haïtiens agissent comme s'ils étaient les seuls à vivre sur cette partie de l'île. D'autres, par leurs pratiques grotesques et ridicules, font croire qu'ils sont les seuls héritiers de la République et en font à leur guise sans souci du bien commun. Véritable tour de Babel!

Malgré la performance révoltante et ignoble du gouvernement en place conduit par le Premier Ministre Laurent Lamothe devant le Sénat de la République le 4 Juin dernier, tous les titulaires sont toujours à leur poste y compris le Premier des Ministres, malgré des rumeurs persistantes sur un probable remaniement ministériel. Il faut croire que quelque chose ne va pas dans ce qui reste de la République. On aurait tenté de se demander s'il y a encore des citoyens lucides et courageux dans ce pays.

Et le porte-parole de la Primature Kedlaire Augustin d'informer que "aucun remaniement ministériel n'était envisagé de manière officielle", rapporte l'Agence Haïtienne de Presse. Comme si l'injection de nouvelles personnalités dans le gouvernement suffirait à lui insuffler du sang neuf dans la perspective de rectifier le tir et de redonner confiance à la population. Le problème n'est pas aussi simple qu'on le pense. Il y a des gens qui se retrouvent à la plus haute sphère du pouvoir d'Etat sans compétence, sans motivation et sans conscience aucune. Et le résultat n'est que pure catastrophe.

Abel Descollines, un député, porte-parole du bloc majoritaire Parlementaire pour la Stabilité et le Progrès qui soutient le président de la République dans sa politique de destruction massive des institutions républicaines, croit surtout qu'il faut "engager des réflexions" autour de la présence de certains ministres dans le gouvernement qui ne donnent pas de résultats tangibles". Comme si l'échec de tout le gouvernement serait imputable à quelques ministres qui n'auraient pas mis leur devoir au propre. Soyons sérieux au moins pour une fois! Il faut mettre bas les masques.

Le Chef du gouvernement se trouve pour l'instant coincé entre le marteau et l'enclume d'une part, par des dépenses exagérées et sans contrôle qu'effectue le Palais National avec un ensemble de contrats passés avec des particuliers en dehors des normes administratives et sans avis du chef de la Primature. Il était clair que ce dernier ne pouvait pas répondre à certaines questions des sénateurs relatives à des projets ou contrats intervenus avec des firmes inconnues du milieu. Il ne peut pas dénoncer son copain dont il était son grand pourvoyeur de fonds avant son investiture comme chef de l'Etat. Les 40 millions de gourdes pour les festivités du deuxième anniversaire du pouvoir en place viennent aussi compliquer la situation financière du pays. D'autre part, M. Lamothe a, lui aussi, son propre agenda politique pour lequel il doit consentir des débours financiers. Finalement, la population fait toujours les frais de la politique insensée de ses dirigeants qui ont été catapultés au pouvoir. Entre autres conséquences, les employés de la Primature, siège du gouvernement, n'ont jusqu'à présent pas reçu leur salaire du mois de mai, alors qu'ils ont des familles à nourrir dans une économie moribonde. Ils n'ont pas reçu non plus leurs frais qui s'échelonnent sur plusieurs mois. Il en est de même pour d'autres employés de l'Administration publique



Laurent Lamothe vient de découvrir le Canaan



Une batterie de journalistes accompagnant le Premier Sinistre à Canaan

haïtienne. Autant dire que des charlatans se trouvent tout bonnement au chevet du pays, et qui improvisent à longueur de journée.

Le Premier Ministre Lamothe n'a même pas donné l'impression qu'il garde encore le contrôle de sa troupe, voir maitriser les grands dossiers de l'Etat. Lors de sa convocation au Sénat, il s'était contenté d'une lecture difficile et maladroite de certains papiers qu'il avait en sa possession. Haïti est tout simplement un terrain propice à tout débutant qui aimerait faire ses premiers pas en politique. C'est dans cette optique de show off qu'il a été visiter le lundi 17 juin 2013 le Camp de Canaan (1) situé à la sortie Nord de la capitale où pullulent trois cent mille âmes (300.000) dans des conditions infrahumaines. On dirait une visite de campagne tellement le Premier Ministre a fait des promesses mirobolantes à ces compatriotes qui remuent ciel et terre pour joindre les deux bouts dans un environnement qui frise l'indécence.

Flanqué du président du Sénat Dieuseul Simon Desras par qui le scandale était arrivé en mettant fin prématurément et au grand dam des pairs conscrits à la séance de convocation du Premier Ministre et de son cabinet le 4 juin dernier, M. Lamothe a promis entre autres l'exécution d'un plan d'urbanisation sur les mille hectares de terrains occupés par environ cinquante-huit mille (58.000) familles dont la plupart sont des transfuges des camps de déplacés situés au Centre-ville de la capitale victimes du tremblement de terre de janvier 2010. M. Lamothe n'a pas dit qui va financer l'exécution de ce fameux projet au moment où les caisses de l'Etat sont à sec, et son Administration s'engage dans des dépenses extravagantes aux fins de survie du régime « Tet Kale » (crâne rasé). Cette même Administration claironnait sur tous les toits que des milliers d'occupants de différents camps dans l'aire du Cham-de-Mars et ailleurs ont été relogés dignement. Pourtant, selon certaines de leurs déclarations, les déplacés ont été chassés violemment de leur abri de fortune pour finalement aller grossir l'espace de Canaan sur la route nationale numéro un, non loin de Montrouis.

Canaan et ses environs dénotent l'absence de l'Etat en matière de politique d'urbanisation. Si l'on en croit les déclarations du Sénateur Desras, la poursuite des constructions anarchiques empêche l'Etat de continuer à appuyer la population en lui donnant accès au service de base. Les occupants des bidonvilles communément appelés des déshérités du sort doivent trouver de l'aide auprès de l'Etat après une catastrophe naturelle d'envergure et si durement éprouvée. Il est du devoir de l'Etat de les appuyer. Ils n'ont pas choisi d'être des victimes. Le Sénateur, dans ses déclarations pour le moins tonitruantes, tente de dédouaner l'Etat et cherche à justifier le comportement de cette entité qui a la responsabilité de la gestion de la nation. Parlons peu, parlons bien, cher sénateur!

Par ailleurs, il y a une politique d'assimilation de nationalités qui se fait dans le pays au détriment des natifs. Le gouvernement actuel est truffé de citoyens venus d'horizons divers avec des passeports aux emblèmes de pays différents, selon des sources parlementaires. Comment ces hauts fonctionnaires "battant pavillon étranger" peuvent servir fidèlement et effectivement la République? Qui les a choisis pour occuper des postes ministériels, alors que les lois de la République sont claires sur la question de la nationalité étrangère?

Haïti, de par sa configuration est devenue un pays fourre-tout où tous les coups sont permis. C'est dans cette logique qu'il faut comprendre la position du Ministre haïtien des Affaires Etrangères Richard Casimir qui a blanchi les Nations-Unies dans le dossier de la transmission du vibrion du choléra en Haïti. Le Chef de la diplomatie haïtienne est aussi soupçonné par des parlementaires d'avoir une nationalité autre qu'haïtienne. Il reçoit en ce sens des directives du chef du gouvernement qui s'est targué à vouloir pratiquer une diplomatie d'affaires, alors que le pays n'a même pas une politique étrangère définie.

Il en est de même de la République Dominicaine qui occupe déjà une part importante du marché haïtien. Les infrastructures routières sont pratiquement confiées aux firmes dominicaines au détriment de celles d'Haïti avec comme conséquences immédiates la fuite de capitaux. De plus en plus, les Haïtiens s'en remettent au bon vouloir des décideurs dominicains. Du train où les choses marchent,

*Suite à la page (6)*

# Le gouvernement Lamothe n'est il pas à la dérive ?



Que chuchote Abel Descollines aux oreilles de Michel Martelly ?

La convocation du chef de gouvernement, Laurent Lamothe et les membres de son cabinet ministériel, le 4 juin dernier, a mis à nu son incapacité et son incompétence à conduire les affaires du pays et continue à dominer l'actualité. Au regard de l'opinion publique en général, l'image du gouvernement de Lamothe paraît très laide. La perception générale est totalement défavorable à l'équipe de Lamothe. Le rapport entre l'Exécutif et le Législatif est au niveau le plus bas, le bloc parlementaire dénommé « Parlementaires pour la stabilité et le Progrès (PSP) », à la Chambre basse profite de l'occasion pour s'imposer. Le gouvernement amputé de plusieurs ministres (Commerce et Industrie, Communication, Haïtiens vivant à l'Etranger) et d'autres directeurs généraux est instable et sérieusement fragilisé.

Tandis que des dossiers de grande importance pour l'avenir du pays et du peuple haïtien, tels : les élections, l'occupation, le Choléra, la grippe AH1N1 et d'autres revendications sociales de la population n'ont jamais été la préoccupation du gouvernement. La question de nationalité étrangère de Laurent Lamothe ainsi que d'autres ministres du gouvernement et un probable remaniement ministériel défraient la chronique. Dans les jours à venir, parviendra-t-on à un replâtrage du Cabinet ministériel ou au renvoi du PM Lamothe ?

La question d'un éventuel remaniement ministériel évoqué depuis un certain temps, prend dès le début de la semaine de plus en plus de place dans les conversations et les discussions politiques notamment dans les couloirs du parlement. A la chambre des députés les membres du bloc progouvernemental PSP exigent leur part aux discussions dans le cadre des consultations devant précéder un éventuel replâtrage. L'un des porte-parole dudit bloc, Abel Descollines affirme que le PSP a son mot à dire tout au long de ces consultations et a dit souhaiter qu'il ne s'agisse pas d'un remaniement cosmétique, mais d'une action qui s'inscrit dans la droite ligne de la vision du

*Suite à la page (14)*

# Interdiction de produits carnés provenant de la république voisine !

**Par Thomas Péralte**

Depuis la semaine dernière, l'actualité nationale est dominée par l'alerte du Ministère de la Santé Publique et de la Population de la République d'Haïti, aux informations publiées par la presse relatives à la résurgence de l'épidémie de grippe aviaire en République Dominicaine. Cette mesure a suscité un tollé et la situation était très tendue entre les deux pays partageant l'île d'Hispaniola.

A un certain moment, les dominicains avaient déclaré fausse la nouvelle mais selon des sources sûres et confirmées par la représentation diplomatique haïtienne en République Dominicaine, les Ministères du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture de la République d'Haïti, avaient informé les consommateurs haïtiens, surtout les usagers de la frontière haïtiano-dominicaine, par mesure de précaution les importateurs et revendeurs, que l'importation et la vente de produits carnés, et en particulier de volailles, d'œufs et d'animaux vivants potentiellement contaminés ou porteurs de la grippe aviaire, en provenance de République Dominicaine sont interdites jusqu'à nouvel ordre.

Entre temps, dans l'intervalle, 5 cas de grippe A H1N1 ont été confirmés à Anse à Pitres par le Laboratoire National a indiqué le directeur départemental de la santé du Sud est, Ted Lazare, ainsi qu'un cas de décès dans la localité de Boukan Guillaume toujours à Anse à Pitres, relevé par les autorités sanitaires haïtiennes.

La directrice générale du Ministère de la santé publique, Guirlaine Raymond Charité affirme qu'un autre cas d'alerte a été enregistré dans le département du sud. Par ailleurs le maire de Bellanse a fait état d'un autre cas de décès dans la localité de " Nan Bannann". La victime aurait rendu l'âme à l'hôpital du Sacre Cœur de Thiotte. Mais cette information n'a pas encore été confirmée par le ministère de la santé.

Ainsi ce mardi 18 juin suite à une conférence de presse, le ministre des Finances et ministre du Commerce a.i. Wilson Laleau, a souligné, à cause des rumeurs qui circulent sur la levée de l'interdiction : « Non. Les mesures d'interdiction sur les produits carnés en provenance de la République dominicaine ne sont pas encore levées. Mais les viandes qui ne sont pas des poulets peuvent franchir normalement la frontière haitiano-dominicaine »

A quand donc la fin de la diète dominicaine à Haiti ?

# Vous avez la parole…

**Par Fanfan la Tulipe**

Ceux-là qui ont connu l'effervescence politique de la campagne électorale de 1957 peuvent encore avoir en mémoire cet insignifiant groupuscule pro-duvaliériste « Le Souverain » dont le leader était Windsor K. Laferrière. Leur turbulence radiophonique était bien connue de tout Port-au-Prince. Poussés par une forte brise noiriste, leur cible permanente d'attaque était la bourgeoisie (entendre mulâtre) qu'ils n'arrêtaient pas de fustiger. Le plus virulent de la bande souveraine était Jacques St Lot qui crucifiait à tort et à travers les Brandt, Madsen, Desquiron et autres. A la fin de chaque mise en accusation publique, St Lot concluait par un tonitruant «Un tel, vous avez la parole».

Quelque cinquante-six ans plus tard, ce pathétique appel de St Lot à des demandes de comptes est encore d'actualité. Ce ne sont pas seulement les gros bourgeois, industriels et commerçants qu'il faut interpeller, mais bien toute l'équipe gouvernementale, surtout le président Martelly et son fameux, fumeux et sulfureux Premier ministre. Tout le monde, sauf ceux et celles qui barbotent dans la mangeoire de l'Etat, sait que les gros *zotobre* de la primature, des ministères et du palais national devraient rendre des comptes à la nation pour tant de malversations, prévarications, exactions, pour leur mépris du peuple haïtien, pour leurs actes de brigandage, de fraude, de dilapidation du Trésor public, pour leur malhonnêteté, leur friponnerie, ticoulouterie, bacoulouterie et filouterie.

On sait par exemple que le ministre des affaires étrangères, Pierre-Richard Casimir, a eu le culot d'écarter toute éventuelle action en réparation contre l'ONU pour la responsabilité des casques bleus népalais dans l'épidémie de choléra. Ce ministre, lors d'une audition devant la commission des affaires étrangères de la Chambre basse, a eu l'outrecuidance de déclarer, sans état d'âme que «Si les études scientifiques menées ont établi que la souche de la maladie est asiatique, en revanche, il n'a pas été démontré la responsabilité des soldats népalais dans une relation de cause à effet». Or, des chercheurs indépendants en France et aux États-Unis ont non seulement conclu à une souche népalaise de la bactérie en Haïti mais ont aussi clairement exprimé cette «relation de cause à effet».

Alors, M. Casimir, est-ce une sorte de délinquance de votre part le fait de refuser de reconnaître le rôle néfaste de l'ONU dans l'introduction du choléra en Haïti ? Junia Barreau rapporte que vous êtes un «délinquant connu pour avoir dénoncé des Haïtiens de Montréal critiques envers la gestion post-séisme de l'équipe Préval, et pour avoir contrefait la signature de Laurent Lamothe quand il n'était que secrétaire d'État» (*L'équipe Martelly-Lamothe plaide l'innocence de l'ONU dans l'épidémie de choléra en Haïti. Tout Haiti*, 21 octobre 2012). Est-ce une continuation de cette même délinquance ? De la délinquance habituelle du gouvernement dont vous faites partie ? Ministre Casimir, vous avez la parole.

Casimir en réalité se fait l'écho de ce que pense Martelly qui, soucieux de maintenir des relations politiques et diplomatiques de bon voisinage avec l'ONU garante de *sa présidence, a préféré trahir les nombreuses victimes de l'épidémie.* **À cette** *journaliste de Foreign Policy, curieuse de savoir pourquoi le gouvernement haïtien ne s'est pas constitué partie civile contre l'ONU dans le cadre des efforts en vue d'obtenir une compensation pour les victimes du choléra, le président haïtien a eu à répondre : « Je n'ai jamais été sollicité pour me constituer partie civile. Je n'étais pas au courant de cette poursuite judiciaire. » Quelle basse effronterie ! Quel sacré culot ! En fait, il s'agit d'une lâcheté de classe, d'une couardise typique* des élites dirigeantes.

Pourtant, deux universitaires américains, Charanya Krishnaswami et et Muneer I. Ahmad, n'y sont pas allés par quatre chemins : «au lieu de s'acquitter de ses obligations envers les quelque 600 000 Haïtiens touchés par une épidémie de choléra, qu'elle a causée, l'ONU se retranche, honteusement, derrière une revendication d'immunité (*U.N. hypocrisy in Haiti*, Washington Post, 03-22-2013).

Pour sa part, le professeur Didier Raoult a non seulement confirmé que l'épidémie provenait bien du Népal, mais il a aussi dénoncé les tentatives maladroites de l'ONU d'étouffer l'affaire à travers une enquête bancale et partiale de l'OMS, et, a conclu : «Il est indispensable que l'ONU reconnaisse ses responsabilités, indemnise au mieux les Haïtiens et mette en place une stratégie pour éviter qu'à l'avenir on provoque des épidémies en déplaçant des militaires de l'ONU issus de zones épidémiques» (Le Point, 17 avril 2013). Alors, M. Martelly, après des prises de position aussi nettes et *byen chita*, n'avez-vous pas honte ? Qu'avez-vous à répondre ? Vous avez la parole.

Le 31 mai dernier, 19 membres du Congrès états-unien adressaient une lettre au Secrétaire général des Nations Unies, «l'honorable» Ban Ki-moon, exprimant leurs inquiétudes face au manque de progrès à répondre efficacement à l'épidémie de choléra en Haïti. Dans leur missive, ces représentants du peuple des Etats-Unis se sont dit «profondément préoccupés par l'absence de progrès par les Nations Unies, compte tenu de son rôle probable dans l'introduction du choléra en Haïti, à répondre efficacement à l'épidémie de choléra en Haïti».

Ils ont demandé fermement à Ban Ki Moon de faire en sorte que l'ONU assume la responsabilité de l'introduction du choléra en Haïti par un contingent militaire népalais et s'engage à fournir un niveau approprié, adéquat et juste de ressources pour soutenir les efforts de lutte contre le choléra dans une nation antérieurement traumatisée par un tremblement de terre violemment dévastateur et des cyclones non moins dévastateurs. N'allez pas dire, Martelly, que vous n'êtes pas au courant. Vous l'êtes. Que ne profite-vous pas de cette opportunité pour vous *constituer partie civile* ? *Ou pè* ? *Vous êtes peur* ? **Qu'est ce qu'il y a au fond de votre pantalon ? Deux vraies graines de Sweet Micky, le koulanguietteur, ou bien deux misérables** *ti boul suif* **? Micky papa, vous avez la parole.**

*Et c'est tout le gouvernement qui baigne dans le mensonge, l'audace, une pourianitude crasse, yo tout pouryen. Ce sont de fieffés pourianistes vivant aux dépens de l'argent du peuple. Lors de* la séance de convocation au Sénat de la République, le lundi 4 mai 2013, *on demandit au ministre David Bazile de s'expliquer sur les* 40 millions de gourdes gaspillés pour la célébration du 14 mai 2013. Pouriennement, sans-gênement, il a eu à répondre que ce sont les amis du Président de la République qui ont assuré le succès de cet anniversaire, du reste célébré sur un mode duvaliéro-carnavalesque. Avec désinvolture, Bazile laissait sous-entendre que les amis du président figurent quelque part au budget de la République. On est curieux de le savoir. Bazile, vous avez la parole. Ministre Laleau vous aussi avez la parole puisque vous avez déclaré, honteusement, n'avoir autorisé aucun décaissement pour le 14 mai. Qui ment ?

Le Premier ministre se débat dans la boue puante du mensonge jusqu'au cou, avec des miasmes jusque sous le menton. Il faut craindre que bientôt il n'en avale à pleines gorgées, jusqu'à piquer une boueuse indigestion. Triste. Des lampadaires à énergie solaire ont été installés tout le long de la route de Delmas jusqu'à Pétion-Ville. La facture paraît lourde : 35 millions de tomates selon le *télédyòl. Tonmat vèt* ! le juron préféré de ma grand-mère. 35 millions de *wachinntonn vèt* pour des trucs qui déjà fonctionnent mal. Reflet de contrats passés à la va-vite entre des compagnies dominicaines et des affairistes du gouvernement.

Le pauvre sénateur Benoît insatisfait des *chwichwichwi* de la rue, et voulant s'enquérir du coût total exact du projet, pour que la nation soit informée, se fait tourner en dérision par un Premier ministre qui a manifestement perdu les pédales. Le Premier Sinistre, se voulant spirituel, lâche que le sénateur Benoit semblerait être déjà en possession des informations qu'il souhaiterait avoir. Monsieur le Premier, vous n'êtes assurément pas le dernier à savoir que vous avez la réputation d'un homme sulfureux. Des médias africains, dans un passé récent, vous ont qualifié d'escroc, vous comprenez donc les appréhensions du sénateur Benoît. Alors, face à la nation vous avez la parole.

Suite aux déclarations du cousin et conseiller de Martelly, Richard Morse, à Catherine Porter du Toronto Star, à savoir qu'il est «parti à cause de la corruption au palais et de sabotage d'infrastructure… Au lieu de combattre la corruption j'ai senti qu'on l'embrassait », le ministre au passé sulfureux a encore jeté de la poudre rose aux yeux des *kontibyab* en créant un groupe de travail bidon anti-corruption qui a permis d'arrêter en un temps éclair 65 personnes, y compris l'ancien maire de Pétion-Ville. Mais *Madan prezidan* et *pitit prezidan* qui font l'objet de plaintes pour leur implication présumée dans de juteuses opérations de détournements de fonds public n'ont pas été inquiétés. C'est bien le cas, Monsieur le Premier ministre de vous dire : vous avez la parole.

Comment ne pas interpeller publiquement ces grands commis de l'Etat quand certains d'entre eux continuent de tailler leur banda sur la place publique alors que des accusations de malversations présumées pèsent sur eux ? Ainsi le Directeur Général de l'Office National d'Assurance (ONA), Bernard Desgraffes s'accrochant toujours à son poste, malgré des soupçons de corruption, trafic d'influence relevés dans sa gestion. Lors de sa convocation par messieurs les sénateurs au mois d'avril dernier, plusieurs parlementaires ont exprimé leur insatisfaction au terme de la rencontre, estimant que le directeur général de l'ONA n'avait pu fournir des explications sur des dépenses qu'il a effectuées au nom de l'institution. Le sénateur Pierre Francky Exius a même exigé la démission ou le renvoi de Bernard Desgraffes. Pourtant, Desgraffes continue de traîner ses ailes, sa queue et son arrogance dans les couloirs de l'ONA. C'est bien le temps de lancer à cet intouchable rose : vous avez la parole.

Sur le web et dans nos colonnes (V. 6, No. 48), on peut avoir remarqué ce texte du journaliste Norluge Dorange intitulé «Michel "Sweet Micky" Martelly et Laurent "konpleksé" Lamothe, chefs de file des Néo-Indiens d'Haiti?». Entre autres affirmations de Dorange, on peut lire ce qui suit : «Depuis l'arrivée au pouvoir de l'équipe Tèt Kale, la République Dominicaine devient la plaque tournante d'importantes transactions financières dont la gestion relève de la signature exclusive de Laurent Lamothe pour la partie haïtienne. A titre de Ministre des Affaires Etrangères, Lamothe a été désigné comme principal Ordonnateur pour Haiti des Fonds de Pétro Caribe, une manne en termes de devises. Plus



**Le tandem rose Martelly-Lamothe «confiné dans le rôle de mercenaire, vendeur de patrie …pour desliasses de billets», en train de mijoter leur prochain mauvais coup contre la nation.**

de 432 millions de dollars de contrats de gré à gré pour des travaux de reconstruction, avec des compagnies en majorité dominicaines.» Autant de *brase* qui dégagent une mauvaise odeur mafieuse.

Plus loin, le journaliste devient beaucoup plus explicite :«… , selon des sources concordantes, ce sont des prête-noms espagnols ayant pied-à-terre en République Dominicaine qui opèrent sous contrat avec la CONATEL, au nom de la Global Voice de Laurent Lamothe pour la comptabilisation de la taxe illégale imposée sur les appels internationaux. De plus, presque tous les deux week-end, Lamothe traverse la frontière Haitiano-Dominicaine avec un seul garde de corps Haïtien, se faisant prendre en charge par les services secrets dominicains et circulant dans une flotte de voitures avec immatriculation diplomatique du pays voisin. En plus de ses activités orgiastiques dans la zone de Punta Cana où il possède une villa huppée, il en profite pour contrôler personnellement les bénéfices générés par les prêts à court terme aux banquiers dominicains sur les sommes collectées au nom du fonds national d'Education…»

Plus loin, on peut lire :« … le tandem Martelly-Lamothe étant confiné dans le rôle non moins ingrat de mercenaire, vendeur de patrie …pour des liasses de billets que les patrons d'aujourd'hui les forceront à rendre tôt ou tard». A notre connaissance, le Premier ministre n'a pas encore menacé de poursuivre Dorange pour diffamation. De la part de ces messieurs tripatouilleurs de transactions louches comme un certain «Monsieur 30%», ce sont toujours des menaces de poursuite judiciaire pour atteinte à leur intégrité (sic). Des menaces *konkonm zonbi*. Monsieur le Premier ministre, face à de telles allégations, je me permets de vous interpeller : vous avez la parole.

Finalement, depuis la fracassante et rocambolesque arrestation de Clifford Brandt, et après quelques manœuvres en trompe-l'œil pour distraire le grand public, un baron du kidnapping est tombé dans l'oubli. Les bonnes langues disent que chaque soir il dort chez lui après avoir mangé *kopyèzman*. Quant aux mauvaises langues, elles prétendent que le jeune Olivier, *pitit prezidan*, rend visite au prisonnier (*lib*) de temps à autre, histoire de garder la hiérarchie mafieuse en l'état. N'est-il pas vrai que Brandt coincé par les agents de la DEA *affirmait qu'il est (seulement) le numéro 5 dans le réseau kidnappant, Olivier Martelly* étant le numéro 6 ? Depuis, du côté des autorités constipées, c'est le mutisme de la pierre.

Le président n'en sait ni n'en dit rien, le Premier ministre non plus. Encore moins les ministres de la Justice et de la Sécurité Publique, de l'Intérieur et des Collectivités territoriales et de la Défense nationale, le Directeur général de la PNH et le Commissaire du gouvernement. Silence sépulcral. Complicité totale. Motus. Bouche cousue. On travaille pour le laboratoire. C'est ce qu'on chuchote, messieurs et dames au timon des affaires de l'Etat. Ravisez-vous à temps. Vous avez la parole

# Ki lè revandikasyon popilasyon an ap satisfè?

Nan plizyè zòn nan peyi a, popilasyon an leve kanpe pou fè otorite yo nan pouvwa tèt kale/kaletèt la tande vwa yo. Moun yo di mizè a twò rèd pou yo, yo pa gen kouran lektrik, dlo potab, yo pa ka peye lekòl pitit yo, yo pa ka jwenn timoso laswenyay, inondasyon ap anvayi yo, yo pa ka peye kay pou yo rete, wout ak pon yo fin kraze, kannal yo pa netwaye.. elatriye.

Semèn pase a, nan Site Solèy popilasyon an te leve kanpe pou fè konnen yo pap dòmi, yo mande otorite yo vin netwaye kannal yo nan Site solèy pou inondasyon pa nwaye yo nan Site a. Manifestan yo fè konnen si otorite yo pa rezoud pwoblèm yo y ap pase yon lòt vitès.

Nan lokalite Monwi, sou wout nasyonal nimewo 1 an, samdi 15 jen an, popilasyon an te bloke wout la nan nivo pon an, pou mande gouvènman an mete kouran lektrik pou yo nan zòn nan. Pandan plizyè èdtan sikilasyon an te bloke nan zòn nan, anwo pa desann anba pa monte. Abitan nan zòn ravin sèch yo te fè konnen: “ Mouvman sa a n ap fè la a, se pou n mande responsab EDH yo mete yon transfòmatè nan zòn nan. Kouran an pase nan zòn nan, noumenm k ap viv la a nou pa genyen l. Nou te fè demann nan EDH, nou di yo n ap mete nan lajan an pou achte transfòmatè a, yo pa dakò. Anwo a gen kouran, anba a gen kouran, noumenm nan mitan an pa gen kouran. Nou bloke wout la ak gwo kamyon sa yo depi maten an pou n fòse yo mete kouran nan zòn nan."

Okenn moun nan gouvènman an pa t vin pale ak popilasyon an, se fòs okipasyon Nasyonzini an, MINUSTAH yo te voye al bonbade popilasyon an ak gaz lakrimojèn, pou yo te rive debloke wout la. Abitan yo fè konnen, menmlè yo voye MINUSTAH vin debloke wout la, si yo pa vin mete kouran nan zòn nan n ap bloke l ankò jiskaske yo vin mete kouran an. Lagè avèti pa touye kokobe.

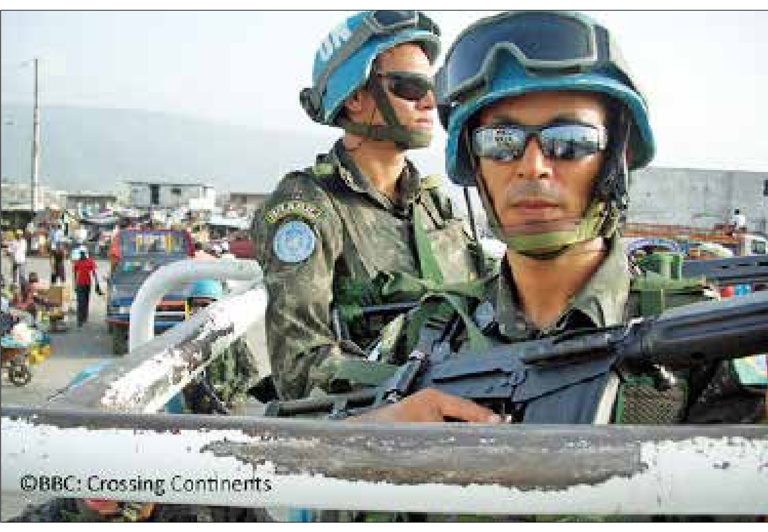


**Anwo gen kouran, anba gen kouran, noumenm nan mitan an pa genyen. Se pou sa nou bloke wout la pou n fòse yo mete kouran nan zòn nan.”**

Nan katye popilè Bèlè, vandredi 14 pou louvri samdi 15 jen 2013 la, bandi legal yo touye yon abitan nan zòn nan, ki te rele Demostène epi blese 2 lòt ak bal. Popilasyon an denonse yon gwoup bandi legal, ki rele tèt yo “zewo-tolerans”, ki genyen nan tèt yo yon sèten Tipòp, nan baz gran blak k ap travay pou pouvwa tètkale a, ki te ouvè kout zam sou moun yo nan zòn nan, pou lage latwoublay nan katye Bèlè, entimide popilasyon ki menase leve kanpe. Moun yo ki te fache anpil, te boule kawoutchou nan plizyè kafou pou pwoteste kont zak kriminèl sa yo. Moun Bèlè yo fè konnen yo pap tolere bandi legal yo vin touye moun nan zòn nan.

Yon lòt kote, lapli k ap tonbe nan plizyè depatman nan blòk Nò a lakoz gwo inondasyon nan Sen Mak, Lestè, Plato Santral, Pòdpè, elatriye. Inondasyon sa yo te fè anpil viktim e koze anpil dega materyèl. Plizyè santèn fanmi viktim, anpil kay kraze, jaden yo inonde, bèt yo mouri. Nan Senmak gen 700 fanmi ki sinistre, Plato Santral 800, nan Pòdpè yon moun mouri, 1040 kay andomaje e plizyè santèn lòt peri anba dlo. Abitan yo mete responsabilite inondasyon sa yo sou do gouvènman wòz kaletèt la, ki pa t pran okenn dispozisyon pou netwaye kannal la ak rivyè yo, malgre 5 milya goud yo te genyen pou fè travay ijans sa yo. Anyen pa fèt, y ap tann inondasyon ak lòt katastwòf natirèl pou yo kontinye fè lajan sou do mas yo, k ap vin pi pòv chak jou, pandan granmanjè sou pouvwa a ap vin rich.

Agwonòm William Michel, yon pwòch pouvwa kaletèt la, repete plizyè fwa nan emisyon ranmase samdi 15 jen 2013 la, nan radyo Karayib FM devan 3 lòt envite ak animatè emisyon an « Politik se fè tout moun (nan pouvwa a) ap fè kòb » Deklarasyon sa a pwouve byen klè, ekip tètkale a se tèt mas pèp la li vin kale nan fè lajan nan vòl ak kòripsyon, yo pa vin regle anyen pou pèp la, yo pa vin rezoud okenn pwoblèm peyi a, yo pa vin satisfè okenn revandikasyon. Okontre yo mete yo ak MINUSTAH pou konplike sitiyasyon mas la. Solisyon an se leve kanpe kont ekip kaletèt sa a, k ap fin piye kès Leta ak tout lòt resous peyi a. Pandan 2 lane ekip kaletèt sa a pase sou pouvwa a finans piblik redui a zewo daprè tout evalyasyon ki fèt yo. An n leve kanpe pou pita pa pi tris.




**Okenn moun nan gouvènman an pa t vin pale ak popilasyon an, se fòs okipasyon Nasyonzini an, MINUSTAH yo te voye al bonbade popilasyon an ak gaz lakrimojèn, pou yo te rive debloke wout la.**

*Suite de la page (4)*

Haïti pourrait devenir une Province importante de la République Dominicaine qui influence déjà notre politique nationale via le financement de candidats haïtiens à des fonctions électives les plus élevées.

Le bâtiment logeant l'Université de Limonade offert “en cadeau” par les dominicains à Haïti participe également d'une politique d'occupation en douceur de l'esprit des haïtiens à travers une forme de colonisation. Si le président haïtien Jean-Pierre Boyer avait occupé manu militari en 1820 la partie de l'Est, pourtant nos voisins immédiats ne vont pas commettre la même erreur en utilisant la force pour imposer leurs visées expansionnistes. Nos très chers étudiants qui reviennent de la République Dominicaine après de longues études universitaires avec pour toile de fond la langue espagnole comme acquise, participent déjà à ce vaste projet qui ne dit pas encore son nom. C'est déjà un bon point pour l'influence de la langue de Cervantès dans l'autre partie de l'ile qui utilise aussi le français comme langue officielle.

Il est évident que la population haïtienne cherche encore sa voie pour une sortie honorable de crise. Elle est encore dans le désert sablonneux d'Egypte en route vers la difficile terre promise de Canaan avec certainement des guides qui ont une destination différente de la sienne.

(1)L'espace dénommé Canaan est très étendu et couvre principalement plus de la moitié de l'habitation Corail-Cesseless qui comprend les quartiers Canaan, Nouvelle Jérusalem, Village Moderne, Mosaïque, Ona Ville

**Jose Clément**
**Maryland, 17 juin 2013**
**Centre International d'Etudes et de Réflexions (CIER)**

# DÉCÈS

Nous annonçons avec infiniment de douleur, la nouvelle de la mort tragique de l'entrepreneur haïtien Rolph Abélard, assassiné par balles au devant même de son entreprise à Pétion-Ville, route des frères. Rolph est mort le 14 juin dernier à l'âge de 37 ans.

En cette pénible circonstance, à sa mère Madame Bernadette Séïde, son père Jean Jeannot Abélard, actuellement aux USA, ses frères Ralph, Mc Grévy, et Joël M Abélard ;

ses oncles et tantes MM. Léonard et Damas Séide, Soeur Marie Marthe Séide de la Congrégation des Salésiennes, Gina Séïde, Mesdames Deslourdes et Rosalie Abélard, à MM. Muller, Wesner, Serge, Yvon, Reynold et Wesner Abélard ; à Wébert Hyppolite, Dickens Riché, Dr Serge Jn Baptiste, Harry Sylvestre ;

Aux familles Abélard, Séïde, Hyppolite, Riché, Sylvestre ainsi qu'à tous les autres parents et alliés si cruellement éprouves, Haïti Liberté présente l'expression sincère de ses condoléances.

Les funérailles de Rolph Abélard seront chantées le lundi 24 Juin 2013 à 8 heures du matin en l'Eglise Saint Pierre de Pétion –Ville.

Paix à son âme.

Pour informations,

**Sonnez le 917 945 4960 ou le 347 421 6030**

# Canaan : l'immense bidonville de la reconstruction coûtera « des centaines de millions »

**Par Ayiti kale je**

Trois ans après son lancement en grande pompe par le président René Préval, accompagné de l'acteur Sean Penn et d'autres dignitaires haïtiens et étrangers, le campement « modèle », érigé pour les victimes du séisme haïtien de 2010, a concouru à donner naissance à ce qui pourrait devenir le bidonville le plus vaste et le plus cher du pays.

Les autorités affirment à Ayiti Kale Je (AKJ) que le nouveau bidonville, aussi appelé « Canaan », « Jérusalem » et « ONA-Ville » et qui s'étend sur 11 kilomètres carrés (2718 acres), reste et demeure. Les contribuables et les donateurs étrangers dépenseront probablement « plusieurs centaines de millions » pour urbaniser la région, et jusqu'à 64 millions $US de plus pour dédommager les propriétaires qui menacent de poursuivre le gouvernement et les agences humanitaires.

Trois ans après le lancement de ce campement, appelé Corail-Cesselesse, en souvenir des plantations de canne et de sisal qu'il abritait autrefois, à environ 18 km au nord-est de la capitale, le paysage contraste fortement avec le camp bien ordonné qui a été visité par les dignitaires. Entouré des dizaines de milliers de masures et de nouvelles maisons des « squatters », il fait honte à des intervenants locaux et étrangers.

Avant le séisme, cette terre aride et rocailleuse, qui s'étend des abords de Port-au-Prince jusqu'à Cabaret, était en grande partie déserte. La plus grande part appartient à la firme haïtienne NABATEC S.A. qui, depuis 1999, y développait une zone économique intégrée (ZEI) appelée « Habitat Haïti 2020 ». Elle allait abriter des parcs industriels, des maisons unifamiliales et à logements multiples pour divers budgets, des écoles, des espaces verts et un centre commercial. Une compagnie coréenne et un organisme humanitaire américain y avaient déjà acheté des lots, et NABATEC était en discussion avec plusieurs firmes étrangères.

Selon Gérald Émile « Aby » Brun, architecte, président de NABATEC et vice-président du concepteur et constructeur TECINA S.A., « C'était un projet de 2 milliards $US réparti sur 15 ans, que tous avaient déjà approuvé, notamment le gouvernement haïtien et la Banque Mondiale ». Une étude de la Banque Mondiale menée en 2011 sur les sites potentiels de ZEI, le classait au premier rang des 21 sites évalués au pays : un site potentiel à « haute performance » et « la meilleure application du concept ZEI parmi tous les projets proposés en Haïti »

Or, aujourd'hui ce terrain trois fois grand comme le Central Park abrite entre 65 000 et 100 000 habitants, soit 10 000 dans les camps planifiés et les autres dans des baraques. Et ils ne s'en vont nulle part. « On ne peut pas les déloger », explique Odnell David, un fonctionnaire haïtien, dans une entrevue exclusive avec AKJ. « L'idée est de réorganiser l'espace pour permettre aux gens d'y vivre. »

L'urbanisation d'environ la moitié des terres en friche coûtera aux contribuables haïtiens et étrangers « plusieurs centaines de millions de dollars, affirme M. David, un architecte à la tête de la section Logements de l'Unité de Construction de Logements et de Bâtiments Publics (UCLBP).

Le coût de l'infrastructure initiale s'élève déjà à 50 millions $US.

### Le camp modèle, un désastre né du désastre

Ouverts en avril 2010, les camps des secteurs 3 et 4 de Corail constituaient le modèle pour relocaliser les déplacés. Ils s'étendent sur deux lots dénivelés des 5000 hectares de propriété privée déclarés « d'utilité publique » par le gouvernement central en mars 2010. Dès le départ, le choix d'installer les gens dans ces plaines désertiques a semé la controverse, pour deux raisons. Premièrement, certains critiques ont accusé M. Brun et NABATEC de chercher à tirer profit de la catastrophe. De plus, plusieurs sont d'avis que cet espace, comme la plupart de la région, n'est pas propice à l'habitation, temporaire ou permanente, pour des raisons environnementales et économiques.

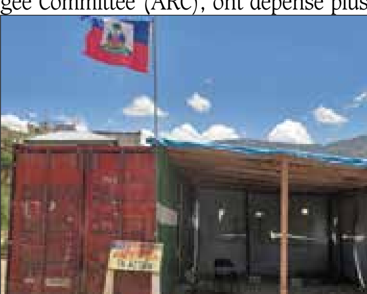


**Le flanc typique de la colline de Canaan où de nombreuses maisons sont en chantier.** *Photo: AKJ/Milo Milfort*



**Joel Monfiston arrose les fleurs placées devant la maison abritant sa famille (à gauche) et se dresse sur son porche, à coté d'un hangar lequel se transformera, à l'avenir, en un magasin (à droite).** *Photo : AKJ/Milo Milfort*

Malgré ces controverses, des agences humanitaires, comme l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM), World Vision et l'American Refugee Committee (ARC), ont dépensé plus de 10 millions $US pour construire les deux « secteurs », pourvus d'écoles, de terrains de jeux, de latrines et d'électricité, mais qui manquent toujours d'eau. Ils ont planifié de construire plusieurs autres camps, notamment les secteurs 1 et 2, à proximité. Or, dès que les premiers bulldozeurs de l'armée américaine se sont mis à niveler le terrain, les gens, qui n'étaient pas tous victimes du séisme, se sont mis à affluer par dizaines de milliers, envahissant la région et les terres avoisinantes pour « acheter » de divers escrocs des parcelles qu'ils marquaient avant d'y monter leurs tentes improvisées.



**L'annexe de la Mairie de Croix-des-Bouquets à Canaan.** *Photo: AKJ/Milo Milfort*

Au gouvernement central, personne n'a réagi pour prévenir l'invasion, qui se poursuit toujours aujourd'hui. Selon plusieurs, la terre a été offerte aux partisans du parti politique « INITE », de M. Préval, à raison de 10 $US le mètre carré. Selon M. Brun et d'autres sources qui demandent à garder l'anonymat, les nouveaux « propriétaires » ont obtenu de faux « titres » contre de l'argent et des votes aux présidentielles suivantes. « C'était une affaire d'élections » affirme M. Brun.

Planifiées ou non, stratagème politique ou non, ces tentes sont aujourd'hui des maisons et maisonnettes en béton, construites n'importe comment, selon ce que M. David qualifie d'« urbanisation sauvage… sans infrastructures ni eau ni électricité ni installations sanitaires : les gens se sont simplement approprié la terre et tentent de réaliser leur rêve en devenant propriétaires. »

« L'État a l'obligation morale d'intervenir », poursuit-il. « On ne peut les laisser ainsi… ces gens vivent dans des conditions difficiles. »

La police et les autorités locales ont déjà installé leurs bureaux dans des conteneurs.

### La vie dans les camps

Malgré le soleil accablant et la chaleur suffocante, Joel Monfiston travaille. Il cloue un morceau de contreplaqué usé à un vieux deux-par-quatre, arrose les fleurs et arrache les mauvaises herbes parmi les cailloux et les galets.

Père de trois enfants à 34 ans, M. Monfiston s'accroupit devant sa maison d'une unique pièce dans le Secteur 3. Au début, il vivait avec sa famille dans une tente. Ils ont maintenant un « abri provisoire » de 24 mètres carrés, construit principalement de contreplaqué et de tôle, par World Vision pour 4500 $US, selon l'agence. Comme la plupart des Haïtiens, il survit comme journalier et avec l'aide de ses proches. Et il s'aventure dans le commerce. « Ça n'est pas facile. Imaginez, on vous installe ici mais il n'y a pas de travail », déplore-t-il.

M. Monfiston caresse quelques rêves. Il espère ouvrir une boutique dans la petite remise qu'il construit. Il voudrait produire davantage dans son jardin. Mais ce ne sont que des rêves. Pour l'instant, tout ce qu'il possède c'est quelques fleurs et quelques murs pour sa « boutique »… pas de tablette, pas de porte, pas de réfrigérateur, pas de produits.

Et, à l'instar des autres résidants de Corail, il a accès à des latrines, à l'électricité (lampadaires à l'énergie solaire), à des terrains de jeux, à une clinique et à des écoles, mais l'eau est difficile à trouver.

En 2011, l'ONU et Oxfam avaient promis que, grâce à un nouveau système de citernes et de distribution, les résidants allaient bientôt avoir accès à l'eau. Deux ans plus tard, les robinets sont toujours à sec. Les résidants achètent l'eau à 5 gourdes (environ 12 cents US) le seau, des vendeurs privés ou des comités qui gèrent les quelques vannes d'eau fonctionnant encore depuis les débuts du camp, à une époque où l'eau et la nourriture étaient gratuites et où les agences leur fournissaient « travail contre nourriture » et des fonds de démarrage d'entreprise.

Aujourd'hui, toutes les grandes agences ont abandonné le camp Corail et ses 10 000 résidants. L'OIM, l'ARC et World Vision (qui soutient toujours l'école de Corail) sont toutes parties en clamant leur succès haut et fort et en prétendant avoir assuré le « transfert » aux autorités locales.

Un article optimiste, publié le 27 mai 2011 dans le bulletin de la mission de l'ONU, annonçait que le Maire de Croix-des-Bouquets était le nouvel administrateur du camp. Or, dans deux visites distinctes, AKJ n'a pas trouvé la moindre trace d'autorité ou d'assistance locales. L'« Annexe de l'hôtel de ville » du camp Corail a été fermée. Les résidants ont dit aux journalistes ne pas se souvenir de la dernière fois qu'ils ont vu un fonctionnaire. « Personne du bureau du maire n'a mis les pieds ici depuis plusieurs mois », ajoute Racide d'Or, membre du comité des résidants de Corail. « On les voyait par ici seulement quand ils savaient qu'ils pouvaient 'vendre' des lots, poursuit cette mère de deux enfants qui a perdu sa maison de Delmas lors du séisme. Pour nous qui vivons ici, il n'y a ni 'gouvernement' ni 'État'. Il faut tout faire soi-même. »

À une autre annexe de l'hôtel de ville de Croix-des-Bouquets, dans un des quartiers de Canaan, deux hommes sont dans un bureau suffocant, constitué d'un conteneur vide annexé à une « salle de conférence » : en contreplaqué coiffée d'une bâche de plastique bleu. C'est midi. Les hommes affirment travailler pour l'hôtel de ville mais refusent de donner leur nom ou de se faire enregistrer. « Ils nous ont simplement laissés ici, confie celui de 30 ans. On n'a aucun moyen de travailler. Notre superviseur ne vient jamais voir comment ça va, » dit l'un d'entre eux. « J'aimerais bien savoir ce qu'ils pensaient en installant ce bureau ici », ajoute l'autre, plus âgé et affalé dans une chaise de plastique. « On ne fait rien. »

L'absence d'agences humanitaires présente un avantage. Quand les agences donnaient de la nourriture, des emplois et de l'argent, les gangs et les « mafias » contrôlaient diverses parties des camps. Un programme d'Oxfam qui offrait jusqu'à 1000 $US, à certains petits entrepreneurs seulement, a suscité des querelles, des rumeurs, puis des arrestations. « Les ONG nous ont divisés. Les gens se querellaient entre eux », affirme Auguste Gregory à AKJ, assis avec ses amis devant son commerce de recharge de téléphones : une table couverte de prises électriques et de chargeurs. « Certains sont allés en prison. D'autres se sont cachés. On était tous ici pour la même raison, mais ils nous ont divisés », se souvient-il.

Pendant presque toute l'année 2010, un gang qui s'appelait « Le Comité des Neuf » menaçait les résidants comme les agences d'aide, à tel point que Richard Poole, l'administrateur du camp de l'ARC, a démissionné et quitté le pays. « Mes trois mois à Corail furent parmi les plus difficiles en 30 années de carrière humanitaire », reconnaîtra plus tard M. Poole dans une entrevue accordée par courriel à AKJ. L'ARC a reçu environ 400 000 $US pour administrer le camp pendant huit mois en 2010.

Or, selon certaines instances humanitaires, le camp de Corail n'est pas un échec total. « Il est important de comparer où les familles en étaient au début du séisme et où elles en sont aujourd'hui », écrivait World Vision dans un courriel à AKJ. L'agence affirme avoir dépensé environ 7 millions $US en abris, en école, en terrains de jeux et en divers programmes.

Les gens « venaient de régions sujettes aux crues soudaines, aux glissements de terrain et à l'éclosion de maladies, mais aujourd'hui ils vivent dans une communauté plus saine et sécuritaire », fait-elle remarquer. « Les familles ont un toit et sont protégées… Nous sommes satisfaits de ce résultat. »

**A suivre**

# Alliance Citoyenne, fruit d'une concertation entre citoyens haïtiens pour redonner espoir au pays et sauvegarder les valeurs républicaines

Une nouvelle organisation civique vient de prendre naissance à Miami, Floride. Il s'agit de « l'Alliance Citoyenne »qui se propose d'œuvrer en faveur de l'intégration des haïtiens de l'étranger aux affaires d'Haïti. Parallèlement, l'Alliance Citoyenne se donne entre autres objectifs de participer à l'éducation civique des haïtiens, de veiller au respect des droits fondamentaux du citoyen, d'aider à la protection de l'environnement et de promouvoir l'identité culturelle haïtienne.

Cette organisation qui se veut innovante dans la façon de faire de la politique, regroupe des citoyens issus d'horizons différents vivant tant en Haïti qu'à l'étranger. L'Alliance Citoyenne dont le slogan est, « **Nou tout se ayisyen, nou tout ladan-n** » entend œuvrer à l'unité de la famille haïtienne par le dialogue permanent en vue de la reconstruction du pays. L'organisation qui regroupe entre autres des professionnels de différentes catégories estime qu'il est temps que

*Suite à la page (13)*

# La décentralisation ratée… Développement à repenser !

**Par : Wisline CHARLES**

Après la longue dictature des Duvalier de 1957 à 1986, pour implanter le pluralisme idéologique et l'alternance politique, en 1987, les forces vives d'Haïti (secteur privé, société civile, etc.) se sont mobilisées et engagées pour doter le pays d'une Constitution qui fait une place privilégiée à la participation citoyenne, à la séparation des pouvoirs, à la décentralisation de certaines compétences et des ressources de l'État central. Au regard de cette Constitution, Haïti s'est dotée d'un État unitaire décentralisé comportant trois niveaux de Collectivités Territoriales (Départements, Communes, Sections Communales). Cette poussée à l'implication du citoyen à la prise des décisions du pays a eu une finalité triple : la démocratie à la base, la desserte des services publics, et le développement local.

Cependant, depuis la période de l'adoption de la Constitution de 1987, Haïti entre dans « une transition démocratique qui n'en finit pas», selon l'expression tant utilisée par Pierre-Raymond Dumas, et s'enlise dans une crise sans précédent. Elle connaît une décapitalisation incontestable des ressources matérielles et humaines. Cette descente effrénée s'explique en grande partie à partir des facteurs internes comme les violences politiques, l'inflation galopante, les faiblesses institutionnelles, la croissance démographique incontrôlée, la répartition inégale des richesses selon Grégoire Eugène, l'augmentation continue du chômage et du sous-emploi, sans oublier la dégradation environnementale. Mais le plus important pour Sandy Larose, ce sont les facteurs externes qui constituent un blocage au développement, c'est-à-dire la haine de l'occident héritée de la défaite de Bonaparte en Haïti – l'occident ne pardonne jamais. Larose postule que la pauvreté d'Haïti est manufacturée dans le même labo qui a construit la conquête de l'Amérique, les quatre siècles d'esclavage, le barbare imaginaire etc.

Si nous revenons au sujet principal, même avec des avancées juridico-légales dans le sens de la décentralisation comme socle de la refondation de l'État, dans les faits, l'État haïtien demeure fortement concentré et centralisé, un schéma hérité de l'occupation américaine. L'État est à peine déployé au niveau des Départements, encore moins au niveau des Communes et des Sections Communales. Par conséquent, Port-au-Prince, la capitale, s'attire toutes les activités socio-économiques, politiques et culturelles majeures du pays. Par ironie on arrive même à dire république de Port-au-Prince. L'État, devenu non-fonctionnel sous le poids de sa concentration et centralisation, laisse la plus grande partie de ses citoyens, particulièrement ceux du milieu rural, évoluer dans un marasme économique, dans une pauvreté absolue pour plus de 56% [1] des ménages.

**12 janvier…une leçon significative**

Devant le séisme qui a frappé le pays le 12 janvier 2010, les autorités haïtiennes se sont dit conscientes qu'il ne faut pas revenir à la situation d'avant et qu'il faut à plus forte raison une valorisation et un renforcement des capacités des Collectivités Territoriales pour une décentralisation effective suivant le vœu de la Constitution de 1987. En effet, le nombre des victimes serait beaucoup moindre et l'aire métropolitaine de Port-au-Prince serait beaucoup moins vulnérable si les Collectivités Territoriales avaient une plus grande capacité de rétention des gens en mettant leurs territoires en état de prospérer. Ainsi, il va de soi que la décentralisation pour la démocratie à la base, la desserte des services publics, et le développement local deviennent un projet qui connait une sérieuse remontée dans les débats sociopolitiques et économiques.

**Problématique**

Pour soulever les problèmes du développement d'un pays et des ses entités territoriales décentralisées, il ne suffit pas d'analyser les seuls facteurs économiques. En effet, la politique, la sociologie, le droit exercent également une profonde influence sur les possibilités de développement, sans oublier l'histoire.

En Haïti comme dans les entités territoriales décentralisées, un flou perpétuel entoure la compréhension des phénomènes politique, social, et juridique de même que la notion de l'Etat, de la société civile, de la société politique, de la Démocratie, de la Décentralisation, du Développement, etc.

La Décentralisation en Haïti est confrontée à plusieurs problèmes qui sont soit d'ordre politique, financier, économique, social et moral. Pour ces problèmes nous pouvons citer notamment, en premier lieu, le découpage territorial qui exige des moyens matériels et financiers. Mais notre problème ne se situe vraiment pas à ce niveau car la Décentralisation est déjà consacrée et effective, notre problème est celui du développement influencé par la décentralisation actuelle. Un développement « made in Occident », un développement qui ne tient pas compte de notre réalité de peuple.

Le développement d'Haïti est confronté à plusieurs autres problèmes tels que l'égoïsme de dirigeants politiques, un culte de personnalité hors du commun, la corruption, pratiquement institutionnalisée dans le secteur public, les détournements des deniers publics à grande échelle, l'impunité totale, comme stratégie politique pour certains hommes d'Etat, le trafic d'influence, l'insécurité, le clientélisme, l'incapacité de certaines autorités locales, le manque de compréhension et des ressources pour opérer une réelle mutation dans le mode de livraison et de fonctionnement des services de proximité, l'ignorance du rôle de la société civile dans le développement local. Toutes ces pratiques freinent le développement des entités territoriales décentralisées en Haïti .Tous ces problèmes nous amènent à nous poser la question suivante :

Sur quoi est fondé le processus de décentralisation du pays?

Notre hypothèse valide le fait que seule la décentralisation fondée sur le partage des responsabilités et des ressources, et la participation citoyenne peut favoriser le développement local… Dans la mesure où elle est pratiquée dans un système de gouvernance territoriale cohérent à travers les communes, les sections communales bref tout le pays.

**Wisline Charles**
**Psychologue**

# Evans Paul-kPlim, Serait-il plus confortable avec tèt kale qu'avec Lavalas?

**Par Guerby Dujour.**



**Evans Paul-kPlim**

Evans Paul, le militant anti-duvaliériste, l'ex maire lavalas de Port-au-prince, n'est plus actif sur l'échiquier politique. C'est un constat. Repli volontaire ou soumission totale â des consignes reçues? On est en droit de se poser de pareilles questions au moment où la nation fait l'expérience douloureuse de deux copains, deux dillétants, deux amateurs dépourvus de toute notion de l'Etat. La nation, dans ses différentes composantes, est étonnée du silence du militant, de l'infatigable avocat des causes nationales.

L'on se questionne dans les guétos comme dans les zones résidentielles sur le comportement politique de Evans Paul vis â vis du pouvoir tèt kale dont les agissements rappellent la longue période de plomb de la dictature duvalierienne. Plus d'appels â la grève. Plus d'appels â des manifestations de rue en série. Plus de déclarations orageuses dans les médias de Port-au-prince, de province et de la diaspora. Plus de rencontres â Washington, â Paris, en Dominicanie et â Ottawa pour dénoncer des dérives comme au temps de la longue guerre de l'opposition GNBiste contre le père Aristide en l'an 2003-2004.

Evans Paul est probablement fatigué, se demande-t-on? Lui qui n'avait pas lésiné sur les moyens forts et de vieilles méthodes pour déstabiliser Jean Claude Duvalier, Henry Namphy, Prosper Avril jusqu'â Jean Bertrand Aristide dont il fut un allié. Est-il malade, le vieux leader de la Kid? Sinon, choisit-il cette stratégie pour noyer ses regrets? Ses regrets d'avoir combattu son ancien frère de lutte pour n'aboutir qu'â cette vaste plaisanterie. Oui, en effet, Michel Martelly, le grivois, le rétroverti au pouvoir, participe d'une vaste plaisanterie; d'une pièce théâtrale tragi-comique et dont on n'assiste qu'aux premières scènes. Evans Paul est en train probablement de pleurer chez-lui. Et ce ne serait pas mauvais. N'ayant pas la conscience tranquille après avoir livré le pays mains et pieds liés aux anciens sicaires qu'il avait lui-même combattus, il se cache pour se mordre les pouces, se ronger les ongles.

Ayant contribué, par pures bêtises, â la ènième occupation de l'île, il est peut être en train de se blesser d'injures. Au moins il est conscient de ses bêtises. D'où le sens de ce recul, s'imagine t-on. On aurait tort de croire qu'Evans Paul serait plus confortable avec le régime budgétivore voire omnivore dit Tèt Kale qu'avec Lavalas. Evans Paul est doué de bon sens. Il a été â l'école. Il est doté de la capacité intellectuelle nécessaire pour disséquer le cadavre malgré sa puanteur. On est sûr qu'Evans Paul est mentalement équilibré et qu'il comprend parfaitement qu'il a été induit en erreur par des ambassades étrangères qui se sont servi de son charisme pour installer le chaos en Haiti au bon soin de leur masochisme, on ne peut plus, cruel.

Le célèbre prisonnier de la Toussaint a assez de jugement pour se rendre compte qu'il a été payé en monnaie de singe. Après son échec cuisant aux présidentielles de 2006, il s'est probablement dit en lui-même qu'il a été trop loin dans sa stupide guerre sans trêve et sans objectifs précis contre l'ex président Aristide. Un jusqu'auboutisme primaire dont il a payé les conséquences au prix fort au près de la classe des pauvres qui le déteste comme la peste au point de lui attribuer un pourcentage de deux lors de ces joutes. Ayant bien appris la leçon, le désavoué n'avait même pas osé se présenter aux récentes présidentielles qui ont permis le sacre d'un certain bandit légal par la communauté internationale au mépris de toute morale, de tout bon sens et de la raison.

Les mauvaises langues disent qu'Evans Paul est un éternel manipulé. Un gros yoyo aux mains d'une certaine ambassade â Port-au-prince. Il se tait quand on le lui demande. Il s'agite comme une bête folle quand on le lui demande. Les quelques rares critiques émises contre Michel Martelly font partie du jeu de la gente mafieuse. En clair, quand les blancs veulent la déstabilisation, Evans est toujours parmi les premiers â crier présent. Par contre, quand ces derniers veulent une certaine stabilité, Evans se rencogne. D'où le sens du silence et de son recul spectaculaires par rapport au pouvoir pro-maccoute Tèt Kale.

Un pouvoir qui jouit jusqu'ici du soutien des étrangers qui mènent la danse en Haiti. Haiti, le pays des dieux de 1804 devenue tout à coup le pays des gueux, des vendus, des sousou-souffle- nan-tchou. Ah! Que les temps ont changé. Vivent les invertébrés.

# Reconstruction's Massive Slum Will Cost "Hundreds Of Millions"

**By Haiti Grassroots Watch**




**One of the gravel roads in Camp Corail-Cesselesse**

Three years after its star-studded launch by President René Préval, actor Sean Penn and various other Haitian and foreign dignitaries, the model camp for Haiti's 2010 earthquake victims has helped give birth to what might become the country's most expansive – and most expensive – slum.

Known as "Canaan," "Jerusalem," and "ONAville" – the new shanty-town, spread across 11 square kilometers, is here to stay, Haitian officials told Haiti Grassroots Watch (HGW). Taxpayers and foreign donors will likely spend "many hundreds of millions" to urbanize the region, and as much as another US$64 million to pay off the landowners who are threatening to sue the government and the humanitarian agencies.




**These two satellite photos – from Jan. 12, 2010 and Dec. 12, 2012 – show how squatters filled in around the Sector 3 and 4 settlements (Camp Corail-Cesselesse), faintly outlined in white.**

Three years after the launch of the temporary model camp "Corail-Cesselesse" – located about 18 kilometers northeast of the capital and named after the nearby *habitation* (plantation) that was once home to sugarcane and sisal fields – the landscape differs from the orderly camp visited by celebrities. Surrounded by tens of thousands of squatters' shacks and homes, today it is a cause of embarrassment for local and international actors alike.

Before the earthquake, most of this arid, rocky expanse running from the northern outskirts of Port-au-Prince up to Cabaret was largely empty. Much of it is owned by the Haitian firm NABATEC, S.A.. Since 1999, the firm had been developing it into an "integrated economic zone" (IEZ) called "Habitat Haïti 2020" that would have industrial parks, single- and multi-unit housing for various income levels, schools, green spaces, and a shopping mall. A Korean company and a U.S.-based humanitarian group had already purchased land within the perimeter, and NABATEC was in discussions with a number of foreign firms.

"It was a 15-year, US$2 billion project, and everyone had already given their approval, including the Haitian government and the World Bank," according to architect Gérald Emile "Aby" Brun, NABATEC's president and vice president of TECINA, S.A., a planning and construction firm. A 2011 World Bank study of potential IEZ sites ranked it best out of 21 possibilities around the country, calling it potentially "high-performing" and "the clearest application of the IEZ concept among any proposed project in Haiti."

But today, the land – equal to about three Central Parks – is home to between 65,000 and 100,000 people: 10,000 in the planned camps and the rest squatters. And they aren't going anywhere.

"We can't move them out," Haitian government planner Odnell David told HGW in an exclusive interview. "The idea is to reorganize the space so that people can live."

Urbanizing about half of the wasteland will cost Haitian and foreign taxpayers "many hundreds of millions of dollars," noted David, an architect and the director of the housing section of the government's *Unité de Construction de Logements et de Bâtiments Publics* (UCLBP or Unit for the Construction of Housing and Public Buildings). The price tag for initial infrastructure work already tops US$50 million.

**Model Camp Leads to Disaster's Disaster**

Opened in April 2010, the Corail "Sector 3" and "Sector 4" camps together represented the reconstruction's model resettlement. They sit on two sloping parcels of 50 square kilometers of private land declared "of public utility" by the central government in March 2010. Right from the start, the choice to move people to the desert-like plain was controversial, for two reasons. First, some critics accused Brun and NABATEC of seeking to profit from the disaster, and next, many said the land under the camps, and indeed much of the region itself, is not appropriate to any kind of settlement, temporary or permanent, for environmental and economic reasons. [See sidebars **Capitalizing on Disaster?** and **Controversy over Corail Camp**.]

Despite the controversies, humanitarian agencies like the International Organization for Migration (IOM), World Vision, and the American Refugee Committee (ARC) together spent over US$10 million to build the two "sectors" – which have schools, playgrounds, latrines, and some electricity, but which still lack water. They had planned to build many more camps, including "Sectors 1 and 2" which sat close by. However, as soon as the first U.S. Army bulldozers started to level the land, tens of thousands of people – some but not all of them earthquake victims – invaded those areas as well as land around and north of the camps, "buying" parcels from racketeers, marking off their plots and pitching makeshift tents.

Nobody in the central government said anything to prevent the land seizures, which continue today. Many say the land was offered to supporters of Préval's "Inite" political party for US$10 per square meter. The new "landowners" got fake "titles" in exchange for cash and their votes in the upcoming presidential elections, according to Brun and other sources who asked not to be named.

"It was an electoral thing," said Brun.

Planned or not, and political scheme or not, today those tents have turned into houses built every which way, in what the UCLBP's David calls a "savage urbanization… no infrastructure, no water, no electricity, no sanitation: people just appropriated land and are trying to accomplish their dreams of becoming homeowners."

"The state has a moral obligation to intervene," David continued. "You can't leave it like it is… Those people are living in difficult conditions."

Police and local authorities have already set up offices in tractor-trailer containers.

**Life in the camps**

Despite the unforgiving sun and its sweltering heat, Joel Monfiston is working. Hammering a piece of worn plywood to a battered two-by-four, watering flowers, and picking the weeds out from between rocks and pebbles.

The 34-year-old father of three crouches in front of his one-room home in Sector 3. Monfiston and his family first lived in a tent. Now they have a 24-square-meter "temporary shelter" built mostly of plywood and sheet metal by World Vision for US$4,500, according to the agency. Like most Haitians, he survives with a day job here and there and through help from friends and family. And, he tries his hand at commerce.

"Things are not easy. Imagine: they put you here, but there's no work," he said.

Monfiston has dreams. He hopes to set up a shop in the little shed he is building. He would like to grow more in his garden. But those remain dreams. For now, all he has are a few flowers and a few walls for his "store"… no shelves, no door, no cooler, no products.

And, like other Corail residents, while he does have access to latrines, electricity (solar-powered street lamps), playgrounds, a clinic, and schools, water is not so easy to find.

Back in 2011, the UN and Oxfam promised that a new system of cisterns and kiosks would soon provide residents with water from the state water agency. Two years later, the faucets remain dry. Residents buy water at 5 gourdes (about US$0.12) a bucket from private vendors or from the committees that manage the few still-functioning water "bladders" left over from the camp's early days when water and food were free and when agencies provided "cash for work" jobs and start-up funds for would-be entrepreneurs.

Today, all of the big agencies have abandoned the Corail camp and its 10,000 residents. Trumpeting their success and claiming to have prepared a "transition" to the local authorities, IOM, ARC and World Vision all pulled out (although World Vision still supports the Corail School, which it built).

"Mayor of Croix-des-Bouquets is the New Camp Manager," a cheery article from the UN military mission declared in a May 27, 2011 bulletin. But HGW found no evidence of any local authorities, or assistance, on two different visits. The "City Hall Annex" at the Corail camp was shuttered. Residents told journalists that they could not remember when they last saw anyone from the government. [See **Controversy over Corail Camp**.]

"Nobody from the mayor's office has set foot here for many months," said Racide d'Or, a member of the Corail residents committee. "They were only around when they knew there was land in the area they could 'sell,'" continued the mother of two, who lost her Delmas home in earthquake. "There is no 'government' or 'state' for those of us who live here. We have to figure out everything ourselves."

The Croix-des-Bouquets City Hall annex in Canaan is sweltering at midday. The "office" is an empty container and a "conference room" of plywood and a blue plastic tarp roof. Two men there said they worked for City Hall but refused to give their names or allow their voices to be recorded.

"They just dumped us here," said one, aged about 30. "We don't have the means to work. Our supervisor never comes to see how we are doing."

"I'd like to know what they were thinking when they put this office here," said the other one, older, who was slouched in a plastic chair. "We don't do anything."

The absence of humanitarian agencies has one benefit. When agencies were handing out food, jobs, and cash, gangs and "mafias" ran various parts of the camps. An Oxfam program that handed out up to US$1,000 to some – but not all – small business-people led to disagreements, rumors, protests, and eventually arrests.

"The NGOs divided us. People fought with each other," Auguste Gregory told HGW. Gregory was sitting with friends next to his telephone-charging

*continued on p(16)*

## Capitalizing on Disaster?




**Gérald Emile "Aby" Brun, the president of NABATEC, had conceived Habitat Haïti 2020, a project that now appears doomed.**

Writing about the Corail-Cesselesse disaster in an article and his recent book, Associated Press reporter Jonathan Katz accused NABATEC President Gérald Emile "Aby" Brun of pulling off a "backroom deal" by recommending NABATEC land for emergency refugee camps so that he could eventually offer foreign companies "a ready-made workers community." Brun was a member of a presidential commission that recommended the site.

In extensive interviews with Haiti Grassroots Watch, Brun did not deny that he had hoped the camps might one day be integrated into "a decent and modern housing scheme that had already been approved" as part of the Habitat Haïti 2020 project. But he also noted that the expanse of territory owned largely by NABATEC is the only open space left near Port-au-Prince, which is bordered on one side by mountains and a lake and by the Caribbean Sea on another.

"When they were looking for land for debris, land for recycling, and eventually land for settlements, they realized that the state did not have any land larger than the size of a soccer field," Brun said.

Numerous sources, including officials at UN-Habitat, confirmed that "the land problem" was one of the biggest challenges of the reconstruction.

Katz never spoke with Brun in person.

Brun – who resigned from the commission after Katz's Jul. 12, 2010 article – said he never dreamed squatters would soon overrun the property.

"Why in the world would I have dropped a 14-year planning and investment dream and effort?" he asked HGW in a December 2012 email.

Once the land invasions started, foreign companies that had been negotiating with NABATEC, including Korean clothing firm SAE-A, dropped out of the project. (Today SAE-A is the "anchor tenant" of an industrial park in the north championed by Clinton and Martelly.)

"A dreamed of new city was killed by narrow minded and greedy people, under the tolerant observation of the international community," according to Brun, who said NABATEC had spent over US$1.5 million on its project. "Habitat Haïti 2020 has been most likely killed by Corail and Canaan!"

# Décroissance forcée: Détroit, laboratoire du monde d'après le néolibéralisme !

**Par Sophie Chapelle**

La ville de Détroit, symbole du capitalisme et de l'industrie automobile, n'est plus que l'ombre d'elle-même. En cinq ans, ses habitants ont subi une brutale décroissance forcée : un taux de chômage exorbitant, un exode urbain sans précédent, des services publics délabrés. Pourtant, derrière les scènes de désolation, une société post-industrielle est en train de naître, grâce à l'expansion d'une agriculture urbaine et à l'émergence de solidarités de quartier. Basta ! a rencontré celles et ceux qui bâtissent une nouvelle cité sur les ruines de la Babylone déchue.

Des trottoirs et des parkings vides longent les vastes avenues. Une enfilade de magasins aux rideaux baissés quadrille le centre-ville de Détroit, berceau de l'industrie automobile américaine. Les banderoles « à vendre » et « à louer » se succèdent sur les façades des bâtiments. 80 000 logements seraient abandonnés, soit près de un sur cinq. Avec ses maisons saccagées, brûlées ou envahies par la végétation, « Motor City » donne l'impression d'une ville fantôme. Symbole de cette déroute, Détroit vient d'être mis sous la tutelle d'un « coordinateur d'urgence » pour au moins un an. « Pendant les soixante-dix dernières années, les habitants de Détroit ont cru à tort que leur vies étaient liées à General Motors, Ford et Chrysler, explique Maureen Taylor, militante depuis des années dans la lutte contre la pauvreté. Ils nous ont mis dans la tête que ce qui était bon pour eux était bon pour nous. Il nous fallait donc cesser de marcher et conduire des voitures. Et si nous n'aimions plus cette voiture, nous en achetions une autre. Cela a duré pendant des décennies, mais aujourd'hui, c'est fini ». Tournant le regard vers les rues désertes de Détroit, Maureen conte le quotidien de ses habitants les plus touchés par la crise. Des gens mourant de froid sur les trottoirs, des enfants retrouvés morts dans les maisons incendiées, un système de soin de santé inaccessible pour les bas-revenus, « un monde de fous » résume t-elle.



**Detroit, une ville dévastée par la capitalisme. Des trottoirs et des parkings vides longent les vastes avenues**

## Exode urbain

Empruntant l'autoroute qui traverse la ville d'Est en Ouest, Peter Landon s'arrête sur la bande d'arrêt d'urgence, au sommet du pont enjambant Red-River. De là surgit le complexe de Ford. Des fumées s'en échappent encore. Dans les années 30, ces quatre km2 d'usines ont constitué la plus grande entreprise intégrée du monde, employant jusqu'à 100 000 personnes ! « Aujourd'hui, c'est moins de 6 000 salariés » déplore Peter. Membre de l'Union démocratique des camionneurs (TDU), Peter Landon a vu les effets dévastateurs de la crise de l'industrie automobile. Une crise qui n'en finit pas.

En 2008, Détroit a perdu près de 70 000 emplois. Si le taux de chômage officiel est de 15,8 %, il augmente à mesure que l'on s'approche du centre-ville et dépasse 50 % dans certains quartiers. Près d'une famille sur trois a un revenu égal ou inférieur au seuil de pauvreté défini par le gouvernement fédéral. Avec les crises immobilière et financière de ces dernières années, la situation s'empire. Longtemps quatrième ville la plus importante des Etats-Unis, Détroit a vu sa population baisser de plus de moitié, passant de 1,8 million d'habitants en 1950 à quelque 700 000 aujourd'hui.

## Mouvement ouvrier : du compromis à la déroute

Près des chantiers navals, dont il ne reste qu'un monument commémoratif, nous rencontrons l'amie de Peter, Wendy Thompson. Elle est l'ancienne présidente d'une section locale du syndicat des Travailleurs Unis de l'Automobile (UAW). Après avoir travaillé 33 ans dans une usine de General Motors (GM), Wendy est un témoin actif de l'histoire ouvrière de Détroit. Aujourd'hui retraitée, elle se souvient des luttes menées pour obtenir de meilleures conditions de travail quand « à l'époque nous travaillions douze heures par jour ». Et nous contre cette inlassable lutte, ce rapport de force permanent, entre les « Big Three » – Ford, GM, et Chrysler – et leurs salariés. La crainte des syndicats et de l'organisation des travailleurs, l'industrie automobile la cultive depuis les années 30, n'hésitant pas, pour détruire les collectifs de travail, à déménager leurs usines, parfois en dehors de Détroit, et plus récemment hors du pays.

Au lendemain de la Grande dépression de 1929, l'industrie automobile embauche largement les travailleurs des plantations du Sud afin de contrecarrer l'activité des ouvriers – en majorité polonais et italiens – très syndiqués. Ford, GM, et Chrysler obtiennent que la ville d'Hamtramck, située à 8 km, leur offre – déjà – des défiscalisations. Un paradis fiscal en plein Détroit. Elles y déplacent de nombreuses activités. « On voyait certaines usines fermer pour rouvrir juste à côté sans réembaucher les militants les plus actifs ». Les crises successives du secteur vont accompagner pendant des années les politiques patronales de compression des salaires et de diminution des droits sociaux. Progressivement, les syndicats, pour sauver le peu qui reste, préfèrent les « compromis » et les « accords » à l'usage de la grève et la pression des salariés.

## Le bon vieux temps de la consommation de masse

En 2009, en pleine crise financière, Chrysler et General Motors sont au bord de la faillite. L'UAW va alors accepter de devenir actionnaire majoritaire de Chrysler, à hauteur de 55 %, mais aussi de GM à 17,5 %. Pieds et mains liés, le syndicat renonce à la grève jusqu'en 2015, accepte des baisses de salaires et la reprise de la gestion de l'assurance-santé, au détriment des intérêts des salariés. Dans le même temps, l'UAW perd des milliers de membres. Le siège de la section locale, comme tant d'autres bâtiments, est d'ailleurs à vendre.



Au milieu de maisons soldées à moins de 8 000 euros, s'élève la demeure centenaire de Grace Lee Boggs. Agée de 94 ans, Grace est une anthologie vivante de soixante-dix années de luttes pour les droits civiques et les droits des femmes. La rencontrer, c'est saisir la chance de mieux comprendre comment Détroit en est arrivé là. « Cette résidence a été construite en 1929, à une époque où beaucoup de grandes maisons étaient construites ici. L'industrie apportait la prospérité et Détroit était perçu comme le symbole de la réussite de la révolution industrielle », raconte-t-elle. Ainsi allait la vie à Détroit pendant cette première moitié du XXe siècle. Le monde roulait dans les voitures sorties des chaînes de montage et découvrait la consommation de masse, grâce aux standards de production inaugurés dans les mêmes usines par Henry Ford. Rebaptisée pendant un temps Hitsville USA, la ville à succès, le monde se mit à danser sur les tubes concoctés dans les studios de la Motown, le label de musique fondé en 1959 par un jeune afro-américain nommé Berry Gordy.





**La ville de Détroit, symbole du capitalisme et de l'industrie automobile, n'est plus que l'ombre d'elle-même**



## Face à la désindustrialisation : la drogue et les jeux

« Cette révolution n'a pas duré » poursuit Grace. Lorsqu'elle arrive à Détroit dans les années 50, les autoroutes sont déjà construites et les populations blanches commencent à quitter le centre-ville pour s'installer en banlieue. « La désindustrialisation a débuté après la deuxième guerre mondiale. Avec l'automatisation, le nombre de travailleurs nécessaires sur les lignes d'assemblage a fortement diminué. Face à la montée du mouvement ouvrier, beaucoup d'usines sont parties s'installer en banlieue. Comme les jeunes ne trouvaient plus d'emploi, ils se sont dits : pourquoi aller à l'école, si je peux gagner de l'argent en une journée avec de la drogue ? L'économie de la drogue s'est donc développée. »

C'est le début de son engagement dans le mouvement des Black Power. Les révoltes en juillet 1967 vont marquer un tournant. Expression du ras-le-bol devant la ségrégation raciale, ce soulèvement va permettre aux afro-américains d'accéder à des responsabilités qui leur étaient jusqu'alors interdites. « Les structures de pouvoir en place ont reconnu qu'elles ne pouvaient plus maintenir l'ordre. C'est ainsi que pour la première fois en 1973 un maire noir, Coleman Young, a été élu », rappelle Grace. Mais durant ses vingt années à la tête de Détroit, le maire peine à ramener l'emploi au centre ville, malgré sa politique en faveur de l'industrie du jeu. Les casinos remplacent les lignes d'assemblage. Mais pas de jackpot pour nombre d'habitants, qui s'enfoncent dans la pauvreté. Une tentative qui fait écho à certains grands projets aujourd'hui développés en Europe, comme le projet Eurovegas en Espagne.



**Des maisons saisies et abandonnées à Détroit**

## « Tuer les pauvres ne leur fait pas peur »

Maureen Taylor est de celles qui ne renoncent pas. Depuis des années, elle lutte pour que cessent les coupures d'eau, de gaz et d'électricité des plus démunis. Elle est particulièrement en colère contre « la politique agressive menée par DTE Energy », une compagnie privée qui n'hésite pas à sanctionner les ménages incapables de payer les factures d'électricité, les jours où le thermomètre approche des valeurs négatives. « Tuer les pauvres ne leur fait pas peur » dénonce t-elle. Ces dernières années, plusieurs incendies mortels ont eu lieu dans des maisons qui ne recevaient ni gaz ni électricité. Et de blâmer la réduction de moitié du nombre de pompiers à Détroit, alors même que le taux d'incendie criminel est le plus élevé au monde avec 30 feux de structures par jour. « La municipalité ferme volontairement les yeux », dénonce Maureen. Plusieurs dizaines de milliers de résidences seraient également affectées par des coupures d'eau menées par la régie municipale.

« Toutes les questions que vous vous posez sur Détroit ont leur réponse dans la banlieue » affirme William, un trentenaire ami de Maureen. Embarquement à bord d'une berline. Impossible en effet de gagner les faubourgs autrement. Au royaume de la bagnole, les liaisons en bus sont très rares entre son centre-ville et sa banlieue. Les trains de voyageurs sont quasi-inexistants. Le berceau de l'automobile a beau être en crise, l'alternative en matière de transports en commun n'existe pas. D'autant que des coupes drastiques ont été opérées dans le budget du transport : plus d'une centaine de chauffeurs de bus licenciés, certaines lignes supprimées ou réduites. « Si tu n'as pas de voiture à Détroit, tu ne peux rien faire », confirme William. Et pourtant, un quart des habitants n'en posséderaient pas. Les inégalités sont aussi une question de mobilité.

## Ségrégation et décroissance forcées

L'autoroute marque la séparation entre un centre-ville et sa population noire à 85 % et une banlieue blanche à 80 %. « Il y a quelques quartiers noirs à l'extérieur du centre-ville, nuance William, mais les plus riches restent incontestablement les quartiers blancs ». De l'autoroute, on aperçoit la gare centrale abandonnée, des écoles et des hôpitaux fermés. En arrivant à Southfield, à une vingtaine de km du centre-ville, le contraste est saisissant. « Vous nous demandiez où étaient les magasins ? Ils sont ici. Vous n'en verrez aucun au centre-ville. Les gens qui ont de l'argent investissent là et y construisent leur maison et leur commerce », assure William. « C'est une ségrégation de classe. » Encore aujourd'hui, il semble difficile pour les ménages noirs de s'installer dans des quartiers à majorité blanche. Beaucoup, selon William, estiment que leur présence ferait baisser la valeur économique des biens immobiliers.





**En 2008, Détroit a perdu près de 70 000 emplois. Si le taux de chômage officiel est de 15,8 %, il augmente à mesure que l'on s'approche du centre-ville et dépasse 50 % dans certains quartiers.**

Alors que le trafic ne cesse de s'épaissir à mesure que l'on pénètre la banlieue, les grandes surfaces, villas cossues, banques et parkings bondés défilent. « Vous avez là ce à quoi ressemble le rêve américain : chacun est un Don Quichotte qui croit pouvoir devenir ce qu'il veut », commente William. Aux portières sont accrochés de mini-drapeaux américains. Des stickers « I love America » ornent les vitres arrière. La moindre voiture garée sur les pelouses tondues au millimètre approche les 40 000 $. On compte en moyenne deux à trois voitures par ménage. Derrière les grandes maisons protégées, on devine le métier de son propriétaire, ingénieur, avocat ou manager pour la plupart. « Toute notre éducation ici est basée sur l'argent, déplore William. A l'âge de 19 ans, tu dois acquérir ta première maison. Tout autour de nous, le capitalisme continue d'opérer. Nous ne reconnaissons toujours pas que nous avons fait une erreur. Pour l'instant, les effets collatéraux ont

*Suite à la page (13)*

# Il faut défendre Edward Snowden !

Par Barry Grey et David North

Le World Socialist Web Site et le Socialist Equality Party (SEP, Parti de l'égalité socialiste) appellent tous les travailleurs, étudiants et jeunes aux États-Unis et partout ailleurs à prendre la défense d'Edward Snowden.

Snowden est la cible d'une chasse à l'homme massive de la part du gouvernement, organisée en réaction à ses révélations courageuses des programmes de surveillance secrets et illégaux qui visent des millions de gens aux États-Unis et de par le monde. Sa défense est une question de la plus haute urgence.



Edward Snowden

Le gouvernement Obama a déjà dit qu'il envisage de mettre en examen cet ancien employé de la NSA de 29 ans. Des députés, des sénateurs et des commentateurs des médias l'ont dénoncé pour trahison et ont demandé qu'il soit emprisonné à vie ou exécuté.

Les accusations de trahison sont une diffamation honteuse. Ce n'est pas Snowden qui a trahi les principes démocratiques incarnés dans le Bill of Rights. En révélant la conspiration contre ces droits et en s'exposant publiquement, au risque de perdre sa carrière et peut-être la vie, il prend la défense de ces droits.

Snowden n'exagérait pas le moins du monde quand il a dit que sa vie était en danger. Il ne fait aucun doute que sa décision de rendre l'information publique a été prise en partie parce qu'il s'est rendu compte que sa défense dépend d'un public informé, et qu'autrement il pourrait être ciblé et devenir la prochaine victime du programme d'assassinats du gouvernement Obama.

Ce qui est extraordinaire, c'est que toute la rage et la colère du Congrès et des médias sont dirigées non pas contre les responsables de ces violations massives de la constitution américaine, mais contre l'homme qui les a révélées. Il y a encore quelques semaines, le directeur des renseignements nationaux, James Clapper, s'est parjuré devant une commission du Sénat quand on lui a demandé s'il existait des programmes du gouvernement rassemblant des données sur des millions d'américains. Et pourtant aucun responsable ni aucun journal ne demande qu'il soit poursuivi.

Il n'y a pas non plus d'appel à une procédure de destitution contre Obama. Il y a quarante ans de cela, Richard Nixon était menacé de destitution pour des actions dont la gravité en matière de violations de la constitution était bien inférieure à celle des actions menées par le président actuel.

La réaction hystérique et brutale de l'establishment face aux révélations de Snowden a montré clairement à quel point les conceptions antidémocratiques, autoritaires et même fascistes sont ancrées dans la manière de penser de l'Etat américain et des médias. Au sein de ces couches, il y a une hostilité manifeste croissante contre le Bill of Rights (déclaration des droits fondamentaux), et derrière cela, contre le peuple américain.

Ceux qui accusent Snowden de trahison et qui persécutent Bradley Manning et Julian Assange sont eux-mêmes des traîtres aux droits démocratiques du peuple américain.

*Suite à la page (19)*







Les travailleurs et les jeunes, aux États-Unis et de par le monde, doivent prendre la défense d'Edward Snowden, ainsi que de Bradley Manning et de Julian Assange.

# Le jugement de Bradley Manning est une farce : interview de Julian Assange !

Le jugement contre le soldat Bradley Manning, accusé par les Etats-Unis d'avoir fourni des documents secrets du gouvernement étatsunien à Wikileaks, est une farce : son résultat est décidé d'avance, selon Julian Assange, fondateur et éditeur de cette organisation, la plus haïe et persécutée par Washington après Al Qaeda. Avec ce procès, la défense a les pieds et poings liés et le procureur cherche d'une part à créer un précédent et d'autre part à établir un contrôle totalitaire sur tous les employés gouvernementaux ainsi qu'une phase préparatoire pour le jugement « contre Wikileaks et contre moi ».

Depuis son refuge dans les locaux de l'ambassade de l'Equateur à Londres, l'australien a donné une longue interview à ce journal [La Jornada-Mexique] dans lequelle il a abordé différents thèmes comme le procès contre le soldat Manning, les perspectives et objectifs personnels qui entourent sa candidature au Parlement australien, le rôle des médias traditionnels, l'éclosion de l'information indépendante sur internet, la croissante politisation de la toile, le rôle des pouvoirs de facto dans la politique étatsunienne, le réalignement de la Suède comme allié étroit et subordonné à Washington. Entre autres…

L'entretien a lieu dans un terne bureau de la représentation équatorienne, à moins de quatre mètres de distance d'un policier britannique dont on perçoit le chapeau par la fenêtre de la pièce. Dehors, la vie londonienne fourmille avec normalité, animée par les clients du magasin Harrods qui se trouve à un pâté de maisons.

Il est possible que les deux policiers qui sont postés devant l'ambassade soient présents dans un sincère souci de protection de l'enceinte diplomatique. Le gouvernement britannique peut compter sur une ribambelle d'agents secrets –sans guillemets puisqu'ils ont les mêmes allures et ce peu importe le pays- qui pullulent aux alentours de la rue Hans Crescent pour garantir qu'Assange ne s'échappe pas. Selon celui-ci, ces agents dépendraient de plusieurs agences de renseignement, non seulement des britanniques (du MI5, officiellement chargé de protéger le Royaume-Uni des menaces contre la sécurité nationale) mais aussi des Etats-Unis.

Néanmoins, personne n'empêche l'accès, pose de question ou inspecte les effets personnels lorsqu'on entre dans la représentation diplomatique. Vous sonnez à la porte, un employé de l'ambassade vous ouvre la porte, vous fait rentrer et vous invite à attendre dans un ample lobby. Quelques minutes plus tard, Assange apparaît du fond de l'ambassade.

Près de deux ans et demi sont passés depuis la nuit du mardi 18 janvier 2011, lorsque, dans une localité de l'est de l'Angleterre, Assange m'a remis une clé USB qui contenait 2 mille 995 câbles diplomatiques envoyés au Département d'Etat durant ces dernières années par l'ambassade et les consulats des Etats-Unis au Mexique. Assange, aujourd'hui persécuté, conserve la même jovialité et parait serein quand il parle. Je perçois tout de même deux changements : ses gestes d'enfant terrible ont disparu et ses cheveux presque blancs à l'époque ont perdu le presque.

Commençons par ce que dit Assange à propos de la cour martiale qui juge ces jours-ci le soldat Manning dans la base militaire de Fort Meade (Marylande), au même endroit où se trouve l'énorme site de l'Agence de Sécurité Nationale (NSA).



Julian Assange durant l'interview avec La Jornada, le week-end dernier - Photo Wikileaks

**Une défense qui n'a pas les moyens de se défendre.**

**Pedro Miguel :** Vous dites que ce procès contre Manning est une mascarade.

**Julian Assange :** Oui. C'est absolument politique. Un procès devrait essayer d'établir la vérité, la culpabilité ou l'innocence d'une personne. Son résultat devrait dépendre de ce que disent les témoins. Mais ce jugement a été délibérément planifié pour parvenir à une conclusion prédéterminée. C'est un show.

**Pedro Miguel :** Avec verdict et peine déjà décidés?

**Julian Assange :** La juge a établi des limitations à la défense: elle ne peut présenter qu'une poignée de témoins, tandis que la partie accusatrice a l'autorisation d'en présenter 141 ; par contre presque tous ceux de la défense ont été écartés. Le tribunal a interdit à la défense de présenter des arguments au sujet de l'intentionnalité, c'est-à-dire qu'elle ne peut pas présenter des témoins ou bien des preuves qui soient en rapport avec les intentions [de Manning], ni prouver que l'intention de l'accusé n'était pas de causer du tort aux Etats-Unis, à l'armée ou au gouvernement, mais d'offrir aux gens des informations au sujet des crimes de guerre et de leur contexte. D'ailleurs, la défense a l'interdiction de présenter toute preuve, tout rapport gouvernemental, tout témoin qui démontre que l'accusé n'a pas causé de dommage.

"Faisons un parallèle: imaginons qu'on t'accuse d'assassinat et qu'on t'envoie face à une cour comme celle qui est en train de juger Bradley Manning. Tu ne pourrais pas alléguer que tu as agi en légitime défense ou bien présenter des preuves vidéo qui soutiennent cette affirmation parce que cela toucherait le thème de l'intention. Tu cherchais à te défendre, et non pas assassiner quelqu'un, mais il te serait interdit de tenter de prouver cela. Si cette supposée victime était vivante, tu ne pourrais pas la faire comparaître devant ce tribunal, tu ne pourrais pas prouver qu'il n'y a pas eu de dommage. En d'autres termes, la défense ne peut pas se défendre.

"La charge la plus lourde retenue par le procureur contre Manning est celle d'aider l'ennemi [voir ici le document de l'accusation: http://goo.gl/r5l1K]. C'est un délit grave. Le procureur a demandé une condamnation a perpétuité, mais la juge pourrait, si elle le voulait, dicter une sentence de peine de mort. A cause de l'importance qu'entraine la possibilité de cette peine, cette affaire devrait être jugée avec énormément de sérieux. Au lieu de ça, les juges et le procureur se moquent du monde. Ils disent que le procureur n'a pas à démontrer que Manning a aidé l'ennemi.



Bradley Manning

"Et que signifie aider l'ennemi? Et bien ils disent que Manning s'est communiqué avec une organisation journalistique qui a elle-même communiqué avec le public, et ce public inclut Al Qaeda. Le terme utilisé lors de la formulation des charges est « communication indirecte avec Al Qaeda à travers Wikileaks ». C'est-à-dire que l'ennemi c'est le public, et que celui-ci, dans l'absolu, inclut Al Qaeda. Si tu communiques avec un journaliste et, à travers lui, avec le public, alors tu as communiqué avec Al Qaeda. Ainsi, aujourd'hui aux Etats-Unis communiquer avec un journaliste est un délit passible de la peine capitale. C'est le précédent juridique qu'ils veulent créer. Ils veulent imposer cette norme car elle implique un contrôle totalitaire sur tous les employés gouvernementaux des Etats-Unis.

"La juge a établi que la seule chose que le procureur devait prouver était que, tout comme l'avait fait le monde entier, Al Qaeda avait lu les rapports de Wikileaks. Le procureur n'a même pas à prouver qu'Al Qaeda a utilisé ces informations. Il suffit juste que l'organisation terroriste ait lu The New York Times et regardé CNN, et c'est comme si elle avait lu Wikileaks, comme tout le monde. »

**Les objectifs suivants : Assange et Wikileaks**

**Pedro Miguel :** - Et où en est la situation avec Wikileaks?

**Julian Assange :** Le procès n'a pas seulement lieu pour terroriser les futurs potentiels Bradley Manning ; il sert aussi à préparer le terrain pour l'accusation contre Wikileaks et contre ma personne. Si les gens ont vu le procès la semaine dernière, ils auront remarqué comment dès le premier jour les accusateurs disaient que Manning était un agent de Wikileaks, que c'était moi qui le contrôlait, lui donnait des ordres, lui demandait des informations spécifiques.

"Ils ne devraient pas avoir besoin de faire ça dans l'affaire de

*Suite à la page (15)*

# Décroissance forcée

*Suite à la page (10)*

seulement touché le centre-ville. » C'est ce que l'on appelle aussi ici « l'effet donut », du nom de ces beignets gras percés d'un trou en leur milieu.

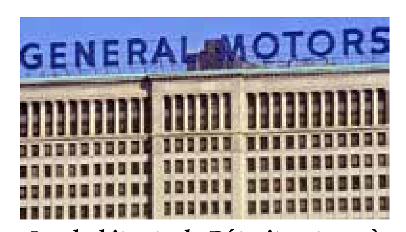
**« Les banques détruisent toute richesse à Détroit »**

« Ce que fait le maire dans cette situation ? ironise William. Il prend des quartiers historiques, il dit qu'ils sont morts, puis il ferme les écoles, les parcs publics, il démolit les bâtiments ». Le maire de la ville est pris en étau. D'un côté, les banques favorisent les saisies immobilières en exigeant le remboursement des prêts des ménages endettés. Autant d'habitants et de revenus en moins pour le budget municipal. De l'autre, ces mêmes banques prélèvent toujours plus d'intérêts pour financer la dette de la ville, imposant à celle-ci et son maire des réductions de dépenses publiques. Aujourd'hui, Détroit croule sous le poids d'un déficit budgétaire de 100 millions de dollars et d'une dette obligataire de quelque 14 milliards de dollars.

Pour Jérôme Goldberg, avocat spécialiste des saisies immobilières, « les banques détruisent toute richesse à Détroit ». « Plutôt que de licencier ou diminuer les salaires des employés et supprimer des services publics pour équilibrer le budget, le maire et son Conseil devraient résister aux banques et mettre en place un moratoire sur le paiement de la dette », estime l'avocat. Car « le plus grand problème à Détroit renchérit la syndicaliste Wendy Thompson, c'est l'école. » D'ici 2016, la municipalité envisage le départ de 13 000 étudiants du district scolaire. Cette prévision à la baisse des inscriptions devrait accompagner la fermeture programmée de 28 écoles publiques de la ville. Pour la fédération des enseignants de Détroit, c'est la mise en concurrence avec les charter schools, ces écoles américaines laïques à gestion privée, qui expliquent cet exode. Et d'interroger : « Comment faire croire aux gens qu'ils devraient nous confier leurs enfants si l'on procède à des coupes constantes ? »

**De la rouille à la verdure**

« Les gens expérimentent le déclin ici depuis 60 ans, mais ils restent façonnés par un optimisme libéral, comme si cette crise était seulement quelque chose de local. Quiconque que vous écoutiez, le maire, les mouvements écolo, tous intègrent le mot croissance dans leur discours », témoigne Killian O'Brien, un professeur venu s'installer à Détroit en 2009. Détroit serait-elle définitivement devenue une ville fantôme, un laboratoire abandonné de la mutation en cours ? Pas si sûr. « De plus en plus de jeunes gens quittent les banlieues et regagnent le centre-ville pour s'y installer. Ils y achètent une maison à bas prix, s'équipent d'un vélo et réinvestissent progressivement Détroit », s'enthousiasme Grace Lee Bogs. « Avec la crise énergétique, le modèle des banlieues ne tient pas. Elles ont été pensées pour un pétrole à bas-prix ». Pour elle, une société post-industrielle est en construction dans la métropole déchue. Détroit pourrait ainsi constituer « une opportunité unique » de repenser ce à quoi une nouvelle communauté américaine pourrait ressembler.




**Les habitants de Détroit ont cru à tort que leurs vies étaient liées à General Motors, Ford et Chrysler, explique Maureen Taylor, militante depuis des années dans la lutte contre la pauvreté**

L'une des clés réside dans le mouvement autour de l'agriculture urbaine en pleine expansion. Alors que la portion de la ville inoccupée est évaluée à 233 km² (sur une surface totale de 350 km²), Détroit et la 'Rust Belt' (littéralement, ceinture de rouille) [1] pourrait se transformer en 'Green Belt' (ceinture verte). Paradoxe historique : un siècle plus tôt, dans les années 1890, Détroit était le premier centre urbain à considérer l'agriculture urbaine comme une nécessité. Le maire de l'époque, Hazen Stuart Pingree, mit en place un plan qui visait à transformer en potagers les territoires de la ville laissés vacants afin de nourrir les plus démunis. En 1992, face à l'échec des politiques publiques, un mouvement – Détroit Summer – s'est mis en tête de « reconstruire la ville en partant du sol ». « Certains se préoccupèrent de développer le transport en vélo, d'autres créèrent des groupes de travail en poésie afin d'exprimer leurs pensées », raconte Grace. Aujourd'hui, plus de 1 300 jardins sont gérés par le programme Detroit Garden Ressource. Moyennant entre 10 $ par an (7 euros) pour les jardins communautaires et 20 $ (15 euros) pour les jardins familiaux, ce programme assure distribution de graines, plants et formations. 45 écoles publiques seraient également impliquées dans les programmes Farm-to-School (« De la ferme à l'école »).

**Révolution culturelle au pays des Fast-Food**

Développer un jardin est un moyen de construire une solidarité de quartier. Dans la droite ligne du sociologue américain Saul Alinski qui a fortement inspiré Barack Obama, l'objectif est de « construire une communauté », et de la rendre en quelque sorte résiliente aux évènements extérieurs. « Il ne sert à rien de dépenser son énergie à quémander auprès des pouvoirs publics qui n'ont plus de ressources. Il faut se prendre en main pour changer nos façons de vivre », assène Leanne, membre d'un jardin communautaire. Cette « transformation du rapport à la nourriture » générerait donc une véritable révolution culturelle au pays des Fast-Food. Evidemment, les obstacles ne cessent de se dresser à l'image de ce partenariat conclu entre des bibliothèques de la ville de Détroit et Mc Donald's : contre l'emprunt régulier des livres, les enfants voient leur carte de bibliothèque créditée de bons gratuits chez le roi de la malbouffe. Ronald incitant à la lecture, difficile à avaler ! « Détroit est aujourd'hui un désert alimentaire », observe Kwamena Mensah, un ancien fonctionnaire investi au sein d'une petite ferme urbaine, D-Town farm. Les établissements les plus accessibles sont des magasins à un dollar, des fast-food et des stations-service. « Nous avons ressenti le besoin de reprendre le contrôle de notre propre alimentation et nous avons fondé un réseau pour assurer la sécurité alimentaire de la communauté », explique Kwamena. « Nous ne pouvons plus continuer à importer 98 % de notre alimentation. Cette ferme est la preuve que nous pouvons faire autrement ». Mais pour Kwamena, D-Town farm ne peut se contenter de produire de l'alimentation : l'enjeu est aussi de créer des emplois. « Il n'est plus nécessaire de compter sur l'automobile, mais nous pouvons par contre nous appuyer sur l'agriculture, plus saine pour tous et redonnant du sens à la vie collective ».



**Grace Lee Boggs. Agée de 94 ans, elle est une anthologie vivante de soixante-dix années de luttes pour les droits civiques et les droits des femmes.**

**Regain d'intérêts pour les coopératives**

Michèle Obama a été photographiée sous toutes les coutures dans le potager de la Maison Blanche et l'on a pu voir figurer l'agriculture urbaine dans le plan de relance de l'économie américaine concocté par son mari. Est-ce à dire que l'agriculture urbaine pourrait suffire à nourrir la population de Détroit ? Ce n'est pas ce que pense Randy Harmshire, agriculteur bio rencontré au marché d'Eastern Market et possédant une ferme d'un peu plus de 80 hectares à 130 kilomètres au Nord de Détroit. Voyant d'un bon œil que les citadins « remettent les mains dans la terre », il reste sceptique sur la capacité à produire en ville des cultures à faible valeur ajoutée, comme le blé ou le haricot noir, et considère qu'il est « urgent de préserver les fermes victimes de la pression urbaine permise par la voiture ».

Du côté des syndicats, la question de la reconversion des industries gagne du terrain. Du moins, dans les courants les plus à gauche de l'UAW. « Avec toutes les usines qui ferment, beaucoup d'entre nous évoquent la possibilité de les rouvrir pour produire des bus ou des trains, explique Wendy Thompson. Mais « la faiblesse de la structure sociale en place pour que ce changement se produise rend les choses difficiles ». « Nous n'avons pas le choix », réaffirme de son côté Dan Carmody, le président d'Eastern Market Corporation, le plus grand marché de produits frais de la ville.

**Vers une société post-industrielle**

« Les cinquante prochaines années seront très différentes car nous n'aurons plus accès au pétrole à bas-coût et cela va tout changer. La raréfaction de l'énergie questionne l'alimentation, les transports, les bâtiments. Nous faisons tous partie d'un système qu'il nous faut changer ou aucun d'entre nous ne survivra ». Très impliqué dans le mouvement pour la relocalisation de l'alimentation, Dan espère que ce dernier saura s'inspirer du modèle économique de l'industrie de la bière aux Etats-Unis. « Les grandes firmes comme Budweiser sont en train de perdre les marchés au profit de coopératives produisant de la bière artisanale locale. Nous devons être capables de faire la même chose dans le domaine de l'alimentation ».

Détroit est-elle entrée malgré elle en transition ? Pour Grace Lee Boggs, la ville a été pendant des décennies le symbole international de l'industrialisation avant de devenir celui de la dévastation du capitalisme. Aujourd'hui, confie Grace, « nous créons une société post-industrielle, une nouvelle civilisation. En sortant de chez moi, vous pouvez regarder autour de vous et voir seulement une ville en ruine. Ou bien, regarder Détroit et vous dire, voici notre futur ». Ce qui se joue à Détroit inspirera-t-il d'autres parties du monde frappées du même mal, qu'il se nomme austérité ou récession ?

**Notes**

[1] La Rust Belt a été nommée jusque dans les années 1970 la Manufacturing Belt (« ceinture des usines »), s'étendant de Chicago jusqu'aux côtes atlantiques, longeant les Grands Lacs ainsi que la frontière canadienne, regroupant l'essentiel de la production industrielle américaine.

**Photos : Jean-Paul Duarte / Collectif à-vif(s)**
**Bastamag 4 juin 2013**

*Suite de la page (8)*

la discrimination et les préjugés réciproques ayant caractérisé les relations entre les Haïtiens du dedans et ceux du dehors cessent, afin de travailler ensemble à la renaissance d'Haïti frappée par des catastrophes naturelles et rongée par d'interminables crises politiques les unes plus graves que les autres.

L'heure est grave et il y a péril en la demeure. Il n'est plus le temps de se chamailler sur des futilités. Il faut s'engager résolument à tout mettre en œuvre pour préserver ce coin de terre que nous ont légué nos ancêtres.

Une copie du Manifeste de l'Alliance Citoyenne est soumise à l'appréciation du grand public.

**Déclaration de principe :**

L'Alliance Citoyenne est née à partir d'un constat, l'échec collectif haïtien. Elle existe pour promouvoir une pensée critique sans cesse renouvelée. Aussi, veut-elle encourager les actions positives qui s'inscrivent dans une dynamique de construction d'une Haïti régénérée.

L'Alliance Citoyenne veut contribuer à la construction d'une Haïti juste et démocratique qui renonce à la misère, à l'ignorance, à l'analphabétisme et au pillage des ressources nationales. L'Alliance Citoyenne veut œuvrer à la construction d'une Haïti qui respecte à la fois la dignité humaine et matérielle, base du bien-être de tous les citoyens.

L'Alliance Citoyenne s'inspire de l'épopée de 1804 et de la déclaration universelle des droits de l'homme pour défendre les valeurs républicaines de Liberté, d'Egalité et de Fraternité.

**Mission de l'Alliance Citoyenne :**

La mission principale de l'Alliance Citoyenne est de mettre ensemble tous les Haïtiens (qu'ils vivent à l'étranger ou en Haïti) afin d'œuvrer au développement durable du pays. Cette mission consiste à permettre aux Haïtiens de l'étranger de jouir pleinement des mêmes droits que ceux qui vivent en Haïti. Son Slogan est : « **Nou tout se ayisyen, nou tout landan l ! On est tous Haïtiens, on y est tous !**»

Pour accomplir cette mission, l'Alliance citoyenne se propose de créer un vaste réseau de citoyens haïtiens vivant un peu partout à travers le monde afin de les impliquer dans la défense des valeurs civiques incluant leurs droits et devoirs.

L'Alliance Citoyenne travaillera avec tous les secteurs étatiques et non étatiques intéressés aux affaires d'Haïti afin que les revendications des masses urbaines et rurales soient satisfaites. Elle utilisera tous les moyens légaux et pacifiques afin d'aider à la satisfaction des besoins fondamentaux de la population en matière de santé, de logement, d'éducation, d'habitat et de loisirs.

**Vision :**

L'Alliance Citoyenne s'attachera à ce que les haïtiens de l'étranger puissent jouir de tous les privilèges découlant de leurs droits civils et politiques (Voter et/ ou briguer des postes électifs).

L'Alliance se propose de se battre pour que cesse l'exclusion des haïtiens de l'étranger aux affaires du pays.

L'Alliance Citoyenne souhaite contribuer au renforcement du partenariat entre citoyens du dehors et du dedans afin que le développement d'Haïti soit une réalité, dans une ambiance d'inclusion totale. Seule l'unité entre tous les haïtiens est susceptible d'apporter des solutions face aux maux du pays.

**Objectifs Fondamentaux**

L'Alliance Citoyenne est un regroupement pluraliste, non partisan, composé de citoyens haïtiens vivant en Haïti et à l'étranger.

L'Alliance Citoyenne est ouverte à tous et croit qu'Haïti appartient aux Haïtiens qui ont la lourde charge de préserver intacte la souveraineté du pays.

L'Alliance Citoyenne veut rompre avec une vieille tradition fondée sur le préjugé et la discrimination réciproques entre Haïtiens de l'intérieur et ceux de l'extérieur.

L'Alliance Citoyenne croit que tous les citoyens haïtiens, du dedans ou du dehors, doivent jouir des mêmes droits civils et politiques. Ils peuvent voter et/ou briguer des postes électifs.

*Suite à la page (18)*

# René González, l'un des 5, met en exergue le travail des réseaux sociaux à Cuba

**Par Reynaldo Henquen**

**La Havane, 17 juin (RHC)**- René González, un des 5 antiterroristes cubains injustement condamnés aux États-Unis a mis en exergue le rôle joué par les réseaux sociaux dans la bataille pour diffuser la vérité sur leur cause.

Dans un message aux participants au premier colloque intitulé« Les réseaux sociaux pour la réalité cubaine », qui s'est tenu dans la province de Ciego de Avila, René González a relevé la loyauté démontrée par la presse révolutionnaire durant les 15 ans de lutte pour que justice soit faite dans cette affaire.

René González a relevé que maintenant qu'il se trouve à Cuba, après avoir purgé une longue peine de prison injuste, il se sent plus engagé envers sa Patrie et envers ses quatre camarades qui purgent encore de lourdes peines de prison dont deux perpétuités aux États-Unis pour avoir lutté contre le terrorisme.

René González, qui, après avoir purgé sa peine aux États-Unis, était soumis pendant trois ans à un régime draconien de liberté surveillée dans ce pays, a été autorisé par la juge Joan Lenard a rester définitivement à Cuba où il était venu assister aux funérailles de son père, en échange de la perte de sa nationalité étasunienne.

# Miguel Díaz-Canel visitera la Chine, le Vietnam et le Laos

**La Havane, 17 juin (RHC)**- Le premier vice-président de Cuba, Miguel Díaz-Canel effectuera prochainement des visites officielles en Chine, au Vietnam et au Laos.

Miguel Díaz-Canel conduira une délégation formée du vice-ministre cubain des affaires étrangères, Rogelio Sierra et de Leonardo Andollo, second chef de la Commission Permanente pour l'Application et le Développement du processus d'actualisation économique dans notre pays.

# Grande première du film «Désillusions»

**Par J. Fatal Piard**

En Haïti, la production cinématographique a connu ces derniers temps un essor considérable. Quand on sait la précarité des moyens dont disposent les producteurs, l'on ne va pas s'attendre de sitôt à des films d'un niveau technique extraordinaire. Pourtant les scénaristes et les producteurs ne ménagent pas leurs efforts pour satisfaire les amants de films aux intrigues souvent imprévisibles.

De Gouverneur de la Rosée, le célèbre roman de Jacques Roumain adapté au cinéma, aux récentes productions, beaucoup d'eau a coulé sous tous les ponts. Aujourd'hui encore, plusieurs jeunes s'attèlent à la production cinématographique, faisant par ainsi que plusieurs films de production haïtienne sont en rotation sur les stations de télévisons aussi bien dans la capitale que dans les villes de province.

C'est dans cet ordre d'idée que nous avons rencontré le cinéaste Forgue Alpha qui nous a mis au parfum de ses réalisations dans le domaine du 7ème art. Forgue vient de réaliser le film «Désillusions ou apparence trompeuse». Au cours d'un long entretien le scénariste nous a tout expliqué au sujet de ce nouveau film dont la grande première sera pour le 30 juin prochain au Club Malibu à proximité de Djoumbala sur la route de Frères.



Selon l'histoire vécue par un proche ami et dont j'ai eu la chance d'être un témoin oculaire, il s'agit d'un jeune homme de condition sociale assez modeste qui a eu le malheur de tomber amoureux d'une jeune fille. Ils habitaient le même quartier, les parents de la dulcinée se sont catégoriquement opposés à ce que ce sentiment de passion tendre poursuive son chemin.

C'est ainsi qu'en fonction de ce système de valeur inique qui prévaut dans notre société, il faut s'attendre à tous les drames. Les parents de la jeune Mélissa se sont laissés infectés par le virus de la discrimination découlant d'un matérialisme à outrance ; de sorte qu'à l'instar de tous ceux qui osent juger les gens sur la base des biens palpables ils ont choisi de personnaliser les choses pour chosifier les honnêtes gens. « Le préjugé de classe les a poussés à comploter contre le soupirant de leur fille et comme pour se défaire du mal aimé le jeune Johny a été injustement jeté en prison. [Les parents de Melissa n'ont pas voulu que Johny] s'approcha de leur unique fille». Ainsi, s'est expliqué Forgue Alpha.

Le scénariste a poursuivi pour nous faire savoir qu'il travaille sur ce projet depuis plus de huit ans. Il a mis quatre années pour parachever le scénario et ensuite il devrait faire le casting en vue de procéder au choix rationnel des acteurs.

«Ce scénario vise avant tout à donner un bonne leçon à cette société où l'on se fait de fausses idées des jeunes. Johnny, dont la mère était une marchande d'arachides, n'avait pas suffisamment de moyens pour terminer ses études. Ayant été motivé par son brûlant désir de se former il a voulu être utile à la communauté où il évolue. C'est ainsi qu'il a dû subir bien d'humiliations de la part d'un parvenu connu sous le nom de Mario », a-t-il expliqué.

Patron Mario a préféré lui remettre un billet de $ 50.00 dans une enveloppe au lieu de lui donner un boulot qui lui aurait permis de payer les frais pour rentrer à l'université. Après de lourds sacrifices, Johny devenu médecin, a eu un jour l'occasion d'avoir pour patiente la mère de Melissa. Au bord de l'étonnement, et prise de remords, la mère de Melissa ne sut en quelle langue s'exprimer ; et pourtant, en bon professionnel Johnny l'a traitée avec toute la dignité due à une patiente.

Amants et amantes du 7ème art, allez-donc en foule au Club Malibou sur la route de Frères le dimanche 30 juin prochain, assister à la grande première de Désillusions. J'y serai aussi pour assister à la performance de Mackline Jean Paul, de Joseph Jean Rosnel, de Forgue Alpha, de Pierre Evelyne, de Altidor Yanglee, de Jean Katia, de Lionel Moise et de tous les autres acteurs et actrices qui ont embrasé avec le créateur de ce film, la pratique du 7ème art.

# Médecins cubains au Brésil, pourquoi gênent-ils?

**Par Iroel Sanchez**

Les gouvernements de Cuba et du Brésil ont annoncé un nouvel accord bilatéral important, qui rompt avec le commercial traditionnel (1). Le Brésil, qui finance le plus grand projet d'infrastructure de ces dernières années à Cuba, l'expansion du port de Mariel, accordera maintenant un nouveau prêt de 176 millions de dollars pour la modernisation de cinq aéroports de l'île. De son coté, Cuba enverra environ 6.000 médecins dans les régions mal desservies en soins de santé du Brésil.

L'introduction des services médicaux à grande échelle dans le schéma d'échange entre deux pays est certainement quelque chose de nouveau, ainsi qu'un élément définissant la politique de collaboration de Cuba ces dernières années. Rappelons que le Venezuela et Cuba appliquent déjà depuis longtemps une coopération de cette nature, partageant leurs atouts respectifs: Cuba appuie le Venezuela avec des services professionnels de santé, d'éducation, de culture, de sport ou d'agriculture urbaine et le Venezuela fournit une partie du pétrole que consomme l'île (2).

Cette formule, éloignée des règles traditionnelles du marché, donne une valeur économique stratégique à la réalisation principale de la Révolution cubaine: la formation de milliers de professionnels hautement qualifiés. Chose jugée fort mauvaise par les adversaires politiques de Cuba et les médias qu'ils contrôlent.

Les grands médias, plutôt que d'informer sur ces accords entre Cuba et le Brésil, et/ou sur l'envoi de 6.000 médecins cubains, ont préféré mettre l'accent sur la furieuse protestation du lobby médical brésilien, représenté par le Conseil Fédéral de Médecine (3). Cet organisme a répété –avec des dizaines de médias à travers le monde-, les mêmes attaques corporatistes qui avait été fait contre les professionnels cubains des écoles de médecine dans des pays comme le Honduras, le Venezuela ou la Bolivie (4). Bien que cet accord dispose de l'aval et de l'appui de l'Organisation Panaméricaine de la Santé (5), un organisme des Nations Unies, le collectif médical cité mettait en doute non seulement la «qualité technique» du personnel médical cubain, mais même sa «qualité éthique» (6).

Mais les attaques les plus féroces sont, bien évidemment, venues des médias de Miami, haut-parleur en exclusivité de l'opposition médicale à la Révolution. Darsi Ferrer, étiqueté «médecin dissident» de la profession sur l'île, a considéré cet accord Cuba-Brésil comme une «opération désespérée du castrisme» en vue d'obtenir de l'argent, et a fait un récit dantesque des manques supposés du système sanitaire de l'Île, -précisément- non desservi par l'envoi de médecins d'autres pays (7).

Mais il y a quelques données intéressantes que ces médias –bien entendu- ne signalent pas. Par exemple, que Cuba, avec beaucoup moins de ressources naturelles et en outre soumise au blocus par les Etats-Unis [depuis 50 années], la plus grande économie du monde, a, par rapport à sa population 3,7 fois plus de médecins que le Brésil, selon les données de la Banque mondiale (8). En outre, le Brésil a une distribution très inégale des médecins, et ce sont précisément les zones les plus négligées que couvriront maintenant les médecins du contingent cubain (9).

L'exportation à l'échelle de services professionnels de Cuba est nouvelle et relativement récente. Il est connu que l'Île a envoyé des équipes médicales en solidarité dans des dizaines de pays moins développés, dans ces cas, à titre gratuit (10). Mais dans certains pays ayant un plus grand potentiel, ces services sont intégrés dans le cadre d'accords économiques mondiaux. C'est le cas des accords avec l'Afrique du Sud (11), le Venezuela et le Brésil maintenant. La fourniture de ces services médicaux permet à Cuba de financer des investissements et des programmes sociaux sur l'île, y compris le budget du Ministère de la Santé.

En résumé, la principale réussite et la force de la révolution à Cuba lui servent à briser son isolement international antérieur et génère des revenus qui contribuent à son développement économique et social tout en contournant également l'embargo américain. Autant de raisons amplement suffisantes pour générer de nouvelles campagnes médiatiques.

**La pupila insomne 17 mai 2013**
**Traduction Maurice Lecomte**
**Changement de Société**
**14 juin 2013**

*Suite de la page (4)*

gouvernement en vue d'une amélioration des conditions de vie de la population.

S'il reconnaît qu'il n'est pas du ressort de ses collègues de pointer du doigt les ministres qui doivent être remplacés, M. Descolines dit croire que des réflexions méritent d'être faites entre autres autour des titulaires des portefeuilles de l'Agriculture, de la Communication et de l'Intérieur. Le ministère de l`Agriculture dispose de beaucoup de moyens avec notamment 3 secrétaires d'Etat ; mais le problème de la faim est toujours crucial et la production agricole attendue n`est pas réalisée, a-t-il dit.

Le parlementaire a aussi plaidé en faveur d`une nouvelle approche sur la gestion et le fonctionnement du ministère de l'Intérieur pour permettre à l'arrière-pays de bénéficier de plus de projets. Si le PSP réclame sa participation aux négociations, ce n'est cependant pas la priorité du dernier né des blocs parlementaires au niveau de la chambre basse, le PEP (Parlementaires pour l'Equilibre Politique), si l'on en croit l'un de ses membres Jules Lionel Anilus.

Il affirme que pour le moment le PEP entend favoriser l'adoption de la proposition de loi du député Jean Danton Léger sur les questions relatives au remaniement ministériel. Il est anormal que quelqu'un qui entre dans le gouvernement suite à un replâtrage ne passe pas devant l'Assemblée et c'est cette problématique que nous abordons à travers la proposition de loi du député Léger, a-t-il dit. Il a d'ailleurs souligné que la question de l'éventuel replâtrage du gouvernement conduira à la dissolution du PSP, actuellement divisé autour de la question.



**L'actuel ministre chargé des relations avec le Parlement, Ralph Théano**

Certains membres du PSP veulent voir l`actuel ministre chargé des relations avec le Parlement, Ralph Théano accéder au portefeuille de l`Intérieur, alors que d`autres ne partagent pas du tout cet avis, croit savoir le parlementaire. Le ministre Théano qui ne va plus au Parlement depuis qu'il a été chassé de la chambre basse, se refuse à toute déclaration sur cette question, se contentant de dire qu'il ne comprend pas ce qui se passe. Ralph Theano est à froid avec les parlementaires particulièrement des députés, depuis qu'il les a traités de monoparentaux.

De l'avis de certains analystes politiques, depuis le 4 juin, on est en face d'un gouvernement à la dérive, le Premier ministre Lamothe pourrait toujours avoir le pouvoir, mais il n'a pas d'autorité. Il est déjà tombé, cependant il est suspendu dans l'air. D'autres avancent du point de vue conceptuel que le PM Lamothe n'a pas de notion des grands dossiers d'Etat. Il l'a prouvé le 4 juin, il n'a pas l'étoffe d'un Premier ministre, il ne maitrise pas les dossiers comme certains de ses prédécesseurs. D'un autre côté, les ministres n'assument pas leur fonction de responsabilité dans le gouvernement. L'objectif de la politique de ce gouvernement est de faire de l'argent dans n'importe quelle condition et le moyen d'y parvenir, c'est la corruption, le népotisme, le clientélisme et la propagande mensongère. Lamothe devait tirer sa révérence.

Suite de la page (12)

Manning car il a déjà admis, dans sa déclaration, qu'il avait passé de l'information à Wikileaks, et que Wikileaks l'avait postérieurement publiée. Mais le procureur ne dit pas « l'accusé a déjà admis avoir fait cela, il n'y a plus rien à discuter » ; non, il dit « Assange a fait ceci et cela ». Il le fait pour fabriquer une histoire au public, ce qui est politiquement et légalement nécessaire pour l'affaire qui suivra. Cela fait aussi parti du spectacle contre Manning, mais aussi contre Wikileaks et contre moi-même ».

**Pedro Miguel :** Un aperçu de ce qui vous arrivera si vous êtes extradé ?

**Julian Assange :** Nous savons qu'ils travaillent sur ce qu'ils appellent, dans leurs correspondances officielles avec l'Ambassade d'Australie à Washington, une investigation d'une échelle et nature sans précédents, avec plus d'une douzaine d'officines dans le coup. Le Département de la Justice [des Etats-Unis] a admis il y a trois jours qu'il travaillait sur ce dossier. Et j'ai de forts soupçons qui me font croire qu'il y a une accusation contre ma personne. Le responsable est Neil McBride, procureur pour le district est de Virginie ; c'est l'endroit où ont lieu tous les procès qui traitent de la sécurité nationale. Le jury serait composé de personnes qui travaillent à la CIA, le Pentagone et la NSA. Dans cette région existe la plus grande concentration d'employés de bureaux qui s'occupent de la sécurité nationale des Etats-Unis.

"Des gens me disent des choses absurdes comme 'ne t'en fais pas Julian, si une personne de ton équipe est extradée vers les Etats-Unis, le Premier Amendement les protégera'. Un peu de sérieux! C'est complètement absurde. Nous savons où aura lieu le procès, où est-ce que le grand jury a été réuni ces trois dernières années, depuis juillet 2010 ; où il a interrogé des personnes, demandant des archives, des informations de Google, obligeant des témoins à faire des déclarations secrètes. Ils ont même obligé des fiancées et des mères à témoigner contre certaines personnes. Ils ont demandé des informations à nos fournisseurs de service internet, à Google Earth, à Twitter.

Tout cela se trame dans la ville d'Alexandria, en Virginie. C'est là qu'aura lieu le procès, à seulement 6 km de Washington DC, avec un jury composé de personnes qui habitent dans les environs. Et que trouve-t-on dans les environs ? La CIA, le Pentagone, la NSA, Langley. Si des membres de notre équipe sont envoyés face à un jury là-bas, ils n'auront aucune chance. D'ailleurs, jetons un œil aux statistiques du gouvernement étatsunien : si tu es accusé face à un jury fédéral, tu as 99.97 pour cent de probabilités d'être condamné.

**Pedro Miguel :** En fait, un procès contre vous serait une simple formalité…

**Julian Assange :** Une simple formalité. Si tu es accusé sous les lois fédérales aux Etats-Unis, la possibilité de te faire condamner est de 99 pour cent. On ne peut pas appeler ça de la justice : avec 99.97 pour cent de probabilités d'être accusé si tu passes par un grand jury, et 99 pour cent d'être condamné si tu es accusé… Et nous savons où aurait lieu ce jugement : juste à côté de Langley [siège de la CIA], à Alexandria, état de Virginie.

**L'Israël du nord**

**Pedro Miguel :** - Et la Suède? Pourquoi n'avez-vous pas confiance en la Suède ?

**Julian Assange :** En Suède les gens sont détenus sans charges durant des mois, et maintenus en isolement. Ils n'ont pas d'accès à la télévision, aux journaux, toute information, les visites, etc. sont interdits durant l'enquête. Même le Département d'Etat a un avertissement pour les voyageurs qui voudraient se rendre en Suède, à cause justement des détentions sans charges : ne te fais pas arrêter car ça peut être dangereux. L'association Internationale des Prisonniers a indiqué que les Conditions de détention dans les établissements pénitentiaires dans les prisons suédoises étaient les pires en Europe ; même en comptant la Roumanie. L'association Fair Trials International [Procès Justes International] a condamné l'isolement sans charges qui est pratiqué en Suède. Un ami personnel en a déjà souffert les conséquences.

**Pedro Miguel :** C'est-à-dire ?

**Julian Assange :** Un volontaire de Wikileaks qui a travaillé sur la vidéo Meurtre collatéral a été emmené de façon illégale par des agents des services secrets suédois, la Säpo, du Cambodge, où il habitait, en Suède ; là il a été arrêté sur la piste d'atterrissage et mis en prison, en isolation totale, durant trois mois. Les agents des services secrets étaient au Cambodge. Une douzaine d'entre eux, d'après la documentation officielle émise par le Ministère de l'Intérieur suédois après une requête d'information.

"La Suède est le seul pays qui a livré aux Etats-Unis des personnes auxquelles elle avait avant remis des visas : deux égyptiens qui avaient demandé l'asile politique, en 2001. Ils avaient tout les deux des femmes et des enfants en Suède, ils étaient réfugiés politiques. La Säpo les a remis à la CIA ; un avion est arrivé, les a embarqués, les a emmenés en Egypte où ils ont été torturés par le régime de Mubarak. Aujourd'hui on connait toute l'histoire. Cette action a été condamnée par l'ONU et même par Human Rights Watch, une organisation très conservatrice.

Les autorités suédoises ont été impliquées dans plus de 1,200 vols secrets de la CIA depuis 2001 au moins jusqu'en décembre 2006. Nous l'avons révélé dans les câbles diplomatiques [du Département d'Etat, le Ministère des Affaires Etrangères des Etats-Unis] ; nous savons grâce à un de ces câbles qu'à partir de cette année les règles se sont durcies. D'ailleurs, la Suède est le seul pays qui offre une complète immunité aux personnes impliquées dans l'affaire des vols secrets de la CIA ; en Pologne, une enquête est en cours au sujet d'agents de la CIA basés dans ce pays.

**Pedro Miguel :** Pourquoi le gouvernement de Stockholm dépend-il autant de Washington ? Pourquoi a-t-il accepté ce rôle ?

**Julian Assange :** Ce pays se comporte ainsi depuis très longtemps. La grande majorité des gens en Amérique Latine aura encore en tête les bonnes actions menées par la Suède dans les années 70, offrant l'asile à ceux qui fuyaient les dictatures. Avec Olof Palme comme premier ministre, l'essence de ces actions était bonne. Mais depuis une trentaine d'années la Suède a joué une partie sophistiquée de relations publiques. Palme a été assassiné en 1986, mais même avant les choses avaient commencer à changer.

"Ce qui se passe, apparemment, c'est que la Suède s'est transformée suite à divers facteurs géopolitiques en l'Israël du nord. Géopolitiquement ces deux pays se ressemblent : même population de 9 millions d'habitants, comme Israël la Suède a sa propre langue que personne d'autre ne parle ; la Suède est isolée de ses alliés militaires ; Israël est isolé de ses grands alliés. La Suède a un puissant voisin militairement parlant, la Russie, Israël est entouré de pays hostiles.

"Voyons: la Suède se trouve là-bas dans le nord, aux bords du continent européen, éloignée de ceux qu'elle considère comme ses puissants amis et alliés. Elle a une peur bleue de la Russie. Les enquêtes montrent que c'est le pays le plus anti-russe d'Europe, encore plus que la Pologne, même que la Finlande. C'est aussi le pays le plus pro-étatsunien d'Europe. De fait, c'est un pays plus pro-étatsunien que pro-européen. Ces réalités géopolitiques, avec un resurgissement de la Russie, sous Poutine, ces 10 ou 15 dernières années, ont fait que la Suède cherche à se rapprocher le plus possible des Etats-Unis.

**Troupes et armes suédoises**

«En 2006, les conservateurs sont arrivés au pouvoir [Allians för Sverige, en remplacement des sociaux-démocrates] et ont formé un cabinet dont 80 pour cent des membres avaient étudié aux Etats-Unis. Le seul poste à l'étranger en tant que consultant de Karl Rove [chef de cabinet à la Maison Blanche entre 2001 et 2007] a été conseiller politique du parti au pouvoir à Stockholm. Il est également un ami proche depuis 40 ans, du ministre des Affaires étrangères suédois, Carl Bildt. Comme cela fut révélé dans les papiers de Kissinger, Bildt, 1974, lorsqu'il avait 23 ans, il a rejoint un programme de leadership à Washington et a rencontré Karl Rove. Il y a donc des raisons personnelles et géopolitiques pour que la Suède soit devenue si proche des Etats-Unis. C'est un phénomène qui s'est produit à la suite du changement de pouvoir en 2006 «.

**Pedro Miguel :** Les Suédois n'ont pas envoyé de troupes en Irak …

**Julian Assange :** Ils en ont envoyées en Afghanistan où il y a des troupes suédoises sous contrôle américain et même une base. Ils furent les cinquièmes en Libye où ils ont envoyé des avions. Au parlement suédois, même le parti de gauche a voté pour envoyer des forces terrestres. Je ne sais pas si finalement ce fut fait, mais le Parlement a voté pour et j'ai entendu dire, mais je n'ai pas la confirmation, qu'ils ont envoyé des bateaux.

«En 2011, la Suède a dépassé Israël comme premier producteur d›armes par habitant. L›industrie de l›armement occupe une partie plus importante de l›économie et de la politique que dans n›importe quel autre pays. La Suède n›a pas envoyé de troupes en Irak, c›est vrai, mais elle a construit les bunkers pour Saddam Hussein avant d›en transmettre les plans aux États-Unis. La Suède a été le premier exportateur d›armes aux Etats-Unis pendant la guerre d›Irak. Puis elle a conclu un accord avec Washington – c›est dans les télégrammes du Département d›Etat-, pour accueillir des réfugiés irakiens et ainsi libérer les États-Unis de cette tâche. Ensuite, la Suède qui se dit neutre, est dans plus de 114 comités de l›OTAN.

«Nous libérons des câbles de décembre qui disent ce qui suit : le Département d›Etat avait fomenté une politique pour essayer que d›autres pays signent un traité appelé HSPD6 (Homeland Security Presidential Directive 6), qui consiste essentiellement à «donner aux États-Unis, un grand nombre d›informations sur les terroristes présumés qui pourraient voyager aux États-Unis ou qui peuvent les intéresser. Il s›agit d›un accord officiel et Washington a envoyé à Stockholm des gens de haut niveau pour s›assurer sa signature. Mais le ministère suédois de la Justice est allé à l›ambassade américaine pour dire : «Nous ne croyons pas devoir signer cela.» Pourquoi ? «Parce que nous leur donnons déjà, de façon informelle, beaucoup plus que ce qui est dans l›accord. Mais si nous signons un traité, il faut passer par le Parlement et la majorité parlementaire ne soupçonne pas que nous donnons déjà tout cela sous la table. Par ailleurs, ce que nous faisons est probablement inconstitutionnel ». Et ils n›ont pas signé «.

**La Jornada (Mexique)**
**11 juin 2013**
**Traduction de l'espagnol :**
**Luis Alberto Reygada**
**La Voie Bolivarienne 12 Juin 2013**

# Arrestation et confiscation de marijuana à St Jean du Sud

Le matin du lundi 17 Juin dernier, dans la localité de Habacou, commune de St. Jean du Sud, les garde-côtes haïtiens ont intercepté un navire transportant des stupéfiants en provenance de la Jamaïque. Cent quarante paquets de marijuana ont été confisqués par les forces de l'ordre ayant saisi l'équipage. Six occupants du bateau, tous des jamaïcains, ont été ligotés. Ils ont déclaré avoir coulé le vaisseau au moment de l'arrivée des policiers.

« *Les garde-côte haïtiens ont effectivement réussi un très grand coup. Il s'agit d'un vaisseau pirate transportant des produits narcotiques. Laissez-moi vous dire, pour vos informations que, dans les rades haïtiennes de notre côté-ci, au sud du pays, nous sommes constamment envahis par ces jamaïcains narcotrafiquants qui pratiquent le commerce de la marijuana… Nous avons séquestré 140 paquets de ce produit. De façon à pouvoir les évaluer en kilos, nous allons les peser…* », a expliqué le commissaire du gouvernement de la ville des Cayes, Jean Marie Salomon qui était présent lors du constat par les juges de paix.

Suite de la page (3)

des messages d'autres paysans de la localité de Boudette, le fleuve de l'Artibonite déversant son lit, a envahi la majorité des maisonnettes se trouvant dans cette localité. Autre que le bureau régional de la protection civile qui s'est présenté pour un simple constat, aucune autorité locale ou centrale d'Haïti n'était présente pour assister cette population vulnérable et sinistrée dans le bas Artibonite.

A Hinche, chef lieu du Département du Centre, selon ce qu'a rapporté Francisco Delacruz, deuxième sénateur de ce département, suite aux agressives et épouvantables giboulées ayant provoqué la colère de la Rivière Guayamouco, la moitié de la ville était sous l'affluence des eaux qui ont atteint jusqu'à 2 mètres de haut. Des quartiers comme Cité Nola, Cité du Peuple, « Site Kokoye » et Chepak sont submergés où des centaines de maisons sont complètement détruites. Des milliers d'hectares de jardins et de têtes de bétails ont été emportés. La population du Haut Plateau central, sans ressource ni assistance du gouvernement, se trouve actuellement dans une situation très critique.

*continued from page (9)*

business: a table covered with power strips and chargers. "Some people went to prison. Others went into hiding. We were all there for the same reason, but they divided us," he remembered.

For much of 2010, a gang calling itself "The Committee of Nine" threatened residents and aid providers alike, so much so that ARC Camp Manager Richard Poole quit his job and left the country.

"My three months at Corail were one of the most difficult periods I have experienced in my 30 years as a humanitarian worker," Poole later told HGW in an email interview. ARC received about US$400,000 to manage the camp for eight months in 2010.

But, some humanitarian actors say the Corail settlement was not a complete failure.

"It is important to look at where the families were at the beginning of the earthquake and where they are now," World Vision told HGW in an email. The agency says it spent about US$7 million on 1,200 shelters, a school, playgrounds, and various programs.

People "came from areas which were prone to flash flooding, mudslides, and disease outbreaks, but now they are in a safer and more secure community," the agency pointed out. "The families have homes and are protected… We are pleased with these outcomes." [See also **Controversy over Corail Camp**]

**Not everyone is pleased**

NABATEC president "Aby" Brun is not pleased.

At first, Brun said he and NABATEC hoped the government and the major reconstruction actors would intervene to eject the squatters and camp residents, or to at least turn the camp's temporary shelters into permanent houses so that they could become the beginning of Habitat Haïti 2020 [see **Capitalizing on Disaster?**].

In the meantime however, Brun deplored the fact that the Michel Martelly government decided "follow the same abusive logic" and seize two other pieces of NABATEC land: one at the corner of Highway #9 and Highway #1 to build a waste treatment facility on what was slated to be an industrial park, and another, across the road, to build the offices of the Haitian Olympic Committee. Those two pieces had been valued by the government tax office – the *Direction Générale des Impôts* (DGI) – at US$10 million, according to Brun.

As months went by, the NABATEC partners – some of them members of Haiti's most economically powerful families – realized their project would no longer be possible.

"The country lost a great opportunity," Brun said. "I have been working on that project for 16 years."

Now, NABATEC wants to be indemnified, according to the law and the Constitution. The company has submitted paperwork to the DGI and to each of the three Finance Ministers who have held office since the "public utility" declaration.

"The last 'refresher' meeting was under Marie-Carmelle Jean-Marie about three months ago," Brun said. Jean-Marie resigned in April, allegedly over differences of opinion concerning a series of no-bid contracts and other expenditures.

All told, if the government reimburses NABATEC for that land and the land currently occupied by the camps and the squatters, NABATEC is due US $64 million.

"We have submitted all the papers and titles," Brun said in May. "Verbally, in conversations, they say, 'Yes, we recognize it's your land,' and they say they are going to pay us, but… nothing on paper."

Hoping to confirm Brun's statements, HGW made almost a dozen requests for interviews with DGI officials, in writing and in person, over the course of three months. Finally, in February 2013, Raymond Michel, head of the DGI's property division, promised an interview, noting: "This dossier is very, very sensitive." Michel never contacted HGW again.

Brun, meanwhile, is growing impatient. NABATEC is open to the idea of negotiating, but the company is also thinking about suing both the government and the humanitarian agencies that are continuing to do projects at Corail or are helping the squatters in the areas outside the camps, for "infringing on property owners rights."

"It's been three years now," Brun said. "I understand the difficulties facing people who don't have a house, or work, or schools… but that doesn't allow for mafia and extortionists to use people's distress to make money, and we sit there with nothing."

**Seeking funding from, and for, the promised land**

While NABATEC lobbies the Finance Ministry and the DGI for monetary compensation, another branch of the Haitian government is also seeking monies, but not to pay the landowners.

Instead, the UCLBP hopes to take NABATEC's place and build its own project: the urbanization of about 500 hectares for a population of 100,000.

According to David, an initial plan is ready, thanks to the Canadian firm IBI/DAA and the Haitian firm SODADE. Asked about the plan and how much it cost, the architect declined to give the price tag and added that it had not been put out for bid. Instead, it was tacked onto another plan already being drawn up by IBI/DAA, which is a frequent beneficiary of government contracts.

"It is a very perfect plan. It has roads, it has water systems, it has sanitation," David added, but he said that HGW could not see because it had not yet been approved.

Preliminary infrastructure work for a site will cost "about US$50 million." But the proto-slum won't turn into an organized neighborhood any time soon. Among other challenges, the residents who have marked out "their" land will have to be convinced to move to make way for infrastructure.

"It's a very long term project," David admitted.

Finding the money will not be easy, either. "We will need a lot of resources and the state doesn't have all the funding it would need… We are seeking financing so that we can at least begin," he said. "It won't happen tomorrow."

In the meantime, newcomers continue to arrive at the no man's land with bundles of belongings, tent stakes, and a few cement blocks.

*Haiti Grassroots Watch is a partnership of AlterPresse, the Society of the Animation of Social Communication (SAKS), the Network of Women Community Radio Broadcasters (REFRAKA), community radio stations from the Association of Haitian Community Media and students from the Journalism Laboratory at the State University of Haiti.*

## Controversy over the Corail Camp

The Corail-Cesselesse camp was set up originally for about 5,000 displaced people being evacuated from a camp at a country club (the Pétion-ville Club), which was run by actor Sean Penn. Many of the refugees lived in tents on dangerously sloped muddy ground. Penn and some other humanitarian actors wanted the evacuees to be the first of thousands more who would be moved out of the city center.

But only three months after the first refugees were installed in tents – on Jul. 29, 2010 – the UN-linked International Organization for Migration (IOM) issued a report on the entire "public utility" expanse of land, saying that the area chosen for Sectors 1 through 4 "is prone to flood and strong wind. As reported earlier, it is flooded regularly at least once a year."

"Due to the reoccurrence and magnitude of floods, this site should not be used for further relocation and resettlement of" displaced persons, the report concluded.

Nevertheless, World Vision and later IOM itself soon built some 1,500 "transitional shelters" on that very site. Some 10,000 people remain there today and many have invested in their "shelters," making them more permanent.

UN-HABITAT disagreed with the idea of setting up camps on the outskirts of the capital from the outset, according to Director Jean-Christophe Adrian, who spoke to HGW in January 2011.

"Corail was created because of pressure from the international community. The government was opposed to it. Préval was opposed," according to Adrian. "This kind of spreading out of the city isn't the best thing to do… at the time, it was very clear: the pressure from the U.S. Army and from our friend Sean Penn, and support from the international community, made this turn into a good idea."

"By declaring the land 'public utility,' they opened a Pandora's Box," Adrian added.

World Vision told HGW that it had not seen the report and that it does not consider the area high-risk. The agency added that many humanitarian actors "felt the process was rushed" but that the government had "determined that the relocation process must begin immediately and selected Corail as the site for the new community." World Vision is currently seeking funding to do a three-year project of "livelihoods and youth training and development" work with the camp residents.

The former camp manager from American Refugee Committee was more direct and less positive.

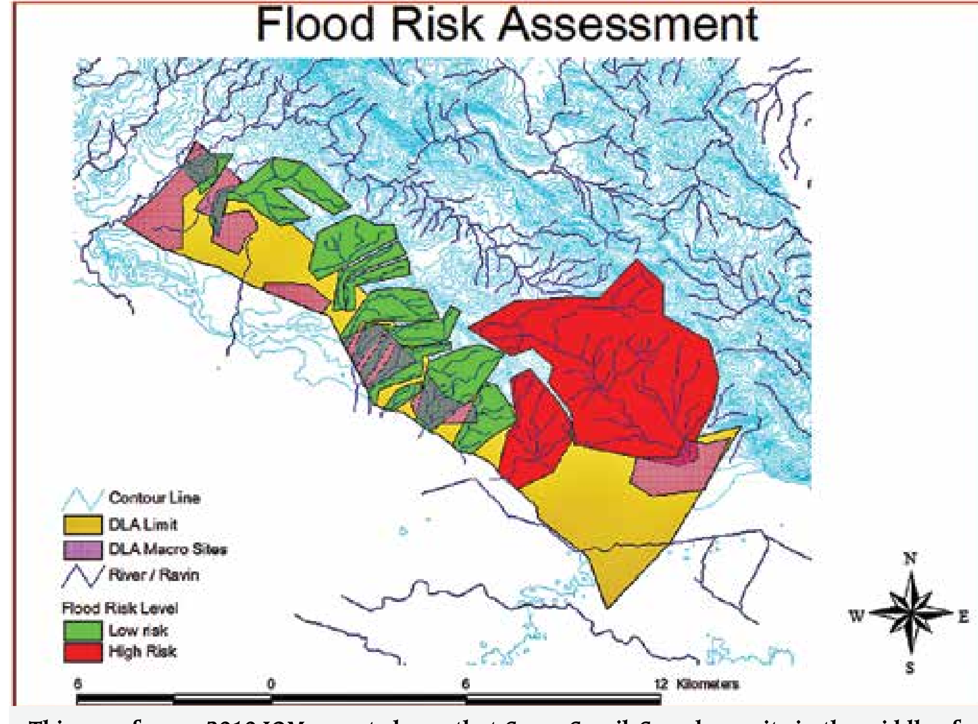
"ARC did not have a say in the planning of the Corail Camp (and in fact did not agree with how the things were set up)," Richard Poole told HGW in an email. While he was not opposed to moving people out of the capital, he noted that "the location of the camps far from Port-au-Prince with little or no prospect of economic activity was a mistake… Without an economic base, however, the plan was doomed to fail."

Hélène Mauduit, who works for Entrepreneurs du monde in the Corail camp, said that "sure, there are shelters, a hospital, and a school, but there is no future for the people of Corail because there is no work, there are no roads, and there's no electricity."

"I think someone should make a decision about Corail," she continued. "They either need to destroy it and put people somewhere else, or they need to say to themselves, 'Ah, these are human beings who live at Corail!' and then need to put into place everything that can guarantee a normal life. You brought the people there. You told them there would be work. But nothing ever happened because the area turned into a slum."

The former mayor of Croix-des-Bouquets, Jean Saint-Ange Darius, told HGW that following the earthquake, "local authorities were ignored and almost all the decisions were made by the central government… We were not at all involved in the choice of the site."

Asked about the Corail camp and surrounding slums for the Raoul Peck film *Assistance Mortelle,* former Interim Haiti Recovery Commission Senior Shelter Advisor Priscilla Phelps said: "When the story of the Haiti reconstruction is written, the international community's going to be doing a big mea culpa about this site… I hope."




**This map from a 2010 IOM report shows that Camp Corail-Cesselesse sits in the middle of a flood plain unsuitable for settlement.**

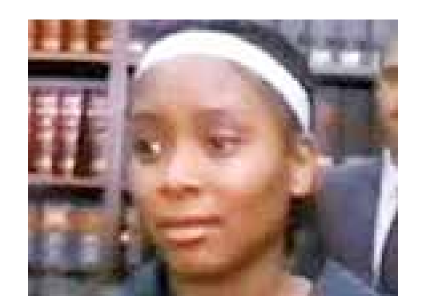
# La plus jeune condamnée à mort des États-Unis a été libérée de prison

**Par Charles Wilson**

INDIANAPOLIS - Une Américaine qui avait été condamnée à la peine de mort à l'âge de 16 ans après avoir confessé son rôle dans la torture et le meurtre d'une professeure d'études bibliques a été libérée de prison lundi, après avoir passé un quart de siècle derrière les barreaux.

Paula Cooper, dont la condamnation à mort en 1986 avait indigné les militants des droits de la personne et suscité un appel à la clémence du pape Jean Paul II, a quitté sa prison de l'Indiana à bord d'un véhicule de l'État, a indiqué un porte-parole du département des Services correctionnels, Doug Garrison.

La prison, située à environ 100 kilomètres à l'ouest d'Indianapolis, a remis à la femme de 43 ans une somme de 75 $ afin de l'aider à démarrer sa nouvelle vie. M. Garrison n'a pas voulu dire où elle a été conduite.


**Paula Cooper en 1987. Age : 17 ans**

Paula Cooper avait 15 ans quand elle a utilisé un couteau de boucher pour trancher la gorge de Ruth Pelke à 33 reprises, lors d'un vol qui s'est soldé par la mort de la femme de 78 ans. Ses trois complices ont été condamnés à des peines plus clémentes, mais l'adolescente a confessé le meurtre. En 1986, alors qu'elle était âgée de 16 ans, elle était devenue la plus jeune condamnée à mort des États-Unis.

Peu après, la Cour suprême avait statué que les personnes âgées de moins de 16 ans lors du crime ne pouvaient être condamnées à mort, estimant qu'une telle peine serait cruelle et inhumaine, et donc inconstitutionnelle. Les législateurs de l'Indiana ont ensuite adopté une loi faisant passer l'âge minimal pour une exécution de 10 à 16 ans. Puis en 1988, le plus haut tribunal de l'État a écarté la peine de mort pour Paula Cooper et l'a condamnée à 60 ans de prison.

En 2005, la Cour suprême des États-Unis a finalement jugé qu'il était inconstitutionnel d'exécuter toute personne âgée de moins de 18 ans au moment du crime.

La peine de Paula Cooper a été réduite compte tenu de son bon comportement en prison, où elle a obtenu un baccalauréat. Elle restera en libération conditionnelle pendant quelques années, a indiqué M. Garrison. «Nous voulons seulement qu'elle réussisse, c'est tout, a-t-il dit. Elle doit retourner à une vie normale.»

The Associated Press 17 juin 2013

**The Huffington Post 17 juin 2013**

# Iran Rohani remporte la présidentielle dès le premier tour

Avec près de 51% des voix et une large avance sur ses adversaires conservateurs, le candidat Hassan Rohani succède à Ahmadinejad. Bien que sa candidature ait été validée par le guide suprême Ali Khamenei, il a reçu le soutien de la population modérée du pays, qui espère en l'élisant un apaisement des sanctions internationales qui plombent l'économie.

Présenté comme « le candidat modéré », il serait plus juste de le décrire comme le candidat le moins hostile à l'ouverture. Le changement de politique en Iran sera lui certainement très modeste. La première raison est que les dossiers stratégiques comme le nucléaire ou les relations internationales étant sous l'autorité directe du guide suprême Ali Khamenei. Guide qui a validé la candidature de Rohani et qui ne sera que davantage légitimé par cette victoire, qui mettra fin à la cohabitation plus houleuse avec Ahmadinejad. Rohani est en outre le représentant de l'ayatollah Khamenei au Conseil suprême de la sécurité nationale. Il est également membre de l'Association du clergé combattant, qui réunit les religieux conservateurs.

En outre Rohani devra composer avec les frères Ali et Sadegh Larijani, deux conservateurs sans concession, à la tête respectivement du Parlement et de l'Autorité judiciaire. "Mon gouvernement ne sera pas un gouvernement de compromis et de reddition (en matière nucléaire) mais nous ne serons pas non plus aventuriers" a déclaré Rohani.

D'après le décompte partiel (76% des bureaux de vote), Hassan Rohani a obtenu 14,2 millions de voix, soit 50,8%, après le dépouillement de "27,6 millions de bulletins". Il devance largement trois candidats plus conservateurs: le maire de Téhéran Mohammad Bagher Ghalibaf (15,6%), l'ex-chef des Gardiens de la révolution, l'armée d'élite du régime, Mohsen Rezaï (11,3%) et l'actuel chef des négociateurs nucléaires, Saïd Jalili (11,4%).

Le quotidien des iraniens pourrait toutefois quelque peu changer. Rohani prône plus de souplesse dans le dialogue avec l'Occident, un dialogue qu'il avait dirigé entre 2003 et 2005 sous la présidence Khatami. Durant la campagne, il a même évoqué de possibles discussions directes avec les Etats-Unis. Il devrait essayer par des actions symboliques comme la libération de prisonniers politiques, d'assouplir les


**Le candidat Hassan Rohani succède à Ahmadinejad**

sanctions internationales qui étouffent l'économie iranienne. C'est la principale préoccupation des Iraniens, la crise économique provoquée par l'embargo et une gestion hasardeuse d' Ahmadinejad et qui se traduit par une hausse du chômage, une inflation supérieure à 30% et une dépréciation du rial de près de 70%. Les revenus pétroliers ont quasiment diminué de moitié en 2012, et les banques iraniennes sont en grande partie coupées des circuits financiers internationaux.

**L'Humanité 15 juin 2013**

# Pétition de solidarité avec la résistance du peuple turc signée par 35 Partis communistes et ouvriers

Chers camarades,

Le 13 juin sera désormais le jour international de solidarité avec la résistance populaire en Turquie. Nous avons préparé un communiqué qui exprime la solidarité des partis communistes et ouvriers avec le mouvement.

Nous avons par ailleurs demandé à nos partis frères de signer cette déclaration. Ci-dessous le message de solidarité et les partis qui ont accepté de signer la pétition jusqu'à présent.

**Au Bureau international du TKP (Parti communiste de Turquie)**

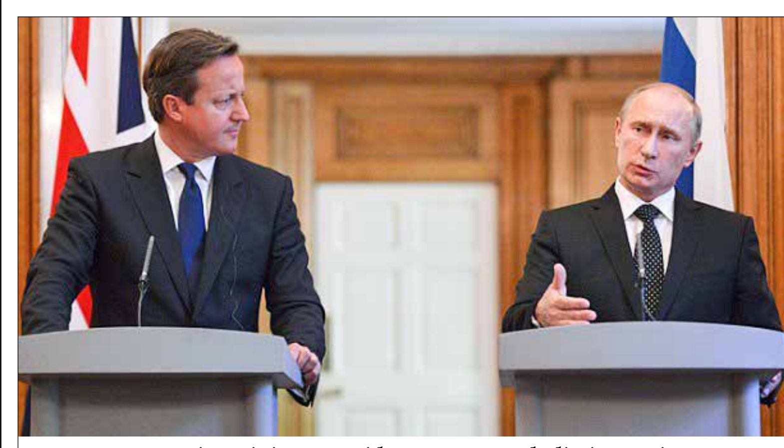
Alors que les manifestations contre la dictature du gouvernement AKP entrent dans leur seconde semaine, la brutalité policière est encore montée d'un cran à Istanbul hier. Le gouvernement a rejeté toutes les revendications du peuple et a lancé une guerre qui ne dit pas son nom contre la résistance. Les charges policières, essentiellement à Taksim hier, ont conduit aux blessures et à l'arrestation de centaines de personnes, de tous âges et de toutes professions. Le Parti communiste de Turquie a été en première ligne de la lutte contre la police, en solidarité avec tous ceux qui résistent.

Durant les affrontements, de nombreux adhérents du parti ont également été blessés. Solidarité Taksim, l'association qui a été créée pour mettre en échec les plans pour Taksim préparés par le gouvernement et qui est devenue la voix de la résistance à Taksim, a fait du 13 juin la journée internationale de solidarité avec les résistants en Turquie. En tant que partis communistes et ouvriers, nous condamnons la terreur d'État exercée contre ceux qui résistent en Turquie. Nous affirmons notre solidarité totale avec toutes les forces qui luttent en Turquie, parmi lesquelles se trouve le Parti communiste de Turquie.

Taksim est partout, la résistance est partout !

*Suite à la page (18)*

# Vladimir Poutine dénonce l'immoralité britannique en Syrie !


**Le Premier ministre David Cameron et Vladimir Poutine**

Extrait de la conférence de presse conjointe de David Cameron et Vladimir Poutine à la veille du sommet du G8

Londres, le 17 juin 2013

**Question** : Tout d'abord une question au président Poutine : le Premier ministre [David Cameron] a déclaré par le passé que ceux qui soutiennent le président el-Assad ont le sang des enfants syriens sur leurs mains, et étant donné que la Russie arme un côté dans le conflit, n'est-il pas hypocrite de critiquer ceux qui arment l'autre côté ?

**Vladimir Poutine** : À propos de la fourniture d'armes au gouvernement d'Assad et la question de savoir qui a le sang du peuple syrien —y compris le sang des enfants— sur les mains, je suis sûr qu'aucun d'entre vous ne peut nier que les deux parties ont du sang sur leurs mains. La question de savoir « qui est à blâmer ? » se pose toujours.

Je suis sûr que vous êtes d'accord que nous ne devrions sûrement pas aider des gens qui non seulement tuent leurs ennemis, mais dépècent leur corps et mangent leurs entrailles en face du public et des caméras.

Est-ce ces gens que vous voulez soutenir ? Voulez-vous les armer ? Si c'est le cas, il semble qu'il y ait très peu de relation ici avec les valeurs humanitaires que l'Europe a épousées et répandues durant des siècles. En tout cas, nous, en Russie, nous ne pouvons concevoir une telle situation.

Mais, jetant les émotions de côté et adoptant une approche purement de travail sur la question, permettez-moi de souligner que la Russie fournit des armes au gouvernement syrien légalement reconnu, en pleine conformité avec les règles du droit international. J'insiste sur le fait que nous ne violons ici aucune loi, aucune, et je demande à nos partenaires d'agir dans le même sens.

La question syrienne sera au centre des débats du G8 qui s'ouvre demain à Lough Erne (Irlande du Nord). Il s'agira de la première rencontre entre les présidents russe et états-unien depuis la réélection de Barack Obama.

**Réseau Voltaire 17 juin 2013**

# Brésil : La révolte populaire est légitime !



**Le gouvernement dépense des milliards en stades de football alors que les secteurs publics des transports, de l'éducation et de la santé sont en difficulté**

Depuis une semaine, le Brésil est secoué par un mouvement social d'« indignés » qui ne cesse de s'élargir contre la hausse des tarifs des transports publics décidée dans plus d'une vingtaine de villes du pays. Mais, comme avec le Parc Gezi en Turquie, ce n'est que la pointe de l'iceberg et le détonateur d'un malaise et d'un mécontentement social beaucoup profond.

*Suite à la page (18)*

# Hugo Chavez, un phare s'est éteint

*Continuant à perpétuer la mémoire de l'ami Chávez, voici un autre texte écrit par Jean Ortiz lors de la mort du « Comandante ».*

**Par Jean Ortiz***

Chroniqueur de l'actualité vénézuélienne pour l'Humanité.fr, l'universitaire Jean Ortiz revient sur la vie du président de la république bolivarienne du Venezuela décédé le mardi 5 mars 2013.

Un phare s'est éteint. Comme Bolivar lors de son serment de Rome, à 20 ans, dès le départ, Chavez s'est engagé à consacrer sa vie à améliorer le sort de ses concitoyens. Il se réclamait de lui, et était l'une des consciences de l'Amérique des peuples. Je me souviens que, lors de sa première visite à Cuba, en décembre 1994, il avait déclaré à l'université : «Un jour, nous espérons venir à Cuba les bras ouverts, et pour construire ensemble un projet révolutionnaire latino-américain». Il annonçait une «ère d'éveils». Soldat rebelle, il avait créé le Mouvement bolivarien avec une vision à long terme pour rompre avec le bipartisme répressif et corrompu, inféodé aux Etats-Unis, de la IV République. Chavez avait une obsession : que le Venezuela soit désormais une vraie patrie, une nation souveraine, indépendante.



**Le miracle de Chavez, c'est d'être devenu un Chavez collectif, un "Chavez-peuple". Il y a des morts qui ne meurent jamais.**

**Socialisme endogène**

Depuis sa première élection en 1998, il s'est «radicalisé», et a, par contrecoup, contribué à politiser profondément un peuple combattif, avançant un projet anticapitaliste, sans doute le plus radical au monde depuis la chute du Mur de Berlin. Le chavisme ne relève pas du culte de la personnalité, mais bien d'une création collective permanente, pour sortir du néolibéralisme par la voie électorale, démocratique, pacifique, et aller vers un socialisme endogène, participatif, un pouvoir populaire: des «communes socialistes», des Conseils communaux...

Chavez était le fédérateur, le moteur, le centre de gravité d'un mouvement populaire pluriel, traversé de différents courants progressistes. Le peuple l'aimait parce qu'il avait changé la vie de millions de parias, parce qu'il avait du panache et du courage. Lors de la rébellion militaire de 1992, dont il fut l'instigateur, il alla au bout de la démarche. Emprisonné, il mit au point une stratégie de rassemblement qui cette fois-ci réussirait. C'est le peuple des «ranchitos» (bidonvilles) qui descendit sur Caracas pour faire échec au coup d'Etat de 2002, et sauver son président.

**Exemple possible**

Chavez a fait du Venezuela un pays central pour toutes les gauches latino-américaines, et un exemple d'alternatives possibles pour les gauches du monde entier. Il eut l'audace de réhabiliter dès 2004-2005 le mot et le concept de «socialisme». Un lien émotionnel, affectif, très fort, unissait Hugo Chavez et les Vénézuéliens «d'en bas». Il était comme eux. Le petit vendeur des rues, devenu président, tenait ses promesses, lui, le «zambo» de Sabaneta, le métis de Noir et d'Indien, qui aimait chanter des chansons de son «llano» (plaine). J'ai pu mesurer dans les beaux quartiers, la haine de classe et de race que lui vouait la bourgeoisie. S'il se réclamait de Bolivar, ce n'était pas par opportunisme; il donnait un sens nouveau au message bolivarien, à la doctrine politique du Libertador.

**Populisme**

On l'accusait intentionnellement de «populisme», ce concept crapuleux et attrape-tout destiné à discréditer la révolution bolivarienne. Une analyse sérieuse du bilan de Chavez, des rapports sociaux, de sa pratique, des changements concrets, contredit cette allégation malveillante. Chavez était l'homme de l'intégration continentale, son fer de lance. Pour la première fois depuis les Indépendances, l'Amérique du Sud vit une véritable communauté de valeurs, dans un monde à présent multipolaire. Chavez en a été le principal artisan. De 1999 à 2008, il multiplia par 3 les dépenses publiques par habitants, fit reculer de 50% la pauvreté, instaura la santé et l'éducation gratuites, créa l'ALBA contre les accords de libre-échange, contribua à la naissance de la CELAC, sans les Etats-Unis, isolés désormais à l'échelle continentale. Voilà pourquoi cet homme d'une grande stature, d'une profonde humanité, fut l'un des plus haïs, diabolisés par l'ensemble des médias internationaux, par toutes les bourgeoisies, et les fausses gauches.

**Marx et Jésus**

Chavez croyait en Marx et en Jésus, authentiquement. Grâce à lui, les Vénézuéliens ont bénéficié de nombreuses «missions sociales». L'une d'elles consiste à opérer gratuitement de la cataracte, elle s'appelle «Mission Miracle». Le miracle de Chavez, c'est d'être devenu un Chavez collectif, un «Chavez-peuple». Il y a des morts qui ne meurent jamais.

***Jean Ortiz** Chroniqueur de l'actualité vénézuélienne pour l'Humanité.fr, Les chroniques vénézuéliennes.

**L'Humanité.fr 6 Mars 20138**

---

*Suite de la page (13)*

En plus d'œuvrer à l'éducation civique des haïtiens, à la protection de l'environnement, à la défense et au respect des droits de l'homme et à la valorisation de la culture haïtienne, l'Alliance Citoyenne s'engage à œuvrer activement en vue de la participation des haïtiens de l'étranger aux affaires de l'Etat d'Haïti.

L'Alliance Citoyenne se propose aussi d'œuvrer au réveil haïtien pour que renaisse la Nation.

Devant l'ampleur du drame national, l'Alliance Citoyenne qui incarne une autre vision politique fondée sur la rigueur, l'excellence et la justice croit opportun que chaque citoyen, dans un élan de solidarité renouvelé, se serre les coudes afin de sortir le pays du bourbier dans lequel il est plongé.

L'Alliance Citoyenne croit qu'il faut un projet politique responsable, tenant compte à la fois des facteurs de développement endogène et exogène.

L'Alliance Citoyenne croit qu'il faut renforcer la classe politique avec une vision claire et une conception moderne du pouvoir sous le leadership éclairé d'un groupe de citoyens travaillant au bien-être collectif de la Nation.

L'Alliance Citoyenne croit que les ressources nationales doivent être mises en commun, au-delà des divergences idéologiques, politiques, religieuses, de classe ou de couleur avec un certain dépassement de soi pour conduire la barque nationale à bon port.

L'alliance Citoyenne croit qu'il faut également un réveil des consciences où chaque citoyen doit se sentir concernée par la gestion de la chose publique.

L'Alliance Citoyenne croit que la nation doit se réconcilier avec elle-même sur la base d'une justice transparente et tributaire des principes moraux et égalitaires. Les institutions républicaines, piliers de la démocratie, doivent être réhabilitées et renforcées dans leurs structures au bénéfice de la nation toute entière.

L'Alliance Citoyenne croit que la reconstruction d'Haïti est une affaire nationale. Par conséquent, tous les haïtiens, peu importe où ils vivent, doivent y participer.

L'Alliance Citoyenne assure la promotion d'un projet extrêmement ambitieux qui veut que tous les haïtiens se donnent enfin la main un vue du décollage du pays.

L'Alliance Citoyenne est porteuse d'une vision futuriste qui tient compte des contraintes du moment et des avantages à tirer de ce qu'elle propose à la nation. L'Alliance Citoyenne croit que tout Gouvernement, incarnation d'un Etat décentralisé garantissant les droits et privilèges de chacun, doit être l'axe central autour duquel gravite le développement réel du pays s'appuyant sur des valeurs universelles du droit à la vie, au respect de la propriété privée, de bien-être matériel et spirituel.

L'Alliance Citoyenne croit que la liberté d'expression et de parole garantie notamment par la Constitution de 1987 ne doivent pas être l'apanage d'un groupe et encore moins d'un homme qui se croit être le seul bienfaiteur de la nation et au-dessus des lois.

**Geffrard Bien-Aimé**
*Citoyen*

**José Clément**
*Citoyen*

*Suite de la page (17) Brésil...*

*Et comme en Turquie ou ailleurs, la répression policière brutale n'a fait que stimuler le mouvement au lieu de l'intimider. Initiées par un mouvement appelé « Movimiento Pase Libre » (une organisation étudiante qui revendique la gratuité du transport public), les manifestations jouissent d'un large soutien dans l'opinion et le mouvement prend de plus en plus un caractère de masse, avec des manifestations d'une ampleur jamais vue au Brésil depuis 15 ans. Ainsi, ce lundi, 100.000 personnes ont manifesté à Rio de Janeiro, 65.000 à Sao Paulo, et plusieurs dizaines de milliers d'autres à Brasilia, Belo Horizonte, Porto Alegre, Salvador, Belén, Vitoria et Curitiba, entre autres grandes capitales régionales.*

*A Brasilia, les protestations se concentrent surtout contre les dépenses pharaoniques de prestige engagées par les autorités pour organiser des événements sportifs internationaux. Le gouvernement dépense des milliards en stades de football alors que les secteurs publics des transports, de l'éducation et de la santé sont en difficulté. Les « indignés » brésiliens exigent donc principalement pour le moment l'amélioration des services publics, de plus grands investissements dans ces secteurs, ainsi que la lutte contre la corruption et le gaspillage des ressources publiques.*

*Nous reproduisons ci-dessous une déclaration du Parti du Socialisme et de la Liberté (PSOL), organisation anticapitaliste brésilienne issue d'une scission du PT (Parti des Travailleurs, au pouvoir).*

Le PSOL exprime son plein soutien aux mobilisations qui ont lieu dans tout le Brésil contre l'augmentation des prix des transports publics et dénonce avec force la violence policière qui tente de réprimer le droit légitime d'organisation et d'expression.

L'augmentation de l'intensité des protestations – qui touchent les villes de Porto Alegre, Natal, Maceió, Goiania, Rio de Janeiro et São Paulo – a brisé le black-out médiatique des grands médias et elles sont devenues un thème central de l'actualité.

Les autorités qui « frappent et emprisonnent » ne comprennent pas que la révolte est provoquée par le ras-le-bol de passer six heures par jour dans des transports publics de mauvaise qualité et qui engloutissent un tiers du salaire ; là est la raison principale du soutien populaire aux manifestations. La contestation, qui a été initiée par les jeunes, n'est que la pointe de l'iceberg d'une grande insatisfaction collective. Répondre avec intransigeance, violence et brutalité policière, c'est jeter de l'huile sur le feu.

Alckmin (gouverneur du PSDB - social-démocrate - dans l'Etat de São Paulo), Haddad (maire du Parti des Travailleurs de la ville de São Paulo), Paes (maire du PMDB - centre-droit - dans la ville de Rio de Janeiro) et Cabral (gouverneur dans l'Etat de Rio de Janeiro) doivent assumer leurs responsabilités dans cette répression répugnante et absurde ainsi que leur inaction. En outre, il ne revient pas au ministre de la justice, Cardozo, de contribuer à stimuler l'agressivité de la Police Fédérale dans la répression des mouvements.

L'augmentation de la violence provoquée par la Police Militaire, surtout lors des récentes protestations dans l'Etat de São Paulo, démontre que la politique totalitaire des gouvernements locaux et de l'Etat fédéral ne supporte pas la critique et la contestation. Cela les pousse à criminaliser les mouvements sociaux, ce qui est inacceptable dans une société qui se dit démocratique. Nous exigeons la libération immédiate de toutes les personnes emprisonnées. En outre, condamner les activistes à payer des amendes élevées et avec des plaintes pour « conspiration » est inadmissible.

En accusant la totalité de ce mouvement large et légitime de vandalisme, les gouvernements sans scrupules et l'élite brésilienne tentent de manipuler l'opinion publique. Mais leur tentative est vouée à l'échec comme le montrent clairement les résultats des sondages qui démontrent un énorme soutien populaire envers les manifestations et le rejet de la coercition et de la violence policières.

Il convient de signaler que, récemment, les coûts des transports ont été exemptés d'impôts. Il est absurde de constater que les patrons des entreprises publiques annulent cet avantage fiscal en réajustant les prix à la hausse, avec le consentement des maires et des gouverneurs. Cette collusion entre les entreprises et les gouvernants n'est pas étonnante puisque ces entreprises ont subventionné les campagnes électorales de ceux qui, aujourd'hui, leur « renvoient l'ascenseur » de cette manière.

Dans les villes gouvernées par le Parti du Socialisme et de la Liberté (PSOL) - Macapá et Itaocara –, il n'y a pas eu d'augmentation des tarifs des autobus, par décision politique des maires. Notre logique de gouvernement est d'être au service des travailleurs et de la jeunesse et non des patrons qui transforment le droit au transport public en un vulgaire business. Nous pensons qu'il est possible, avec un budget équilibré et la volonté politique nécessaire, d'avancer des mesures telles que la gratuité pour les étudiants et même la gratuité pour tous. La défense de ces propositions n'a donc rien d'irréaliste ou d'absurde car elle garantit le droit constitutionnel des citoyens à la mobilité.

Le PSOL défend le droit à la protestation, le droit au transport public de qualité et dénonce la violence policière. Les mouvements à Goiânia et Porto Alegre ont obtenu des victoires avec la réduction des prix du transport. Il faut poursuivre dans cette voie pour arracher d'autres victoires. Et ce n'est qu'en luttant que nous pourrons vaincre.

Brasilia/ Brésil, 14 juin 2013

**Traduction française Ataulfo Riera**
**Avanti4.be 18 juin 2013**

*Suite de la page (17) Pétition...*

Parti communiste de Grèce
Parti communiste portugais
Parti communiste d'Espagne
Parti communiste du Pakistan
AKEL (Chypre)
Parti Populaire Democratique (Unifié) – Tunisie
Front populaire du Bahrein
Parti communiste libanais
Front démocratique pour la libération de la Palestine
Parti communiste syrien (unifié)
Front populaire pour la libération de la Palestine
Parti communiste d'Égypte
Front pour la libération de la Palestine
Parti socialiste égyptien
Mouvement du peuple – Liban
Parti communiste des Etats-unis
Parti communiste du Québec
Parti communiste d'Australie
Parti communiste de Macédoine
Parti communiste des peuples d'Espagne
Parti communiste allemand
Parti du travail de Hongrie
Nouveau parti communiste de Yougoslavie
Nouveau parti communiste de Grande-Bretagne
Parti communiste du Venezuela
Parti communiste de Finlande
Parti communiste du Mexique
Parti du travail de Belgique
Parti communiste du Canada
Parti communiste d'Irlande
Parti communiste de Grande-Bretagne
Parti communiste du Luxembourg
Pôle pour la renaissance communiste (PRCF)
Parti du peuple palestinien
Parti pour le socialisme et la libération (PSL) – USA

**Solidarite-internationale**
**16 juin 2013**

*Suite de la page (12)*

Ils sont complices d'une conspiration qui cherche à imposer la dictature.

S'alignant sur le gouvernement Obama, la NSA, la CIA, le FBI et le Pentagone, l'énorme appareil de propagande des médias américains est mobilisée dans une tentative désespérée d'empoisonner l'opinion publique contre Snowden. Un exemple parfait en est le New York Times et son chroniqueur David Brooks.

Brooks est l'un des nombreux commentateurs qui se sont concentrés sur l'âge de Snowden ; il écrit que Snowden représente « une part croissante de jeunes gens qui ont la vingtaine. » L'establishment politique et les médias ont peur. Ils voient correctement en Snowden non pas juste un individu, mais le représentant de toute une génération qui ne se reconnaît plus du tout dans les institutions officielles et qui a perdu toute confiance en elles, ne les voyant plus comme les garantes des droits démocratiques.

Dans une chronique publiée mardi et intitulée, « Le divulgateur solitaire, » Brooks dénonce Snowden et les millions d'autres jeunes gens qui partagent sa méfiance envers le système politique, en utilisant les mêmes types d'arguments qui étaient utilisés dans les années 1930 pour défendre les dictatures fascistes de Franco, Mussolini et Hitler.

Il se pose en champion des vertus des « structures autoritaires : la famille, les voisins, les groupes religieux, l'Etat, la nation et le monde. » Il prêche « le respect des institutions » et « la déférence aux usages, » et il s'emporte contre les « fortes convictions [de Snowden] que la hiérarchie et les organisations sont suspectes » ainsi que contre sa « dévotion fervente pour la transparence. »

En lançant l'accusation absurde que Snowden aurait « trahi la constitution, » Brooks fait preuve non seulement d'hostilité, mais d'une ignorance complète des fondements démocratiques de la République américaine. Il écrit : « Les fondateurs n'ont pas créé les États-Unis pour que n'importe quel type solitaire de 29 ans puisse prendre des décisions unilatérales sur ce qui devrait être révélé. »

Les fondateurs, dont beaucoup avaient entre 25 et 35 ans, défendaient les droits du peuple à « prendre la décision unilatérale » de mener une révolution et de renverser un régime oppressif. Ils écrivirent explicitement la constitution en partant du principe que le gouvernement ne devait pas se fonder sur la confiance, mais plutôt sur le fondement d'une « méfiance organisée, » de peur de le voir se transformer en une nouvelle forme de despotisme. D'où l'insistance sur un gouvernement par la loi, et non par les gens, ainsi qu'un système d'équilibre entre les trois pouvoirs.

Brooks conclut en accusant Snowden d'être « obsédé » par l'accumulation des données et d'en oublier « les dommages qu'il a causés aux équilibres sociaux et aux liens invisibles qui les font tenir. »

Snowden est le produit des expériences de sa génération, qui ont politisé et radicalisé des millions de personnes. Né en 1983, il a grandi dans le contexte d'une inégalité sociale grandissante et de l'effondrement des syndicats qui ne remplissaient plus leur rôle d'opposition sociale.

L'expérience politique fondamentale de Snowden alors qu'il atteignait l'âge adulte a été le 11 septembre 2001, et la prétendue « guerre contre le terrorisme. » Manquant d'expérience politique, sa réponse initiale a été une combinaison naïve d'idéalisme et de patriotisme. Il a commencé par croire le gouvernement américain. Les dix années suivantes allaient détruire ses illusions.

Il s'est engagé dans l'armée parce que, comme il l'a dit, il « ressentait une obligation en tant qu'être humain de contribuer à libérer d'autres peuples de l'oppression. » Il a rapidement perdu ses illusions parce que « la plupart des gens qui nous formaient semblaient excités à l'idée de tuer des Arabes, et non pas d'aider qui que ce soit. » Lui, comme des millions d'autres, a découvert que la guerre d'Irak s'appuyait sur le mensonge selon lequel Bagdad aurait détenu des armes de destruction massives.

Il a vu, sous George W. Bush, l'utilisation par les États-Unis de la torture contre les détenus d'Abu Ghraib en Irak et dans les camps de prisonniers américains à Guantanamo, la destruction de la ville irakienne de Falludja, et d'innombrables autres crimes de guerre en Irak et en Afghanistan, ainsi qu'une flopée de mesures dignes d'un Etat policier comme la détention pour une durée indéterminée sans procès, les enlèvements à l'étranger, et la surveillance de la vie privée à grande échelle. Il a été affecté par les promesses de campagne de Barack Obama et ses déclarations contre la guerre en Irak et les atteintes de Bush aux droits démocratiques, mais il a été encore plus dégoûté du système politique par ce qu'il a appelé « la lente prise de conscience que les présidents pouvaient mentir ouvertement pour gagner les élections, puis laisser tomber leurs promesses faites publiquement sans que cela ait de conséquences.»

Snowden a résumé avec éloquence les motivations qui l'ont conduit à divulguer les informations sur le programme de la NSA et à en assumer toutes les responsabilités, en déclarant au South China Morning Post mardi soir, « Je ne suis pas ici pour me soustraire à la justice ; je suis ici pour révéler des crimes. »

L'évolution de Snowden terrifie l'élite dirigeante. Elle est en train de perdre sa crédibilité et la confiance des masses. Puisque cette élite dirigeante ne peut récupérer leur allégeance par la persuasion, elle s'en remet à la terreur et aux menaces. Elle veut faire un exemple avec Snowden afin d'intimider les autres.

La démocratie s'effondre en Amérique sous le poids du militarisme impérialiste et de la concentration de la richesse et du pouvoir entre les mains du un pour cent le plus riche de la population.

Les travailleurs et les jeunes, aux États-Unis et de par le monde, doivent prendre la défense d'Edward Snowden, ainsi que de Bradley Manning et de Julian Assange. Il faut construire le soutien pour eux sur les lieux de travail, les universités et les lycées, ainsi que dans les quartiers ouvriers. Leur défense doit devenir le fer de lance du développement d'un mouvement de masse en défense des droits démocratiques.

La lutte pour les droits démocratiques est inséparablement liée au développement d'un mouvement politique de la classe ouvrière américaine et internationale contre le système capitaliste, qui est la source de la guerre, de l'inégalité sociale et de la poussée vers la dictature.

**Wsws 13 juin 2013**



# Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

**ADOPTION**
Happily married, nature-loving couple wishes to adopt a baby! We promise love, laughter, education, and security. Expenses paid. www.DonaldAndEsther.com. (Se habla español.) 1-800-965-5617.

**COLLECTABLES**
CASH BUYER, 1970 and Before, Comic Books, Toys, Sports, entire collections wanted. I travel to you and Buy EVERYTHING YOU have! Call Brian TODAY: 1-800-617-3551

**CONDOS FOR SALE**
Brand new bank foreclosed luxury condos in Orlando at up to 50% off! 2 and 3 BR units. Last chance to own in FL for below builder cost. Must see. Sold first-come, first served. Call 877-333-0272 x 39.

**HELP WANTED**
TLC-Licensed DRIVERS WANTED! With or without car. Alpha Car Service, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

**HOMES FOR SALE**
RIVER VIEWS $94,900! Coxsackie, NY. Great condition, 3 bedroom, 1 bath, includes home warranty. CGND-MLS #89765. Call 518-366-6754 today for details. Weichert Realtors Fontaine & Associates.

**LAND FOR SALE**
LAKE SALE: 6 acres Bass Lake $29,900. 7 acres 400' waterfront $29,900 6 lake properties. Were $39,900 now $29,900. www.LandFirstNY.com Ends June 30th Call Now! 1888-683-2626.

**LAND FOR SALE**
Our Newest Affordable Acreage Upstate NY/Owner Financing 60 Acres, Cabin, Stream & Timber: $79,995 80 Acres, Nice Timber, Stream, ATV trails, Borders Farmlands, Great Hunting: $74,995 73 Acres, Pine Forest, Road front, Utilities. Minutes to Oneida Lake Boat Launch: $75,995 Small Sportsmen's Tracts: 3-5 Acres Starting at $12,995. Call 1-800-229-7843 or info@landandcamps.com.

**LAND WANTED**
SELL YOUR NEW YORK LAND, FARM OR LAND & CABIN. We have buyers! Call NY Land Quest: 877-257-0617 nylandquest.com Offering honest, straightforward, personable service!

**LOTS & ACREAGE**
Waterfront Lots- Virginia's Eastern Shore WAS 300K Now From $55k Large Lots, Community Pool, Pier and Recreational Center. Great for boating, fishing & kayaking. www.oldemillpointe.com 757-824-0808

**MORTGAGES**
REVERSE MORTGAGES. NO mortgage payments FOREVER! Seniors 62+! Government insured. No credit/ income requirements. NMLS#3740 Free 26 pg. catalog. 1-855-884-3300 ALL ISLAND MORTGAGE.

**PERSONAL**
Single female homecare worker wants to work for nice handicapped Haitian male who is marriage minded. Can relocate. Speaks English. Tel: 618.696.0348. Ask for Sandy.

**PERSONAL**
Haitian man seeking Haitian woman age 25-35. Start with friendship leading maybe to love. Must be educated & speak English, French or Kreyol. Send text or email. jean.vicor68@yahoo.com. 347-379-5765

**VACATION RENTALS**
OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Real Estate. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

**WANTED**
CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NYC 1-800-959-3419

**WANTED**
NATIONAL BUYER in NYC- Paying cash for your PRE-1975 collectibles. We want your old sports cards, toys, and comic books. CASH PAID!! Call TODAY: 201-892-1212

# Coupe des Confédérations de la FIFA 2013

**Le Brésil bien dans son jardin**

Les débuts d'un pays hôte dans un tournoi sont toujours entourés de grandes attentes. Dans le cas du Brésil, proclamé pays du football, cela est encore plus vrai. L'appréhension grandit. Et pour la Seleção qui a joué son premier match dans la Coupe des Confédérations de la FIFA 2013 samedi 15 juin, la pression semblait encore plus grande.

Une enquête menée par FIFA.com montre pourtant que, à la veille du match des hommes de Luiz Felipe Scolari, mercredi 19 juin contre le Mexique à Fortaleza, les supporters brésiliens peuvent avoir confiance dans leurs protégés, et pas seulement en raison de la victoire 3:0 de ces derniers contre le Japon.

D'abord, la Seleção n'a plus perdu à domicile depuis 30 matches. Il faut remonter au 21 août 2002 pour trouver trace d'une défaite du Brésil sur ses terres. C'était contre le Paraguay (0:1) et l'événement avait d'ailleurs marqué la dernière sortie de Felipão sur le banc pour son premier mandat à la tête des Auriverdes. Ensuite, les quintuples champions du monde ont aligné 21 victoires et neuf nuls en matches officiels. Au passage, ils ont marqué 72 buts (soit une moyenne de 2,4 par rencontre) et en ont encaissé 18 (0,6).

"Ça montre notre force ici, même avec la pression qui existe et qui est d'ailleurs naturelle", affirme l'attaquant Fred au micro de FIFA.com. "Ce qui nous surprend, au-delà de ces chiffres, c'est le soutien de nos supporters. Bien sûr, tout dépendra de notre rendement sur le terrain, mais nous espérons continuer à gagner pour maintenir ces statistiques, et surtout garder le public de notre côté."

Pendant cette série d'invincibilité, la Seleção a affronté ses deux grands rivaux en Amérique du Sud, l'Argentine quatre fois, et l'Uruguay deux fois, tous deux anciens vainqueurs de la Coupe du Monde de la FIFA™. Le Brésil a également croisé le fer avec les Pays-Bas, le Portugal et, plus récemment, l'Angleterre et la France.

**En harmonie**

Alors, pourquoi douter ? Le jeune milieu de terrain Oscar, 21 ans, affiche une confiance et un potentiel énormes, étonnants même pour quelqu'un qui dispute sa première saison avec les seniors brésiliens. "C'est juste que ces derniers temps, le Brésil n'a pas remporté de titres. C'est cela qui fait peser une certaine pression", explique l'intéressé à FIFA.com." Mais à domicile, nous sommes toujours forts et l'avons toujours été. Ces chiffres le montrent."

Le Brésil en a donné une nouvelle preuve à l'Estádio Nacional Mané Garrincha de Brasília. Le public a apporté un soutien total à son équipe et toute possibilité de tension a été anéantie grâce au but fantastique de Neymar, dès la troisième minute de jeu.

Évidemment, la Seleção ne va pas toujours marquer des buts aussi rapides. Dans les parties plus équilibrées, il faudra savoir faire preuve de patience. "Il y a toujours des moments dans un match où l'équipe est un peu plus prudente, ce que le spectateur ne comprend pas forcément. Mais la présence du public a été importante pour ce premier match", affirme le milieu de terrain Paulinho. "Nous devons faire notre travail et le soutien populaire suivra. Nous devons donc travailler le mieux possible pour convaincre le peuple brésilien à être derrière nous."

C'est exactement ce qui s'est produit contre le Japon. Les joueurs brésiliens espèrent retrouver cette harmonie avec le public à Fortaleza, et ensuite à Salvador pour le match face à l'Italie. Voilà pour les rendez-vous programmés, mais l'ambition des hommes de Scolari va beaucoup plus loin. "Espérons que ça continue comme ça", annonce David Luiz à FIFA.com en rigolant. "Il faut que nous réussissions à briser ce tabou, dès cette Coupe des Confédérations, et l'année prochaine aussi pendant la Coupe du Monde."

**FIFA.com 18 juin 2013**



**Selon les pronostics de Pelé, à quelques heures de l'ouverture de la compétition par la Selaçao, le Brésil n'est «pas armé» pour gagner la Coupe des confédérations. Il ajouta : «On dirait qu'il manque actuellement un 10 et nous avons du mal à trouver ce que pouvaient être un Romario, un Vava, un Careca à la pointe de l'attaque, et donc cette Coupe et l'année qui nous restent, peuvent nous permettre de préparer une bonne équipe pour le Mondial, sans aucun doute»**

*Groupe A Match et Résultats*

15 juin Brésil Vs Japon (3-0)
16 juin Mexique Vs Italie (1-2)
19 juin Brésil Vs Mexique
19 juin Italie Vs Japon
22 juin Italie Vs Brésil
22 juin Japon Vs Mexique

*Groupe B Match et Résultats*

16 juin Espagne Vs Uruguay (2-1)
17 juin Tahiti Vs Nigeria (1-6)
20 juin Espagne Vs Tahiti
20 juin Nigeria Vs Uruguay
23 juin Nigeria Vs Espagne
23 juin Uruguay Vs Tahiti

# L'Espagne championne de l'euro espoir



Le Championnat d'Europe des moins de 21 ans de l'UEFA qui se déroulait en Israël vient de se terminer ce mardi 18 juin 2013 avec la finale Espagne -Italie à Jérusalem. C'est par une victoire écrasante de 4 buts à 2 que l'Espagne a remporté la coupe. Par cette victoire de son équipe espoir (après celle de 1986, 1998 et 2011), l'Espagne vient de prouver sa suprématie sur le football mondial.

Rappelons que l'année dernière en finale de la coupe d'Europe 2012, l'équipe senior, championne du monde en titre écrasait celle d'Italie par 4 buts à 0

Signalons dans cette compétition de Championnat des moins de 21 ans de l'UEFA, que l'Italie compte déjà 5 titres de champion dans son palmarès.